N°35 MARS 2014 - REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF - 6 EUROS

P.28 LECTEURS

QUELLES PEURS ? LES PEURS DE QUI ? André Tosel P.32 LE GRAND ENTRETIEN

L'OPPRESSION DE CLASSE EST SEXUÉE

Entretien avec Laurence Coften P.42 PRODUCTION DE TERRITOIRES

RÉFLEXIONS SUR LA GÉOGRAPHIE

Jean Dresch



Parti communiste français



La Revue du projet vous propose désormais chaque mois un entretien vidéo avec un dirigeant communiste, un intellectuel progressiste ou un syndicaliste, mis en ligne sur le site http://projet.pcf.fr/

L'objectif est d'approfondir un sujet tout en faisant tomber la barrière de l'écrit. Vous pouvez déjà visionner sur les thèmes :

- « Coût du capital », Frédéric Boccara
- « Dessine-moi une ville humaine », Paul Chemetov
- « Décentralisation », Pierre Dharréville

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie On connaît la chanson!

4 POÉSIES

Katherine L. Battaiellie Valérie Rouzeau

5 regard

Étienne Chosson L'endroit où nous vivons

6 ► 27 LE DOSSIER

POUR EN FINIR AVEC LA DROITISATION

Présentation : **Alain Vermeersch et Igor Martinache** Le trompe-l'œil de la droitisation

Gilles Richard Les droites au miroir de l'histoire

Raymond Huard L'extrême droite dans le Gard (XIX°- XX° siècle) Florent Gougou Les ouvriers ne votent pas « naturellement » à

gauche... ni à droite!

Étienne Schweisguth La xénophobie est-elle en hausse?

Frédéric Gonthier La droitisation des valeurs : une illusion d'optique ?

Patrick Coulon Les nouvelles fractures

Jérôme Berthaut Les conditions du travail journalistique façonnent une vision du monde

Violaine Girard L'essor de l'habitat périurbain favorise-t-il la droitisation des votes ?

Anne-Sophie Petitfils Derrière la droitisation de l'UMP, les tensions internes au parti

Robert Injey La mutation de la droite niçoise

Igor Martinache Rapprochements à droite, de fâcheux précédents

Fabienne Haloui La droite et l'extrême droite dans le Vaucluse.

Rémi Lefebvre Une droitisation d'abord de l'offre politique

Yann Le Pollotec Quelle droitisation du vote?

Michel Laurent Mobiliser les mobilisables

Gaël De Santis La droite sur une mauvaise pente

28 LECTEURS

André Tosel Quelles peurs? Les peurs de qui?

32 ► 35 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Laurence Cohen L'oppression de classe est sexuée

BRÊVES DE SECTEUR

Gilles Garnier Sombre résultat en Suisse

lan Brossat « Théorie du genre », la scandaleuse déscolarisation des enfants

36 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff L'égalité, c'est bon pour la santé

38 MOUVEMENT RÉEL

Roger Bruyeron Les trois vies de Georges Politzer (2)

40 HISTOIRE

Silvia Capanema Abolition de l'esclavage, racisme et citoyenneté au Brésil (XIX°-XXI° siècles)

42 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Jean Dresch Réflexions sur la géographie

44 SCIENCES

Guillaume Beslon Modéliser-simuler (2)

46 DROIT

 $\textbf{Renaud Boissac} \ \, \text{Le droit et les Roms: histoire d'une discrimination } \\ \text{d'\'etat}$

48 SONDAGES

Nina Léger Les média nous mentent

49 STATISTIQUES

Michaël Orand Des inégalités sociales face au vote

50 REVUE DES MÉDIA

Camille Marigaux Les manifs de droite(s) : du monde partout, personne nulle part

52 CRITIQUES

Coordonnées par Marine Roussillon

- LIRE: Patrick Coulon Medef et Cie!
- Ouvriers malgré tout, Martin Thibault
- Aux armes citoyens ? Marseille n'est pas à acheter Jean-Marc Coppola
- Initiation à la philosophie pour les non-philosophes,
 Louis Althusser
- Histoire du Front national, Dominique Albertini et David Doucet
- Face au FN La contre offensive, Alain Hayot

Réagissez aux articles, exposez votre point de vue. Écrivez à revue@pcf.fr



ÉDITO

On connaît la chanson 2/2

e mois dernier, il fut question de convergence des classes populaires et du monde de la « modeste aisance». Loin destigmatiser les « bobos» – concept foncièrement piégé car il indique, narquoisement, qu'il faudrait que ces millions de personnes tournassent leur regard vers la seule droite et la grande bourgeoisie plutôt que vers le camp du progrès populaire –, nous exposions l'urgence à organiser cette unité.

Ce problème, ancien, a deux vigoureux compères aujourd'hui avec lesquels il forme une sorte de diable à trois têtes: la question, ancienne elle aussi mais renouvelée, de l'ethnicisation¹; la question, sans doute plus neuve à l'échelle de l'histoire, de « l'assistanat ». C'est à cette dernière thématique qu'on voudrait réfléchir aujourd'hui.

Pas de malentendu : il ne s'agit pas de valider ce concept – les seuls parasites, authentiques assistés, sont à chercher du côté de la rente et de l'agiotage, et nulle part ailleurs ; il s'agit de mesurer les effets sociaux et politiques de la popularité de cette thématique.

Et quelle puissante ligne de fracture crée-t-elle en plein milieu des classes populaires! Qui n'a entendu ces récriminations, ces *exaspérations* de salariés précaires à l'encontre de chômeurs, parfois vite repeints en assistés, fainéants qui vivent sur notre dos, etc.

Les esprits complotistes verront dans cet écho l'effet d'une puissante campagne d'opinion menée par la droite et une certaine presse. Comment le nier? Reste que ce n'est qu'une face de la médaille. Pour être encouragé, cet état d'esprit ne naît pas à l'écoute de RMC. Au contraire même, la force de la droite dans les classes populaires tient pour une grande part à cet état d'esprit, qu'elle exploite habilement plutôt qu'elle ne le crée ex nihilo.

Mais d'où vient-elle alors, cette colère qui tourne tant de salariés contre les chômeurs ?

Elle vient sans doute d'abord de la redoutable mécanique capitaliste qui broie les conquêtes sociales et fait de la vie de millions de salariés une vie toujours plus inhumaine : quand vous travaillez dur, très dur et tard, très tard, pour un salaire si léger, si faible, si impuissant à vous offrir à vous et aux vôtres une vie digne de ce nom, l'idée que quelqu'un puisse gagner presque autant que vous - et qui est pourtant si peu – sans ruiner sa vie comme vous le faites tous les jours devient facilement intolérable. Spirale retorse s'il en est: plus les capitalistes exploitent les travailleurs, plus ils créent les conditions de divisions profondes parmi les exploités et, par là, les conditions du maintien de leur domination. Mais il faut ajouter une deuxième dimension. Ce sont les mécanismes effectifs mis en œuvre par des gouvernants à l'âme charitable, parfois de droite mais peut-être plus souvent encore de gauche. Ce sont toutes les politiques de seuil en contexte d'austérité : on ferme tous les robinets pour tout le monde mais on accorde quelques malheureuses gouttes aux plus démunis des plus démunis. Prenons un exemple pour nous bien comprendre: prenons une retraitée de La Poste qui a commencé à travailler à quatorze ans, elle a travaillé dur (les 39 heures n'étaient pas conquises, pas plus que les 35 heures), toute sa vie. Arrive l'heure de la maison de retraite. Elle gagne 1 400 euros par mois; pension qu'avale entièrement la maison de retraite (publique, simple) sans rien laisser du tout. Adieu petits cadeaux aux petits-enfants, adieu petits chocolats qu'on partage entre amies, adieu petits plaisirs... Mais on ne se plaint pas: après tout, on ne travaille pas et les retraites semblent coûter si cher à la société... C'est déjà beau d'être en maison... Mais quand notre retraitée apprend que sa voisine, qui n'a jamais travaillé, et touche donc le minimum vieillesse, est aidée par le Conseil général qui prend en charge une partie de sa maison de retraite et lui octroie une petite somme pour lui permettre - ce qui est bien normal! - de vivre un peu normalement... alors, notre retraitée de La Poste, elle pourra s'en défendre, se concentrer sur ses valeurs de gauche, elle ne réussit pas, au fond, à ne pas en vouloir à cette voisine qui, elle, peut faire tout ce qui n'est devenu que douloureux souvenirs pour notre postière, pour la seule raison qu'elle a eu le malheur de travailler.

Résumons et décortiquons cette conception sociale et politique qui se lit dans ces mécanismes de seuils, c'est pour l'essentiel une grille insiders/outsiders (on pourrait traduire: intégrés/exclus). Trois gouttes aux outsiders et rien pour les insiders; politique charitable qui fait peu pour les outsiders et exaspère les modestes insiders (qui n'ont droit à rien alors qu'ils vivent bien mal) tout en modérant leur combativité sociale (placés qu'ils sont dans le camp des gens-qui-n'ont-pas-à-se-plaindre-comparé-aux-autres).

Voilà les lourdes dispositions objectives qui minent si puissamment l'unité populaire; voilà ce qui se rumine dans des millions d'estomacs; voilà ce qu'exploitent les droites extrêmes – elles l'exploitent, j'insiste, bien plus qu'elles ne le créent.

Face à cette tactique de division visant à assurer le maintien de la domination de classe et à empêcher les coagulations sociales nécessaires, on voit là encore toute l'urgence d'affirmer notre discours et nos revendications de classe pour ouvrir l'horizon. On voit là encore toute l'urgence de placer l'universel comme boussole. À chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens! Une vieille chanson qui gagne à être connue...

GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE,

Rédacteur en chef

1) Sur ce processus qui tend à tracer des frontières de « race » entre le « eux » et le « nous » plutôt que des frontières de classe et sur ses conséquences politiques, voir les numéros 9 (« Multiculturalisme ») et 17 (« Migrations ») de *La Revue du projet*, ainsi que le texte adopté par le dernier congrès du PCF (*Il est grand temps de rallumer les étoiles*).



VALÉRIE ROUZEAU

Valérie Rouzeau est née en 1967 dans le Cher. Elle est issue d'un milieu modeste (père récupérateur de métaux) et l'aînée de sept enfants.

Le succès (rare) de *Pas revoir* lui permet d'abandonner des travaux alimentaires (employée de boulangerie, VRP...) auxquels on retrouve quelques plaisantes allusions dans certains poèmes.

Elle se consacre à la poésie et à la traduction (de la poétesse de langue anglaise Sylvia Plath par exemple), elle anime des ateliers d'écriture, participe à de nombreuses lectures, à des émissions radiophoniques. Elle a aussi écrit deux pièces pour enfants, et des textes de chansons pour le groupe de rock Indochine. Elle vit à Saint-Ouen.

Elle est une des voix singulières et importantes de la jeune poésie française.

Tu n'écoutes plus rien si je parle plus bas. Ni tu n'entends plus rien des guêpes qui s'occupent de piquer les lilas.

Ni n'en vois la couleur ni celles que j'ai sur moi.

Ces bottes sont faites pour marcher tu ne chantes plus ça.

C'est de la haute fidélité ton silence m'arrête là.

On trouvait de quoi rire tous deux quand pas les mots.

Mon père et moi d'un rien la coiffure d'une speakerine le chant d'un âne au loin.

Ensemble autour de la table ou sous le ciel changeant, près des portes béates.

Longtemps après que les speakerines ont disparu et les ânes qui chantent de bon cœur.

Extraits de Pas revoir

La mort d'un père tendrement aimé, en 1997, arrache à l'auteur l'un de ses plus beaux recueils : *Pas revoir*, qui paraîtra deux ans plus tard et marquera le début de sa notoriété.

Sans tralala, sans pathos (dont elle a horreur), Valérie Rouzeau dit avec pudeur la douleur du deuil, dans une langue inventive, qu'elle bricole avec allégresse (sa marque de fabrique). La grammaire sens dessus dessous transmet le bouleversement, et l'ingénuité, très travaillée, les émotions, les nostalgies de l'enfance. Le miracle est que, si originale que soit cette écriture, nous reconnaissions immédiatement comme nôtre l'intimité offerte.

Sa drôlerie rêveuse, tonique, s'applique aussi bien ailleurs à l'évocation de sa propre disparition (Va où), qu'à l'amour (dans le même recueil) ou à la vie quotidienne (Vrouz), dans laquelle elle trace son sillon, tour à tour émerveillée ou mélancolique, mais vaillante comme doit l'être une grande sœur.

KATHERINE L. BATTAIELLIE

Quelques recueils:

- PAS REVOIR, Le dé bleu (1999)*
- **NEIGE RIEN**, Unes (2000)
- *VA 0Ù*, Le temps qu'il fait (2002) (Prix Tristan Tzara)
- *VROUZ*, La table ronde (2012) (Prix Apollinaire, la plus haute distinction en poésie)
- * Pas revoir et Neige ont été réédités ensemble aux éditions de La table ronde

REGARD



L'endroit où nous vivons

n intitulant ainsi l'exposition rétrospective qui lui est consacrée, Robert Adams précise la lame de fond qui a guidé toute sa démarche photographique. Celle d'une incessante recontextualisation des faits et du refus de séparer la création artistique d'avec le monde dans lequel nous sommes et l'image d'avec son référent. C'est avec cette

préoccupation humaine et écologique qu'il a parcouru l'Ouest américain transformé par les déforestations et l'emprise capitaliste des promoteurs immobiliers. Son actuelle exposition au Jeu de Paume, permet de voir réunis exceptionnellement plus de deux-cent-cinquante tirages de ces images faussement simples qui nous amènent à regarder de

manière plus précise le politique dans le paysage.

Robert Adams : *L'endroit où nous vivons* du 11 février au 18 mai 2014 Jeu de Paume, Paris.

ÉTIENNE CHOSSON

POUR EN FINIR AVEC LA DROITISATION

OSSIEM

À en croire les grands média, la droitisation de la société française serait une évidence. Les classes populaires, notamment, seraient à l'avant garde de ce mouvement. Si le débat politique glisse effectivement vers la droite, c'est bien davantage en raison d'une droitisation de l'offre politique que d'une lame de fond qui bouleverserait les valeurs et les convictions des Français.

PRÉSENTATION

Le trompe-l'œil de la droitisation

PAR ALAIN VERMEERSCH ET IGOR MARTINACHE*

anif pour tous », bonnets rouges, « quenelle », salariés manifestant aux côtés de leurs patrons pour l'ouverture des magasins le dimanche, etc. L'année 2013 a été notamment marquée par le succès - tout au moins médiatique - de mobilisations relativement déconcertantes pour quiconque a en tête le schéma classique de la lutte des classes. Les exploités de tous bords ont en effet dû partager la rue avec les habituels tenants de l'ordre établi, plus habitués à fustiger les manifestants et autres militants qu'à adopter ce mode d'action. Il n'en fallait pas plus pour que les commentateurs autorisés de la sphère médiatique voient dans ces mouvements disparates qu'ils avaient eux-mêmes contribué à mettre en lumière la confirmation d'une tendance lourde affectant la société francaise: sa droitisation. À les écouter, nos concitovens deviendraient toujours plus individualistes, consuméristes et hostiles aux prélèvements obligatoires, en même temps que repliés sur leurs particularismes culturels, xénophobes, homophobes et favorables à une répression intransigeante en matière policière et judiciaire. Ce qui se traduirait dans les urnes par une orientation des votes vers des propositions plus libérales sur le plan économique et conservatrices sur le plan moral et pénal, avec un Front National en embuscade prêt à rafler la mise électorale.

UN GLISSEMENT DU DÉBAT POLITIQUE VERS LA DROITE

Le centre de gravité du débat politique semble ainsi lui-même glisser toujours plus vers la droite, avec les deux principales organisations partisanes qui voient leur aile droite prendre sérieusement l'ascendant sur le reste de leurs courants. Le Parti socialiste, revenu au pouvoir, assume ainsi toujours plus sa conversion libérale sur le plan économique, dont le « pacte de responsabilité » offert par le chef de l'État à un MEDEF qui n'en demandait pas tant incarne le dernier avatar, et son tournant sécuritaire entériné au colloque de Villepinte de 1997, tandis que l'UMP fricote de manière toujours plus « décomplexée » avec les extrêmes et semble avoir clairement coupé le cordon sanitaire qui le séparait d'un Front National qu'il semble préférer poursuivre que combattre.

De leur côté, les magazines de presse poursuivent un lectorat qui leur échappe de plus en plus, et pensent pouvoir le ramener à eux en se livrant une concurrence échevelée consistant à surenchérir dans l'affichage de la une la plus scandaleuse. Une semaine, Le Point dénonce en une « Cet islam sans gêne », avant que L'Express ne titre sur « le coût de l'immigration » en présentant une femme voilée, de dos, sous l'enseigne d'une caisse d'allocations familiales. Substituant la recherche de sensationnalisme à la mise en œuvre d'enquêtes sérieuses, ces titres prétendent transgresser les tabous mais reprennent en réalité surtout des clichés éculés tout en alimentant les associations d'idées aussi fausses que douteuses qui ont surtout pour effet d'opposer entre elles les fractions des classes populaires. Diviser pour mieux régner, la ficelle est connue mais semble encore fonctionner, dans la tête de ses instigateurs du moins.

UN ÉCRAN À LA FRAGMENTATION DES MILIEUX POPULAIRES

Car à regarder de plus près les enquêtes plus sérieuses sur le sujet, la droitisation n'apparaît pas si évidente. Sur le plan des valeurs d'abord, on observe une montée régulière d'une certaine tolérance à l'égard des étrangers, comme en matière de mœurs, que confirment un certain nombre d'indicateurs sociodémographiques, tels que la montée des unions dites « mixtes », entre personnes de nationalités et cultures différentes. Et si les citoyens demandent la protection d'un État fort, c'est d'abord en matière économique et sociale, tandis qu'ils s'avèrent toujours aussi réfractaires aux inégalités de toutes natures qui ont recommencé à se creuser au cours de la période récente. Bref, on est loin d'un effacement des valeurs traditionnellement associées à la gauche, ou au triomphe de celles qui le sont à la droite.

Une telle erreur de diagnostic ne méri-

terait sans doute pas qu'on s'y attarde davantage si elle restait cantonnée au stade de la rhétorique et ne servait qu'à essayer de vendre du papier. Le problème, c'est que, comme tout discours, celui-ci n'est pas sans exercer des effets bien concrets dans le monde social. Si on lit entre les lignes les divers usages de ce thème de la droitisation, on constate que celle-ci n'est en réalité pas supposée affecter l'ensemble de la société française, mais d'abord et avant tout les classes populaires. Plus précisément, on retrouve souvent un même schéma qui tend à opposer des classes supérieures, bien dotées économiquement et culturellement, plus ouverts sur le monde et la diversité en bons « gagnants de la mondialisation », et un peuple qui, souffrant davantage des conséquences de la crise se replierait sur lui-même et trouverait dans le vote pour l'extrême-droite la meilleure manière d'exprimer sa frustration et sa protestation. Ce « populisme » supposé du FN est pourtant bien plus fantasmé que réel, ainsi que l'a bien montré la sociologue Annie Collovald (Le populisme du FN, un dangereux contresens, éd. du Croquant, 2004) et représente surtout une des formes de la délégitimation des classes laborieuses qui justifient leur mise à l'écart du jeu politique. Un refrain aux habits quelque peu rapiécés, mais loin d'être neufs, si l'on songe à l'assimilation de ces dernières à des classes dangereuses, comme Louis Chevallier l'avait bien montré pour le Paris du XIXe siècle, et dont certains épigones de gauche ne sont pas exempts, à l'instar d'un Theodor Adorno qui considérait les classes populaires comme un terreau plus propice au développement de sa fameuse « personnalité autoritaire ». Le discours sur la prétendue droitisation fait ainsi d'abord écran à une fragmentation des milieux populaires sous l'effet des évolutions du monde du travail et des conditions d'existence, à la montée d'un certain militant, Liber-Raisons d'Agir, 2011 ou Philippe Aldrin « Si près, si loin du politique », *Politix* 3/2007). Celle-ci rejoint la bataille idéologique intense que mènent les tenants du capital afin de faire accepter leur crise, usant de l'épouvantail de la droitisation pour alimenter le recul de la conscience de

Si on lit entre les lignes les divers usages de ce thème de la droitisation, on constate que celle-ci n'est en réalité pas supposée affecter l'ensemble de la société française, mais d'abord et avant tout les classes populaires. »

ressentiment entre ses membres placés dans une concurrence intensifiée, plutôt que de s'en prendre aux véritables responsables et bénéficiaires d'une telle situation.

UNE DROITISATION DE L'OFFRE POLITIQUE

Ainsi, si droitisation il y a, c'est donc d'abord et surtout celle de l' « offre » politique. Les principaux partis et média ont ainsi abandonné pratiquement toute ambition d'éducation et de participation populaires, en dépit des mots d'ordre qui fleurissent en la matière, ce qui renvoie plus profondément encore à un mouvement de managérialisation des partis de gouvernement, qui a contribué à évacuer et dévaloriser de ces derniers la figure du militant traditionnel (Voir entre autres sur ce sujet: Rémi Lefebvre, Les primaires socialistes. La fin du parti

classe parmi les couches populaires, en attisant les demandes d'ordre et d'autorité et le rejet des étrangers. Le repli sur soi droitier n'est en fin de compte pas là où on croit le repérer. Et si la lutte contre la « droitisation » a un sens, celui-ci semble d'abord consister à relancer la réflexion idéologique tout en ouvrant le débat et l'activité politique au plus grand nombre. Cela tombe bien, c'est précisément à cet objectif que *La Revue du Projet* entend contribuer!

*Alain Vermeersch est responsable de la rubrique Revue des média. Igor Martinache est rédacteur en chef adjoint de *La Revue du projet*. Ils sont les coordonnateurs de ce dossier.

LES DROITES AU MIROIR DE L'HISTOIRE

Les droites ne se définissent que par rapport aux gauches, et réciproquement. Il s'agit ainsi pour comprendre les unes et les autres d'examiner quelles sont les questions qui font clivage entre la dizaine de familles qui composent le champ politique français et se regroupent souvent – pas toujours – en deux camps.

ENTRETIEN AVEC GILLES RICHARD*

Peut-on – et si oui, comment? – définir « la droite » d'un point de vue historique?

En commençant par ne pas dire « la » droite. Le pluriel s'impose nécessairement, comme l'a notamment montré René Rémond, en distinguant plusieurs courants profondément différents: une droite légitimiste, une droite

orléaniste et une droite bonapartiste. Il a eu le mérite de montrer qu'il ne s'agissait pas d'une famille homogène, même si je ne partage pas forcément cette typologie et sa pertinence pour comprendre les évolutions des droites depuis la fin du XIX^e siècle.

Quels sont les grands traits qui caractérisent selon vous l'évolution des droites en France depuis un siècle? Les droites ne se définissent que par rapport aux gauches, et réciproquement. Il s'agit ainsi pour comprendre les unes et les autres d'examiner quelles sont les questions qui font clivage entre la dizaine de familles qui composent le champ politique français et se regroupent souvent – pas toujours – en deux camps. Deux sujets principalement peuvent être distingués. Au XIX^e siècle, la question du régime politique. Les droites se coalisaient autour de leur opposition à la



▶ République quand les gauches la défendaient. Mais il y avait plusieurs façons d'être contre la République, selon que l'on réclamait la restauration de l'Ancien Régime, une monarchie parlementaire à l'anglaise ou le pouvoir aux Bonaparte par exemple. Le débat fut tranché avec la victoire des républicains, mais il rebondit alors sur la laïcité et la place de l'Église dans la société. Être de gauche au début du XX^e siècle, c'était être pour la laïcité.

a pu observer en revanche des écarts considérables pour ce qui est des sièges au parlement et bien évidemment au gouvernement du fait des modes de scrutin, mais l'amplitude des variations dans les institutions ne reflète pas la relative stabilité des votes. Il faut donc se méfier du diagnostic d'une « droitisation » de la société, un mot-valise qui ne correspond à rien de vraiment concret selon moi. Tout juste désigne-t-il (mal)

« Il faut donc se méfier du diagnostic d'une « droitisation » de la société, un mot-valise qui ne correspond à rien de vraiment concret selon moi. »

Là encore, les gauches l'ont emporté avec l'abolition du Concordat et le contrôle des congrégations. Les droites ont alors été forcées de s'adapter. À la veille de la Première Guerre mondiale, le Parti bonapartiste et le Parti monarchiste avaient pratiquement disparu. D'autant qu'avec la poursuite et l'accélération de l'industrialisation, un nouvel enjeu devenait central : la question sociale. Un nouveau clivage droites/gauches s'imposa autour du contenu de la République : devait-elle être sociale ou non ?

en fait
d'effondrement des
gauches ni des
droites. Le rapport
des forces est resté
remarquablement
stable dans les
urnes. »

Peut-on parler aujourd'hui de « droitisation » des groupements politiques de droite à l'échelle du XXe siècle ? Et à l'échelle de la Ve République ?

Il n'y a jamais eu en fait d'effondrement des gauches ni des droites. Le rapport des forces est resté remarquablement stable dans les urnes, même au moment du Front populaire, où les pertes des droites en voix furent assez limitées par rapport à 1932, et inversement en 1968 par exemple. On aujourd'hui une situation où les gauches ont déserté le combat, laissant ainsi le terrain libre aux droites dans l'espace public. Mais les citoyens de gauche sont toujours aussi nombreux probablement qu'il y a dix ans.

La visibilité actuelle de mobilisations « réactionnaires », comme celles qui sont regroupées sous l'étendard de la « Manif pour tous », peut-elle être rattachée à des mouvements plus anciens selon yous ?

Les manifestations auxquelles nous assistons depuis quelques mois contre le « mariage pour tous » puis sous le mot d'ordre plus large de la « défense de la famille » ont été initiées depuis les milieux catholiques conservateurs. Une partie des cadres de ce mouvement proviennent ainsi de la frange intégriste et du néomaurrassisme. Ils montrent ainsi la permanence de ce que René Rémond qualifiait de « traditionalisme », qui puise ses racines dans les forces contre-révolutionnaires. Mais il n'est pas sûr que ce mouvement soit simple à maîtriser pour les principaux partis de droite aujourd'hui, qu'il s'agisse de l'UMP ou même du FN.

La comparaison souvent entendue du climat politique actuel avec celui des années 1930 vous apparaît-elle pertinente?

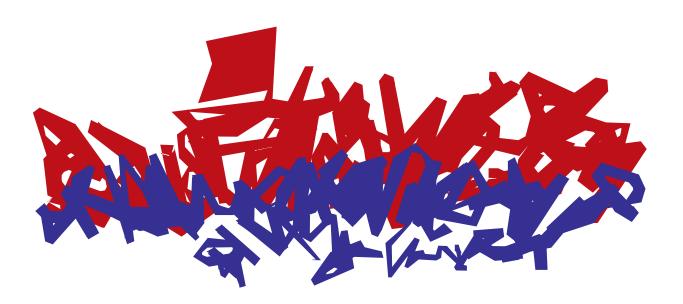
C'est toujours un problème que de considérer que l'histoire se répète. On ne peut pas comprendre la vie politique sans la relier à la vie économique et sociale. Même s'il peut souvent les déformer, le champ politique n'est jamais déconnecté des problèmes sociaux du moment. Or, la société française des années 1930 n'était pas la même que celle d'aujourd'hui et

les différences l'emportent, me semble-t-il, sur les ressemblances malgré les apparences. Il y a 80 ans par exemple, la population rurale représentait encore une part importante du total, l'économie était organisée très différemment, avec beaucoup de petits artisans et commerçants mais aussi de très grandes industries qui ont largement disparu et la « financiarisation » n'était pas à l'ordre du jour. La part des étrangers dans la population était également plus importante et ils ne venaient pas des mêmes pays. De ce fait, l'expression de la xénophobie ne prenait pas les mêmes formes qu'aujourd'hui.

« L'affaire Dieudonné » a révélé la résurgence – ou la permanence ? – d'un certain antisémitisme dans la société française. Celui-ci peut-il être rapproché de formes qu'il a pu revêtir par le passé ?

L'antisémitisme est un phénomène très ancien, il s'est structuré en France à la fin du XIXe siècle autour de la figure d'Édouard Drumont et de son journal La Libre parole. Celui-ci a ajouté une dimension sociopolitique à l'antijudaïsme chrétien traditionnel, en érigeant les Juifs en représentants du capitalisme apatride. Cet antisémitisme n'a jamais disparu. Il y a simplement des moments où il s'exprime et d'autres où il ne s'exprime pas (ou moins) selon le rapport des forces politiques. Son expression semble aujourd'hui repartir à la hausse mais est très loin d'atteindre le niveau des années 1930. Depuis la Libération, celui-ci ne peut en effet être pleinement revendiqué par des forces politiques prétendant jouer un rôle important au risque de se délégitimer, comme l'a illustré le cas de Jean-Marie Le Pen et a contrario la distance que sa fille affiche à l'égard de Dieudonné en dépit de proximités amicales. La grande différence avec les années 1930, c'est qu'aujourd'hui, on ne peut exprimer aussi ouvertement ces opinions antisémites. Il y a par ailleurs une concurrence des expressions xénophobes, notamment à l'égard des Africains et des Maghrébins.

*Gilles Richard est historien. Il est professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Rennes



L'EXTRÊME DROITE DANS LE GARD (XIX°-XX° SIÈCLE)

Le Gard a souvent été considéré comme un département situé bien à gauche. En 1914 comme en 1936, tous les députés sont de gauche. Et il en est de même en 1973 et en 1978. Mais cette influence dominante de la gauche ne signifie pas une absence de l'extrême droite.

Celle-ci s'est incarnée d'abord dans le mouvement royaliste, qui avait une assise populaire et même ouvrière à Nîmes, dans la région alésienne, ainsi que dans le monde rural grâce à la présence de nobles qui étaient propriétaires terriens. Ce mouvement royaliste s'appuyant sur la fraction la plus intransigeante des catholiques, a réussi à garder un député, François De Ramel, jusqu'en 1910.

En revanche, à l'occasion de l'affaire Dreyfus à partir de 1894, alors qu'au plan national, on assiste à la montée du nationalisme et de l'antisémitisme, le Gard, pays où les luttes religieuses ont été longtemps très vives et ont laissé de mauvais souvenirs, est assez peu affecté. Quand ont lieu des mouvements xénophobes comme à Aigues-Mortes, chez les ouvriers des salins en août 1893, ils ne sont pas liés à un mouvement politique.

Plus tard dans les années 1930, ce mouvement royaliste, qui s'est divisé et étiolé, est progressivement supplanté par des mouvements protestataires radicaux, plus offensifs (chemises vertes de Dorgères, Croix de feu, opposants à l'impôt) qui restent cependant limités. En 1939, au moment où les républicains espagnols réfugiés affluent en Languedoc, le journal royaliste de Montpellier, l'Éclair tente d'attiser l'hostilité à leur égard dans toute la région.

UNE EXTRÊME DROITE MOMENTANÉMENT DISQUALIFIÉE APRÈS LA GUERRE

Pendant la guerre, l'extrême droite triomphe momentanément avec le changement de régime. Ce sont pour une large part ses hommes qui sont aux commandes dans les villes du Gard, Alès, Nîmes, Bagnols, Bessèges. Elle influence l'organisation de masse du nouvel État, la Légion française des combattants et bientôt, elle fournit en personnel la Milice qui pourchasse durement les résistants Après la guerre, en revanche, elle est momentanément disqualifiée. Si en 1951, le RPF du

général De Gaulle, très hostile à la IVe République, obtient un certain succès dans le Gard (à peu près 15 % des voix contre 12,7% dans l'ensemble du pays), on voit reparaître véritablement l'extrême droite au milieu des années 1950 avec le mouvement de défense des commerçants et artisans dirigé par Pierre Poujade, mouvement typiquement démagogique qui prône la défense des « petits », l'hostilité à la classe politique (« sortez les sortants! ») et qui rallie aussi les adversaires de la décolonisation qui s'esquisse au Maroc et en Tunisie. Si le poujadisme, avec 22 % des voix, opère une percée assez remarquable dans le Gard, il ne dure pas parce que la guerre d'Algérie entraîne la chute de la IVe République et le retour au pouvoir de De Gaulle. Par la suite, les forces d'extrême droite ayant rompu avec De Gaulle, se recyclent autour du thème de l'Algérie française. À l'élection présidentielle de 1965, Tixier-Vignancour, qui a défendu les putschistes de l'OAS, obtient 8, 46 % dans le Gard où il y a des rapatriés assez nombreux contre 5,1 sur le plan national. Ce courant reste malgré tout assez faible parce que la population gardoise est très massivement d'accord avec la fin de la guerre d'Algérie.

LA RELANCE DE L'EXTRÊME DROITE APRÈS 1981

Le Front national est formé en 1972, mais dans l'immédiat ses résultats électoraux restent minimes. Le vent souffle plutôt à gauche, jusqu'à la victoire de Mitterrand en 1981. Cette victoire relance l'extrême droite en radicalisant une partie de l'électorat de droite exaspéré par sa défaite électorale. En même temps la France est entrée à partir de la fin des années 1970 dans une crise de longue durée qui ajoute ses effets aux difficultés déjà existantes de l'économie gardoise (mines, métallurgie, textile). Aux élections européennes de 1984, le FN remporte pour la première fois un certain succès 12,7 % des voix, soit plus que la moyenne nationale, voix obtenues surtout dans l'Est du Gard et il obtient avec 14,2 % des voix, un député Gilbert de Chambrun aux législatives de 1986.

À partir de là, de nombreux autres facteurs, tant nationaux qu'européens et internationaux vont jouer : ils permettent au Front national d'étendre désormais son influence sur l'ensemble du département et d'atteindre environ 25 % des voix aux présidentielles de 2002 et 2012, pourcentage qu'il partage d'ailleurs avec d'autres départements du Midi.

PAR **Raymond Huard,** historien, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Montpellier.

LES OUVRIERS NE VOTENT PAS « NATURELLEMENT » À GAUCHE... NI À DROITE!

Plutôt qu'à un basculement des ouvriers vers la droite, on assiste depuis plusieurs années à la fin d'un vote de classe, à un rapprochement progressif par rapport à la moyenne de l'électorat.

ENTRETIEN AVEC FLORENT GOUGOU*

Dans le cadre de votre thèse, vous avez travaillé sur les évolutions du vote ouvrier en France et en Allemagne. Considérez-vous que le concept de « droitisation » est le plus approprié pour décrire ces évolutions ?

La réponse dépend de la manière dont on définit le concept : le terme peut recouvrir des phénomènes très différents. Si on le conçoit comme un glissement vers la droite, alors on peut effectivement parler de « droitisation » du vote ouvrier. En revanche, si on concoit la droitisation comme un basculement vers la droite, alors le terme n'est pas approprié car les ouvriers ne votent pas massivement pour la droite aujourd'hui. Pour comprendre les évolutions du vote des ouvriers, il faut revenir à la situation avant les années 1980 : en France comme en Allemagne, les ouvriers votaient beaucoup plus à gauche que le reste de l'électorat, avec des scores en moyenne de 20 points supérieurs. C'est ce qui a changé en priorité dans les deux : les ouvriers votent en moyenne de moins en moins à gauche, mais il s'agit davantage d'une perte de spécificité que d'un tropisme particulier pour la droite. Il est préférable de parler de la fin d'un « survote » ouvrier pour la gauche que d'une « droitisation » de cet électorat.

Vous parlez « d'un désalignement » de ce vote par rapport aux partis défendant traditionnellement les classes laborieuses, comme le PCF en France. Pourriez-vous expliquer ce que cela signifie?

La notion de désalignement est une notion descriptive, qui désigne la dynamique par laquelle un groupe social qui votait de manière massive et régulière pour un parti politique particulier se rapproche progressivement de la moyenne de l'électorat. C'est précisément la dynamique principale de changement du vote des ouvriers. La fin « du vote de classe ouvrier » en faveur de la gauche est

un processus qui a été lent et progressif: il s'est produit sur plus d'une génération, en France comme en Allemagne.

Celui-ci est-il intervenu au même moment dans les deux pays ? Pourquoi ? Quels en ont été les principaux facteurs ?

Non, ce « désalignement » a un *timing* différent dans les deux pays. Il s'est amorcé à la fin des années 1970 en France, mais au début des années 1960 en Allemagne. Ce décalage est le premier grand résultat de ma thèse, car il permet de balayer une idée reçue sur les évolutions du vote des

Ce ne sont pas les mêmes ouvriers qui votaient hier pour la gauche et qui votent aujourd'hui pour la droite. »

ouvriers: dans les deux pays, le recul du vote des ouvriers pour la gauche est intervenu avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, ce qui permet de rejeter l'idée selon laquelle ce serait d'abord la pratique de la gauche au gouvernement qui en serait le facteur déclencheur - ce qui ne veut cependant pas dire qu'elle n'ait pas joué par la suite. Les racines sont davantage à rechercher dans deux ensembles de facteurs : d'un côté, les transformations des structures socio-économiques et notamment de la condition ouvrière, avec le recul du secteur industriel, la fermeture des très grandes usines et la précarisation de l'emploi; et de l'autre, les évolutions du jeu politique, avec notamment la promotion de nouveaux enjeux de type « culturel » dans les années 1980,

comme l'immigration ou l'insécurité en France et l'environnement en Allemagne. Ceux-ci ont modifié la nature de l'affrontement politique et suscité de nouvelles motivations de vote, notamment chez les nouvelles générations d'ouvriers. Car - et c'est un point essentiel – ce ne sont pas les mêmes ouvriers qui votaient hier pour la gauche et qui votent aujourd'hui pour la droite. Ces derniers sont d'abord de jeunes ouvriers socialisés dans ce « nouveau monde politique », alors que leurs devanciers restent encore très fidèles aux formations de gauche, même s'ils disparaissent progressivement de l'électorat.

La thèse « du gaucho-lepénisme » défendue par certains, comme Pascal Perrineau, pour désigner une conversion des électeurs communistes vers le Front national vous paraît-elle de ce fait pertinente ?

Rien ne confirme dans mes données l'idée d'un transfert direct d'une partie de l'électorat ouvrier de gauche vers l'extrême-droite. Cela ne veut pas dire que ce phénomène n'existe pas, on pourra toujours trouver un ancien électeur du PCF qui vote aujourd'hui pour le FN. Mes résultats permettent avant toute autre chose de distinguer deux composantes dans le vote ouvrier pour le Front National. Le premier électorat ouvrier du FN, qui apparaît dès le milieu des années 1980, est un électorat ouvrier de droite radicalisé (car il y a toujours eu un électorat ouvrier de droite, qui comptait au minimum 25 à 30% des ouvriers). C'est d'abord chez eux que sont recrutés les électeurs ouvriers du FN. Mais un second électorat ouvrier du FN est apparu plus récemment, composée de jeunes cohortes d'ouvriers qui n'avaient jamais voté à gauche auparavant. Je ne remets pas en question les évolutions électorales importantes pointées par Pascal Perrineau, notamment le fait que d'anciens bastions ouvriers soient devenus des terres votant largement pour le FN, dans l'Est de la France par exemple. Mais la thèse du gaucholepénisme pose problème en ce qu'elle part du principe qu'un ouvrier devrait naturellement voter à gauche.

Son relatif succès ne reflète-t-il pas finalement certaines apories des études électorales?

Encore une fois, le principal problème

réside à mon sens dans le présupposé selon lequel un ouvrier devrait naturellement voter à gauche. Il faut absolument se libérer de cet *a priori* et remettre le vote ouvrier en perspective, et notamment le resituer dans le cadre des recompositions générales de la compétition politique en France. Les évolutions des enjeux mis en

avant dans les campagnes peuvent en effet conduire certains ouvriers à modifier leurs préférences électorales, ou à s'abstenir. Il n'y a pas de vote automatique en fonction de sa classe sociale. Ce constat est valable pour les ouvriers autant que pour le reste de la population et conduit à être davantage attentif aux enjeux mobilisés à un moment donné dans la compétition électorale par les différents partis en lice.

*Florent Gougou est politiste. Docteur en science politique, il est chercheur associé au Centre d'études européennes de l'Institut d'études politiques de Paris.

LA XÉNOPHOBIE EST-ELLE EN HAUSSE?

Pour rendre compte des succès électoraux du Front national et de la montée des thèmes de la sécurité et de l'immigration dans le débat politique, point n'est besoin d'invoquer une supposée montée de la xénophobie ni une mystérieuse tendance à la droitisation.

PAR ÉTIENNE SCHWEISGUTH*

n fait, deux phénomènes apparemment contradictoires coexistent dont il faut se demander comment ils s'articulent. Le premier est que, contrairement à ce qui est souvent dit et répété, la xénophobie n'est pas en hausse mais plutôt en baisse dans la société française. Le second est que, dans le débat public, la question de l'immigration a effectivement pris une place de plus en plus importante.

SUR LE LONG TERME LE RECUL DE LA XÉNOPHOBIE EST UNE ÉVIDENCE

Que l'on remonte à l'époque où l'on se demandait si les Noirs avaient une âme, ou à celle de Jules Ferry qui ne craignait pas de parler de « races inférieures » : le recul de la xénophobie est une évidence. Concernant la période plus récente, depuis que les enquêtes permettent de mesurer l'évolution des opinions xénophobes, la tendance est également manifestement à leur déclin et à la hausse de la tolérance. Depuis les années 1980, la courbe de la tolérance, que publie chaque année la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, présente la forme d'une ligne brisée avec de fortes hausses et de fortes baisses. Les unes comme les autres sont conjoncturelles, mais, dans l'ensemble, cette courbe est orientée à la hausse.

Au cours des trois dernières années, la courbe de la tolérance a connu une forte baisse, suite à la séquence politique initiée par le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy au début de l'année 2010. Mais rien n'indique que cette baisse ponctuelle doive être considérée comme le point de départ d'un mouvement de baisse à long terme. Deux grands facteurs rendent compte de la tendance historique à la montée de la tolérance. Premièrement : le développement d'une montée générale de la xénophobie, il faudrait pouvoir montrer que cette montée s'observe dans l'ensemble de la vie sociale. Or, tout semble indiquer le contraire. La proportion de couples « multi-origines » augmente. La plus grande partie de la population « issue de l'immigra-

« Il n'y a pas en France de montée de la xénophobie. Il y a une utilisation politique de ce thème, lequel est plus ou moins mobilisé par les acteurs politiques selon les circonstances, et avec plus ou moins de succès. »

économique qui, en améliorant les conditions de vie, a apaisé les tensions sociales et affaibli la propension à chercher des boucs émissaires. Second facteur très important : la généralisation de l'enseignement, qui a développé le sens de la relativité culturelle et favorisé la diffusion des principes d'égale valeur et d'égale dignité entre les êtres humains. Les études sociologiques montrent que les progrès de la tolérance sont portés par le renouvellement des générations : les nouvelles générations, plus instruites et plus tolérantes, remplacent les anciennes générations davantage marquées par les préjugés raciaux (Voir P. Bréchon et J.-F. Tchernia (dir.) La France à travers ses valeurs, Armand Colin, 2009). La grande faiblesse de la thèse de la montée de la xénophobie est de reposer sur des observations relevant du seul domaine politique. Pour étayer l'idée tion » est professionnellement intégrée. Sur les lieux de travail et dans l'espace public, rien ne montre une dégradation des relations entre personnes d'origines différentes. Et les observateurs un peu âgés ont pu constater la disparition des épithètes ordurières et injurieuses encore utilisées dans les années 1970 à l'égard des Maghrébins.

MONTÉE DE L'EXASPÉRATION POPULAIRE FACE À L'INCAPACITÉ À METTRE FIN À LA MONTÉE DU CHÔMAGE ET DE LA PRÉCARISATION

L'explication de la montée en puissance du FN et de ses thèmes par la montée de la xénophobie se résume en fait à une explication paresseuse, qui conclut sans réflexion de la montée d'un parti indéniablement xénophobe à une montée générale de l'attitude xénophobe. Il n'y a pas en



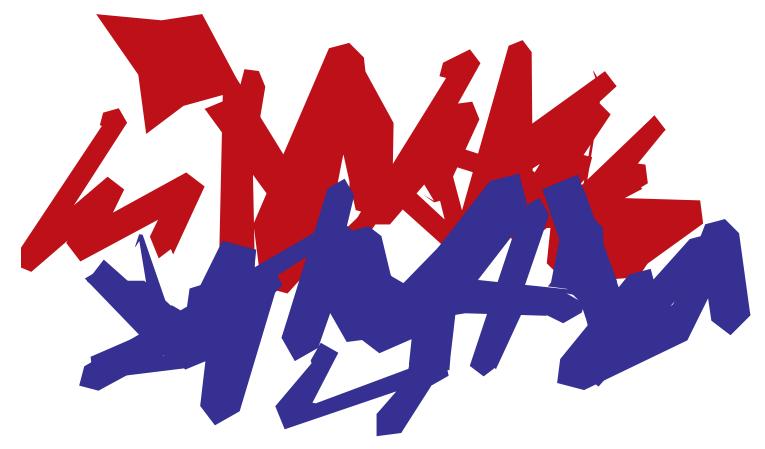
France de montée de la xénophobie. Il y a une utilisation politique de ce thème, lequel est plus ou moins mobilisé par les acteurs politiques selon les circonstances, et avec plus ou moins de succès. Fonds de commerce traditionnel du FN, la xénophobie s'intègre parfaitement dans la nouvelle thématique de ce parti qui, à travers l'Union européenne et la mondialisation, désigne « l'étranger » comme responsable des maux sociaux et économiques de la France. Marine Le Pen a ainsi réussi à faire se rejoindre la protestation économique et sociale des classes populaires et ce qu'il demeure de racisme - ce qui n'est malheureusement pas peu - dans la société française. Si l'apparition du FN sur la scène électorale a effectivement correspondu à l'émergence du problème de l'immigration dans les années 1980, en revanche les progrès actuels du vote FN ne traduisent pas la montée d'un sentiment xénophobe mais la montée de l'exaspération populaire face à l'incapacité des dirigeants de l'UMP comme du PS à mettre fin à la montée du chômage et de la précarisation. En ce qui concerne l'UMP, tout le porte actuellement à faire des thèmes liés à la xénophobie

un enjeu politique. Dans le domaine économique, elle peine à se différencier de la politique menée par la majorité socialiste, domaine où elle n'a guère à proposer que davantage d'austérité et davantage de libéralisme, thèmes dont elle sait qu'ils ne sont pas populaires. La sécurité, les

Ce militant et le commentateur doivent s'appliquer à garder à l'esprit qu'un phénomène peut se situer à un niveau très élevé tout en étant en baisse. »

Roms et les immigrés lui fournissent une opportune diversion. Elle est, par ailleurs, sous la pression électorale du FN et hésite entre plusieurs stratégies: prendre des voix à ce dernier en reprenant ses idées; préparer les reports de voix des électeurs FN sur l'UMP au second tour des élections présidentielle et législatives; ou passer en sous-main des accords avec le FN. Il y a certes beaucoup de xénophobie en France, beaucoup trop. Cela n'empêche pas qu'elle soit en baisse. De même, il y a du sexisme et de l'homophobie, beaucoup trop, mais cela n'empêche pas qu'ils soient en baisse. C'est ici que le citoyen, le militant et le commentateur doivent s'appliquer à pratiquer « la pensée complexe », chère à Edgar Morin, c'est-à-dire à ne pas confondre le niveau et le mouvement et à garder à l'esprit qu'un phénomène peut se situer à un niveau très élevé tout en étant en baisse. De même que l'inondation est toujours là quand la décrue s'amorce, la xénophobie est toujours présente en France, même si elle n'atteint plus les niveaux vertigineux qu'elle a pu connaître par le passé. Il est malheureusement à craindre que la décrue soit lente.

*Étienne Schweisguth est politiste. Il est directeur de recherche au CNRS.



LA DROITISATION DES VALEURS : UNE ILLUSION D'OPTIQUE ?

La question de la droitisation de la société française agite les élites politiques et intellectuelles depuis le second tour de la présidentielle de 2002. Elle est devenue un lieu commun du discours médiatique, plus enclin à renvoyer l'image simplificatrice d'une société divisée et repliée sur elle-même qu'à s'interroger sur les causes des clivages économiques et sociaux.

PAR FRÉDÉRIC GONTHIER*

ans Les Échos du 26 novembre 2012, François Rebsamen affirmait ainsi que « la droitisation de la société est une réalité qui s'accélère ». Constat péremptoire d'une tendance à laquelle il s'agirait donc de s'adapter avec plus ou moins de résignation pour la gauche. Et plus ou moins d'enthousiasme pour une droite désormais décomplexée.

La droitisation est en fait un motvalise qui recouvre des thèses bien distinctes (voir Alain Garrigou, « Ce qu'ils appellent droitisation », *Le Monde diplomatique*, mars 2013). Elle désigne le plus souvent un mouvement de radicalisation, de déplace-

points de comparaison dans le temps, ces sondages sont à considérer avec prudence. Les enquêtes Valeurs examinent depuis 1981 les opinions des Français par rapport aux grands domaines de la vie. Elles permettent de prendre davantage de recul en offrant un éclairage pertinent sur le long terme. Ces enquêtes, réalisées tous les neuf ans, contredisent largement la thèse de la droitisation de la société. On observe en effet, sur les trente dernières années, la progression constante d'une série de tendances que sociologues et politistes résument par le terme de « libéralisme culturel ».

C'est tout particulièrement le cas de la tolérance à l'égard de l'homosexua-

« À rebours de la mise en scène médiatique d'un débat public très clivé (par exemple sur le mariage pour tous), on assiste donc sur la longue période à une montée de la tolérance dans la sphère privée et des valeurs morales associées à la gauche. »

ment vers la droite des idées des Français. On y associe alors la thèse d'une progression, dans l'opinion publique, des valeurs généralement dites de droite. Mais la droitisation peut aussi indiquer un glissement vers la droite de l'offre politique. Dans ce cas, on défendra plutôt la thèse du brouillage des clivages traditionnels, du consensus libéral de la classe politique ou de la « mort des idéologies ». Ces thèses sont bien sûr liées : la droitisation des positions politiques répondrait à celle de la société.

LA TOLÉRANCE ET LES IDÉES DE GAUCHE MONTENT SUR LE LONG TERME

On pourrait multiplier les exemples de sondages récents concluant à une évolution vers la droite de l'opinion publique. Très sensibles à l'actualité politique et disposant de peu de lité, que les Français sont de plus en plus nombreux à considérer comme justifiée (43 % en 2008 contre 17 % en 1981). Il en va de même pour l'acceptation du divorce (+ 17 points), de l'avortement (+ 9) et de l'euthanasie (+ 26). On constate également une tendance à la baisse de la xénophobie. Les Français déclarant ne pas vouloir pour voisin des personnes d'une autre race (3 %), des juifs (3 %) ou des gitans (24 % en 2008 contre 40 en 1999) sont largement minoritaires. La préférence nationale à l'emploi recule elle aussi sensiblement (- 20 points depuis 1990), même si 41 % des Français continuent d'y être favorables.

À rebours de la mise en scène médiatique d'un débat public très clivé (par exemple sur le mariage pour tous), on assiste donc sur la longue période à une montée de la tolérance dans la sphère privée et des valeurs morales associées à la gauche. Montée que l'on observe d'ailleurs dans beaucoup de pays d'Europe, notamment à l'Ouest.

La plupart des valeurs économiques et sociales traditionnellement liées à la gauche suivent la même tendance. L'égalité sociale, la prise en charge par l'État des besoins de base, la méfiance à l'égard de la concurrence, de la propriété privée ou des grandes entreprises sont à la hausse depuis les années 1980. Elles sont notamment en progression parmi les individus se classant à droite, qui réclament eux aussi plus d'État et moins de libéralisme économique.

À PLUS COURT TERME, LA MONTÉE DE LA XÉNOPHOBIE TRADUIT UNE POLARISATION ENTRE GAUCHE ET DROITE

Les enquêtes *Valeurs* mettent néanmoins en évidence une demande d'ordre public grandissante depuis les années 1990. Cette demande est surtout lisible dans la progression des opinions favorables à l'armée, à la police et à un plus grand respect de l'autorité. Elle concerne d'ailleurs l'ensemble de la société, à commencer par les Français qui attendent plus de liberté dans le domaine des mœurs. On aurait donc tort d'y voir un retour de l'« ordre moral » dans la vie privée.

Pour mieux comprendre ce qui se joue aujourd'hui dans le découplage entre demande d'ordre public et demande de liberté privée, on peut se tourner vers l'enquête sur les Français et le racisme, réalisée chaque année pour la Commission nationale consultative des droits de l'Homme. Alors que la tolérance à l'égard des autres est globalement en hausse depuis la première enquête de 1990, les vagues 2010, 2011 et 2012 marquent un important renversement de tendance. On y enregistre en effet une montée des préjugés xénophobes sur ces trois années consécutives. En 2012, l'indice longitudinal de tolérance élaboré par Vincent Tiberj



➤ revient à son niveau de 2001 (voir les rapports annuels de la CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie* à la Documentation française).

On ne peut pas encore dire si ce recul de la tolérance correspond à une tendance lourde ou à un cycle court. Il masque d'ailleurs des évolutions très contrastées selon l'orientation politique des enquêtés. Alors que la tolérance progresse de façon continue à gauche et ne recule que faiblement au centre, elle est en très net recul à droite (près de 9 points en moins entre 2009 et 2011) où elle retrouve un niveau analogue à celui de 1990. Au total, c'est un écart de plus de 25

points qui sépare les personnes se situant à gauche et celles de droite. Comment interpréter cette polarisation? Pour certains, c'est surtout l'offre politique qui fait l'opinion : la radicalisation des sympathisants de droite ferait écho à la montée des idées du Front national ou au durcissement des politiques gouvernementales à l'égard des immigrés. Pour d'autres, le rapport aux valeurs est aussi façonné par le contexte : les individus ont à la fois des inclinations à la tolérance et au repli sur soi; mais dans un environnement et une conjoncture spécifiques, les unes peuvent prévaloir sur les autres. Il est donc possible que depuis 2010, l'aggravation de la crise économique, les révolutions arabes, les violences racistes et antisémites (affaire Merah, fusillade d'Aigues-Mortes), les débats publics sur les immigrés en situation irrégulière, les prières « de rue », la *burqa* ou la viande *halal...* aient contribué à activer certaines prédispositions xénophobes.

*Frédéric Gonthier est sociologue. Il est maître de conférences de science politique à l'Institut d'études politiques de Grenoble.

LES NOUVELLES FRACTURES*

Une très forte défiance à l'égard du monde extérieur et d'autrui, un important rejet du système démocratique et médiatique, une adhésion parfois massive à certains propos xénophobes et une forte crispation autour de l'Islam caractérisent l'opinion publique française début 2013

L'enquête IPSOS intitulée France 2013 : Les nouvelles fractures, réalisée en janvier 2013 indique que les Français sont très préoccupés par l'emploi et le pouvoir d'achat; les résultats de l'enquête mettent aussi en évidence un autre mouvement: le profond repli de l'opinion qui atteint en ce début d'année 2013 un niveau jamais égalé. Ce mouvement se caractérise par une très forte défiance à l'égard du monde extérieur et d'autrui. Pour 78 % des personnes interrogées, « on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres », 58 % pensent que « la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui plutôt que de s'ouvrir au monde extérieur ». On observe parallèlement un important rejet du système démocratique et médiatique. Pour 62 % des Français, « la plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus » contre seulement 38 % pour qui il s'agit d'un phénomène minoritaire. 58 % estiment que les journalistes font mal leur travail et 72 % qu'ils ne parlent pas des vrais problèmes des Français. Les attentes de l'opinion se positionnent pour un renforcement de l'autorité politique et de l'échelon national. 87 % des Français sont d'accord avec l'idée selon laquelle « on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre »; 65 % estiment que pour faire face aux grands problèmes à venir il « faut renforcer les pouvoirs de notre pays quitte à limiter ceux de l'Europe ». L'enquête fait également apparaître une adhésion parfois massive à certains propos xénophobes et une forte crispation autour de l'islam. 70 % des Français se sentent proches de l'idée selon laquelle « il y a trop d'étrangers en France »

(contre 30 % qui se positionnent sur l'item opposé : « il n'y a pas trop d'étrangers en France »). Pour 67 % des personnes interrogées, « on ne se sent plus chez soi comme avant » (contre 38 % qui estiment qu'on se sent « autant chez soi aujourd'hui qu'avant »). Enfin, près de trois Français sur quatre (74 %) pensent que la religion musulmane n'est pas tolérante et pas compatible avec les valeurs de la société française (contre respectivement 28 % et 11 % pour la religion catholique et 34 % et 25 % pour la religion juive).

On savait l'opinion publique française pessimiste et inquiète depuis longtemps. On la découvrait à chaque enquête annuelle de plus en plus défiante. On la mesure maintenant dans le repli, la crispation identitaire et un rejet profond de l'islam. Cette enquête fait également apparaître des porosités de plus en plus marquées entre certains électorats. Sur le terrain de l'identitaire et de la demande d'autorité, les sympathisants UMP sont maintenant idéologiquement extrêmement proches des sympathisants FN: massivement hostiles aux étrangers et à l'Islam et en demande d'un « vrai chef ». Ils s'en démarquent en revanche sur la mondialisation, l'euro et l'Europe. De même, il existe des points de convergence forts entre les sympathisants du FN et ceux du Front de gauche pour critiquer la mondialisation, les média, les responsables politiques et l'islam en tant que religion qui voudrait « imposer son mode de fonctionnement » ou qui serait intolérante. Enfin, au-delà de la très grande richesse des résultats d'ensemble et des résultats triés par la sympathie partisane des interviewés, leur profession ou leur niveau de diplôme, IPSOS a également réalisé une analyse typologique particulièrement intéressante. Elle fait apparaître cinq grands groupes, allant des « bobos » aux « populistes » en passant par les « libertaires », les « ambivalents » et les « crispés ». Une typologie éclairante sur les nouvelles fractures françaises.

LA REVUE DU PROJET MARS 2014 Extraits d'une note rédigée par **Patrick Coulon,** Y a-t-il une droitisation de l'opinion en France et en Europe ? LEM, juin 2013.

LES CONDITIONS DU TRAVAIL JOURNALISTIQUE FAÇONNENT UNE VISION DU MONDE

En tant que sociologue et ancien journaliste, pensez-vous que les média contribuent à diffuser certaines valeurs de droite parmi la société française?

ENTRETIEN AVEC JÉRÔME BERTHAUT*

n fait les grands média tendent surtout à reprendre et à illustrer les thèmes qui dominent le débat public. De nombreux travaux sociologiques ont montré le poids de ceux que l'on appelle « les définisseurs primaires » en la matière, c'està-dire ceux qui occupent des positions dominantes dans le champ politique et les grandes institutions. On a ainsi par exemple assisté à une montée progressive du thème de la sécurité depuis une vingtaine d'années, y compris à gauche avec le Congrès de Villepinte en 1997 où Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement ont ratifié le fait que la lutte contre l'« insécurité » était aussi une priorité de la gauche plurielle alors au gouvernement.

Les média agissent ainsi comme une caisse de résonnance de ce glissement à droite du champ politique. Comme à l'époque Sarkozy, les prises de position de Manuel Valls génèrent chaque jour leurs lots de reportages sur le dernier problème pointé par le ministre. Il est d'ailleurs révélateur de cette médiatisation que l'on se souvienne beaucoup plus des noms des ministres de l'Intérieur depuis une quinzaine d'année que de ceux des Affaires sociales ou du Travail... L'agenda médiatique est ainsi très dépendant des logiques politiques.

Il ne faut cependant pas avoir une vision trop mécanique des choses : les média ne sont pas de simples haut-parleurs passifs des discours politiques, ils relaient ces derniers en les retraduisant en fonction de leurs propres logiques. Et on assiste à cet égard à une montée continue des pressions économiques, notamment à la télévision qui reste le média dominant.

Comment se traduit concrètement cette pression économique?

Depuis une dizaine d'années, la place des faits divers n'a cessé de progresser dans les journaux télévisés. Le contexte concurrentiel est en effet toujours plus fort, avec le développement de la TNT qui a amené une fragmentation de l'audience. Or les faits divers sont perçus par les responsa-

bles de chaîne comme une recette fédératrice permettant de réunir une audience large. Cette logique n'épargne pas le service public, dont les responsables viennent souvent des télévisions commerciales et en importent la culture de l'audimat et les modèles de productions. En leur temps, sur France 2, Claude Sérillon ou Marcel Trillat considéraient l'actualité internationale ou les questions sociales comme prioritaires sur les faits divers. Ce n'est plus le cas de leurs successeurs débauchés de TF1, M6 ou BFMTV. On observe ainsi une homogénéisation du traitement des quartiers populaires entre chaînes publiques et privées sous l'angle des déviances, tandis que pour les journalistes, le fait divers est considéré comme un moyen de prouver sa polyvalence et son « courage », voire de faire des scoops pour endosser le costume du journaliste d'investigation. Non seulement la spécialité fait divers a été revalorisée dans les rédactions, mais la médiatisation des déviances devient une approche transversale à toutes les autres rubriques. La rubrique éducation va par exemple cadrer ses sujets sur les violences sco-

Les formats n'ont-ils pas également une influence sur le traitement des sujets?

En effet, par leur brièveté et les impératifs d'attractivité. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) impose par exemple aux chaînes de contrebalancer leurs sujets dépréciatifs sur les quartiers populaires, mais elles le font en privilégiant des portraits d'habitants présentant des success stories, ce qui propage du même coup une vision libérale. Le format du portrait tend en effet à célébrer les efforts et les mérites individuels plutôt que les dispositifs publics et collectifs qui ont permis ces parcours. Ce type de sujets véhicule en outre l'idée que, quand on veut, on peut et condamne de ce fait implicitement tous ceux qui ne « réussissent » pas.

Ces logiques concernent-elles de la même manière tous les types de supports médiatiques ?

Non, il faut par exemple différencier les média régionaux écrits des grands média nationaux audiovisuels. Dans les premiers, même au *Parisien*, on trouve des pages locales où le poids de la hiérarchie est beaucoup moins

« Comme les compagnons du devoir acquièrent un tour de main, les journalistes acquièrent ainsi un tour d'esprit, par la pratique, dans la manière de penser et d'interpréter le monde social. »

laires, et la rubrique religion sur l'islamisme ou les « dérives communautaires ». On en arrive là à cause d'une division du travail de plus en plus stricte entre ceux qui commandent les sujets et ceux qui les exécutent. Les rédacteurs en chef et les présentateurs ont acquis un quasi monopole de décision sur les sujets diffusés, au détriment des chefs des rubriques spécialisées qui se retrouvent en concurrence pour placer leurs propositions et vont donc chercher à anticiper les préférences des premiers. En l'occurrence, il s'agira souvent d'angler sur le traitement des déviances, quel que soit le sujet.

fort, ce qui donne plus de marges de manœuvres aux reporters et de variété de sujets, même si les premières pages obéissent en revanche à une logique de commande identique à celle des chaînes de télévision.

Avez-vous observé des résistances de journalistes à la base contre ces biais de traitement?

Quand on suit des journalistes au travail, on constate que certains expriment des désaccords lors des tournages ou du montage des sujets, en contestant le choix des images, des commentaires ou la construction des plans qu'exigent leurs chefs. Ils ne





sont pas des robots. Cela étant, la protestation reste très coûteuse : les pigistes et les contrats CDD risquent de ne pas être renouvelés, tandis que les journalistes plus stables voient la menace d'être relégués dans des rubriques moins prestigieuses. Mais au quotidien, la contestation est surtout neutralisée par les logiques de productivité et l'insertion dans le groupe de travail. Les journalistes travaillent en flux tendu et sont animés par l'obsession de « remplir la commande » dans les temps, d'où la reprise des routines de travail et le recours aux informateurs les mieux organisés (c'est-à-dire les sources dominantes, par exemple policières), sur un mode non réfléchi. Par la reproduction des reportages, les

cadrages hiérarchiques et le prêt-àpenser des communicants deviennent progressivement évidents et ne sont plus questionnés. Comme les compagnons du devoir acquièrent un tour de main, les journalistes acquièrent ainsi un tour d'esprit, par la pratique, dans la manière de penser et d'interpréter le monde social. On croit souvent que les journalistes sont porteurs d'une idéologie qu'ils injectent sciemment dans leurs sujets. En réalité, cela joue plutôt en sens inverse : ce sont les contraintes de leurs pratiques qui leur font intérioriser des manières de voir le monde et d'interroger l'actualité. La pratique professionnelle génère ainsi une véritable socialisation politique. Par exemple, les journalistes vont dans les quartiers populaires de manière très ponctuelle et furtive pour réaliser leurs sujets, ce qui tend à agacer la population et favorise les agressions à leur égard, cultivant en retour chez eux l'idée que ces quartiers sont effectivement très dangereux. Et paradoxalement, c'est celui qui va remettre en question ces logiques qui va être taxé de « militant », manquant de neutralité et de professionnalisme.

*Jérôme Berthaut est sociologue. Il est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Bourgogne.

L'ESSOR DE L'HABITAT PÉRIURBAIN FAVORISE-T-IL LA DROITISATION DES VOTES?

Les résultats du FN varient considérablement d'une zone périurbaine à l'autre : ces espaces ne sont pas homogènes, car la composition sociologique de leurs populations se différencie fortement, d'un canton à l'autre, voire d'une commune à une autre.

ENTRETIEN AVEC VIOLAINE GIRARD*

epuis quelques années, on associe de plus en plus le vote à droite ou à l'extrême-droite aux zones périurbaines. Qu'en est-il réellement?

Depuis les présidentielles de 2007 et 2012, les média et les sondeurs ont en effet largement repris les propos de géographes (Jacques Lévy et Christophe Guilluy) qui voient dans le périurbain le principal espace de progression du FN. Pourtant, et c'est ce que montre le travail statistique d'un géographe de l'université de Nantes, Jean Rivière (« Sous les cartes, les habitants. La diversité du vote des périurbains en 2012 », Esprit, n° 3-4, 2013), à partir de données du ministère de l'intérieur, en 2012, 51 % des électeurs du FN sont des urbains. Ensuite, les résultats du FN varient considérablement d'une zone périurbaine à l'autre : ces espaces ne sont pas homogènes, car la composition sociologique de leurs populations se différencie fortement, d'un canton à l'autre, voire d'une commune à une autre. Cette association est donc bien trop schématique, et souffre en outre d'une très faible mise en contexte : que sait-on au juste des espaces périurbains où les votes FN sont nombreux, et de celles et ceux qui y vivent? Bien souvent, les journalistes se

« On oublie trop souvent de signaler que c'est aussi dans les conditions d'insertion professionnelle que se joue une grande part de la formation des préférences politiques. »

contentent de décrire ces ménages comme « modestes », en reprenant à peu de frais l'idée que le FN serait un parti « populiste ». Cette idée est pourtant fort dangereuse, comme l'a bien montré la sociologue Annie Collovald (Le populisme du FN, un dangereux contresens, Le Croquant, 2004), puisqu'elle donne à penser que les discours du FN répondraient « naturellement » aux attentes des classes populaires. Or, d'autres catégories sociales, dont certaines sont en réalité plus aisées (telles que les indépendants, agriculteurs, commerçants, ou professions libérales), sont elles aussi susceptibles de compter parmi elles des électeurs et électrices du FN, dans le périurbain comme ailleurs.

Les explications les plus courantes concernent l'individualisme des propriétaires de pavillons ou la frustration relative des « classes moyennes » déstabilisées qui vivraient dans ces zones. Vous apparaissent-elles pertinentes ?

Ces raisons invoquées dans les média sont, de mon point de vue, largement partielles, pour ne pas dire hasardeuses. Pour ma part, j'ai mené une enquête dans un territoire précis, où les votes FN sont supérieurs aux moyennes nationales depuis les années 2000. J'ai débuté cette enquête en m'intéressant au bassin d'emploi local et au mouvement d'accès à la

propriété pavillonnaire des ménages d'ouvriers ou de techniciens et d'employés. Cela m'a permis de ne pas me focaliser sur la seule question des votes « extrêmes ». Ces familles des classes populaires connaissent des promotions résidentielles, certes modestes, mais qui leur permettent de se distinguer des résidents des quartiers populaires. Or, c'est tout un ensemble de politiques, nationales et locales, qui ont valorisé le modèle de la maison individuelle, en parallèle de la dépréciation qui touche les quartiers d'habitat social. Ce mouvement se retrouve dans les discours de très nombreux responsables politiques, prompts à opposer les locataires du parc HLM ou les bénéficiaires des aides sociales, victimes de la précarisation de l'emploi ou du chômage, et les ménages qui disposent de revenus plus réguliers. Il y a bien sûr des électeurs du FN chez les ménages d'origine populaire qui sont parvenus à devenir propriétaires dans le périurbain, mais d'une part ils ne sont pas les seuls, et d'autre part c'est l'ensemble des politiques du logement ainsi que les effets de l'offre électorale, qui ont contribué à accentuer les clivages résidentiels entre banlieue et périurbain.

Où faudrait-il dès lors rechercher les facteurs d'une telle évolution d'après vous ?

Peu de choses ont été dites concernant les formes d'emploi dans le périurbain. Or, avec la généralisation des structures intercommunales, de nombreux parcs ou zones d'activité y ont vu le jour. Pour l'historien Gérard Noiriel (*Les ouvriers dans la société française XIX^e-XX^e siècle*, Seuil, 2002 [1986], ces zones sont le signe de

l'éclatement actuel du monde du travail, avec des entreprises de tailles diverses, dans des secteurs d'activité variés, et surtout avec des conditions d'emploi de plus en plus hétérogènes. C'est le cas pour le territoire que j'ai étudié: des emplois y ont été implantés au sein d'un tout nouveau parc

« La désyndicalisation s'est accompagnée « d'un retrait de plus en plus marqué des ouvriers de la scène politique ». »

industriel, dans la chimie, la production, la maintenance ou la logistique. Mais les salariés, ouvriers, employés, contremaîtres ou techniciens, sont extrêmement dispersés sur plus d'une centaine d'établissements différents. À l'origine même de ce parc, au début des années 1980, un élu local vantait, à destination des chefs d'entreprise, les « qualités » de « modération » et de « conscience professionnelle » de la main-d'œuvre locale. Plusieurs facteurs sont en effet venus restreindre les possibilités de structuration d'organisations syndicales: le faible nombre de salariés dans les PME sous-traitantes, les contrats atypiques et enfin l'individualisation des progressions de carrière. Un nombre non négligeable d'ouvriers parvient pourtant à se maintenir en emploi, voire à accéder à des postes qualifiés d'agents de maî-

trise ou de techniciens. Ce sont eux qui s'engagent dans des efforts financiers importants pour « faire construire » leur maison. S'ils ne sont pas parmi les plus démunis, ils restent toutefois étroitement dépendants des conditions d'emploi dans l'industrie locale. Et l'effritement des collectifs de travail et des mobilisations syndicales n'est pas, tant s'en faut, sans conséquence en termes d'attitudes politiques et de votes : certains s'abstiennent, d'autres votent de façon intermittente à gauche ou à droite, d'autres enfin se tournent vers le FN. Si leurs préférences électorales restent donc très hétérogènes, il me semble qu'on oublie trop souvent de signaler que c'est aussi dans les conditions d'insertion professionnelle que se joue une grande part de la formation des préférences politiques. De fait, l'éclatement des collectifs de travail contribue très directement à redéfinir les capacités de mobilisation sociale et politique des salariés, modifiant ainsi leurs rapports au vote. Comme le rappelle l'historien Xavier Vigna (Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle, Perrin, 2012), la désyndicalisation s'est accompagnée « d'un retrait de plus en plus marqué des ouvriers de la scène politique ». Ce reflux a par ailleurs affaibli les luttes ouvrières qui constituent pourtant « le barrage le plus sûr à l'activation des clivages identitaires », clivages qu'un parti comme le FN se fait fort d'imposer dans l'espace politique national.

*Violaine Girard est sociologue. Elle est maître de conférences à l'université de Rouen.



DERRIÈRE LA DROITISATION DE L'UMP, LES TENSIONS INTERNES AU PARTI

Le rapprochement que l'on constate entre le discours de l'UMP et les thématiques du FN cache aussi la profonde crise interne et les véritables disparités qui existent à l'intérieur de ce parti.

ENTRETIEN AVEC
ANNE-SOPHIE PETITFILS*

es déclarations de certains responsables de l'UMP concernant par exemple les Roms, les immigrés ou le mariage homosexuel donnent l'impression d'un glissement vers la droite de ce parti, ce diagnostic vous paraît-il pertinent ?

Au regard de mes travaux, je peux difficilement déterminer si l'UMP est en train de « s'extrême-droitiser ». Cependant, je remarque dans le même temps que les propos démagogiques, voire franchement racistes et homophobes tenus par des cadres de l'UMP tendent à se multiplier depuis 2012. Il me semble que ces prises de position ne peuvent se comprendre indépendamment de la crise idéologique et de leadership que traverse l'UMP. En effet, au moment de sa création, en 2002, ses fondateurs présentaient ce nouveau parti comme une machine électorale conçue pour la conquête et l'exercice du pouvoir. Or, en 2012, l'UMP qui avait déjà perdu la majorité des exécutifs locaux et la présidence du Sénat, connut un nouveau revers électoral en entrant pour la première fois depuis sa fondation dans l'opposition à l'Assemblée nationale. Pis, à l'extrême droite, l'accession de Marine Le Pen à la tête du FN, sa volonté de transformer le FN en un parti de gouvernement et ses succès électoraux à des élections au scrutin uninominal ont ébranlé les bases et l'identité de l'UMP. Menacée sur sa droite par le FN et sur sa gauche par le PS, l'UMP tend à se diviser entre les tenants d'un rapprochement avec le centre et ceux qui souhaitent braconner sur les terres du FN. Ces prises de position sont donc avant tout constitutives d'une lutte pour l'orientation du parti.

Observe-t-on en particulier un rapprochement avec le Front National ? Et si oui, celui-ci est-il réellement inédit ?

On observe dans une certaine mesure un rapprochement de l'UMP avec le

FN et du FN avec l'UMP. Ce rapprochement n'a rien d'évident pour un parti comme l'UMP dont la raison d'être en 2002 était de constituer un rempart contre le FN... Pourtant dès 2003, Nicolas Sarkozy, en tant que ministre de l'Intérieur et prétendant à la succession de Jacques Chirac, s'est présenté en thuriféraire d'une droite décomplexée. Ses déclarations musclées et sa politique sécuritaire ciblée sur les jeunes des quartiers populaires et de reconduite aux frontières des étrangers en situation irrégulière ont séduit une partie de l'électorat frontiste et de la base de l'UMP. Ce précédent a servi de référence idéologique aux initiateurs des mouvements de la Droite populaire en 2007 et de la Droite forte en 2012. Le rapprochement idéologique est favorisé par l'en-

Menacée sur sa droite par le FN et sur sa gauche par le PS, l'UMP tend à se diviser entre les tenants d'un rapprochement avec le centre et ceux qui souhaitent braconner sur les terres du FN. »

gagement à l'UMP de transfuges du FN, comme Guillaume Pelletier et, au niveau local, par la cooptation d'anciens cadres et élus du Front national, qui ont transité par le MPF ou le CNI. Mais ce rapprochement idéologique ne s'accompagne pas d'un rapprochement électoral. Si certains cadres de l'UMP prônent plus ou moins ouvertement la conclusion d'accords électoraux avec des candidats investis par le FN dans certains territoires

clés, le positionnement officiel de l'UMP tend à écarter toute alliance électorale avec le FN. Mais la droite gouvernementale n'a pas toujours eu ce positionnement à l'égard du FN. On se souvient de l'élection municipale à Dreux en 1983, où la droite s'était alliée avec le candidat du Front national, Jean-Pierre Stirbois, pour battre la candidate socialiste...

N'y a-t-il pas *a contrario* un glissement à gauche de l'UMP ou du FN sur certaines thématiques (social, écologie, etc.)?

Tous les partis qui entendent exercer le pouvoir sont tenus de proposer une offre politique thématisée incluant les enjeux sociaux majeurs, comme l'écologie ou le développement durable. Dans les années 1990, la droite se contentait d'intégrer sur les listes des représentants de la société civile, connus pour leur investissement dans le domaine de la protection de la faune et de la flore. Ces stratégies s'accompagnaient rarement d'une prise en compte réelle des propositions défendues par ces personnalités, car leurs revendications entraient souvent en contradiction avec celles d'alliés traditionnels de l'UMP aux élections régionales, comme les chasseurs de CPNT. Aujourd'hui, l'UMP ne peut faire autrement que d'intégrer dans ses programmes des propositions sur ces questions. Mais la prise en compte de ces thématiques ne s'accompagne pas d'une conversion au progrès social des responsables de l'UMP...

Les « dérapages » homophobes ou racistes passent-ils réellement sans heurts au sein de l'UMP ?

Un parti de gouvernement comme l'UMP rassemble des adhérents et des cadres aux socialisations politiques et aux idées politiques différentes. Cette diversité est très marquée à l'UMP, un parti qui entendait réaliser la fusion des différentes familles idéologiques de la droite (le gaullisme, le centrisme, le libéralisme, le souverainisme, le conservatisme, la démocratie chrétienne...). On comprend que les conflits sont potentiellement nombreux. Dans le cadre de mes travaux. j'avais eu l'occasion d'étudier les conflits autour de la question homosexuelle à l'UMP, suscités par les propos du député du Nord, de l'UMP Christian Vanneste de 2005 à 2008. Fervent soutien du thème de « la droite décomplexée » prônée par N. Sarkozy, ce dernier avait déclaré publiquement que «l'homosexualité est inférieure à l'hétérosexualité ». La judiciarisation ainsi que les condamnations morales dont les propos de Christian Vanneste font l'objet, entraînent la constitution de deux coalitions hétéroclites antagonistes. Rassemblant des membres du CNI, de l'UNI, le syndicat étudiant de droite, et du Forum des républicains sociaux de Christine Boutin, des catholiques traditionalistes, ainsi que des associations familialistes, la première coalition s'organise en soutien au député du Nord. La seconde critique plus ou moins ouvertement les propos de ce député. Elle allie des représentants du mouvement Gaylib qui défend les droits des personnes homosexuelles à l'UMP, à des personnalités de l'UMP plus progressistes sur cette question, des libéraux de Démocratie libérale ainsi que les Jeunes populaires. Il est frappant de constater que les débats autour du « mariage pour tous » ou la polémique sur « la théorie du genre » opposent aujourd'hui à l'UMP les mêmes protagonistes.

Finalement, la principale évolution de l'UMP – comme d'autres partis – n'estelle pas surtout dans la « managérialisation » de son organisation que vous avez étudiée ?

Mon travail de thèse s'attachait à analyser la mobilisation partisane que l'UMP a connue entre 2004, date de l'accession de N. Sarkozy à sa tête, et 2008. J'ai étudié la diffusion d'une rhétorique modernisatrice et de pratiques managériales (établissement de « contrats d'objectif », classement des fédérations en fonction de leurs « résultats », promotion de la « responsabilisation », usage du webmarketing...) à l'occasion du recrutement de « nouveaux adhérents » par la direction sarkozyste de l'UMP. J'ai montré combien l'usage de ces techniques a constitué une ressource essentielle pour des élites en lutte pour la succession de l'ancienne équipe dirigeante et soucieuse de mettre en scène leurs compétences gestionnaires et leur capacité à innover et à moderniser le parti. L'affichage récurrent de la modernisation de l'UMP s'insère ainsi dans une double stratégie de légitimation par l'usage des codes culturels et de certaines pratiques des milieux de l'entreprise et de disqualification des « anciennes » pratiques partisanes et par extension des « anciens » cadres du parti. Mais cette stratégie a produit des tensions au niveau local et plus particulièrement dans la fédération du Nord, que j'ai observée, entre les « nouveaux » entrants issus des milieux de l'entreprise et enclins à promouvoir de nouvelles pratiques militantes plus participatives et les « anciens » militants intégrés au système politique local.

*Anne-Sophie Petitfils est politiste. Elle est docteure en science politique de l'université Lille-2.

LA MUTATION DE LA DROITE NIÇOISE

Face à la concurrence du FN dans les Alpes-Maritimes, la droite tente de reprendre la main.

Mars 2011, c'est un coup de semonce au second tour des cantonales dans les Alpes-Maritimes. En duel, face à des candidats de droite ou de gauche, dans 7 cantons le FN réalise des scores entre 44,10 % et 49,17 %, avec une forte progression en voix entre les deux tours. Glissement de l'électorat de droite vers le Front national, libération d'une certaine parole, recul du réflexe républicain, cette situation dans laquelle la droite locale porte une lourde part de responsabilité, elle en a pris conscience depuis longtemps.

La forte présence du Front national dans les Alpes-Maritimes est un phénomène ancien, marqué dès 1984 par une forte progression électorale. Depuis, la frontière avec la droite est mouvante. En 1990, Jacques Medecin se déclare d'accord avec le FN à 99,9 %, en 1995 Peyrat est élu maire de Nice quelques mois seulement après avoir quitté le FN. En 1998 Estrosi se distingue dans des tractations avec le FN pour conserver la région à droite.

Aujourd'hui face à cette concurrence qui menace son hégémonie, la droite locale n'a pas d'états d'âme pour tenter de ralentir ou d'inverser la tendance. Les députés des trois circonscriptions où se trouvent les cantons concernés par les bons scores du FN en 2011 ne sont pas des inconnus : Lionel Luca, un des fondateurs de la droite populaire, Éric Ciotti, le monsieur sécurité de l'UMP, et Christian Estrosi l'auteur du mode d'emploi pour expulser les gens du voyage.

REPRISE DES THÉMATIQUES SUR LESQUELLES PREND APPUI LE VOTE FN

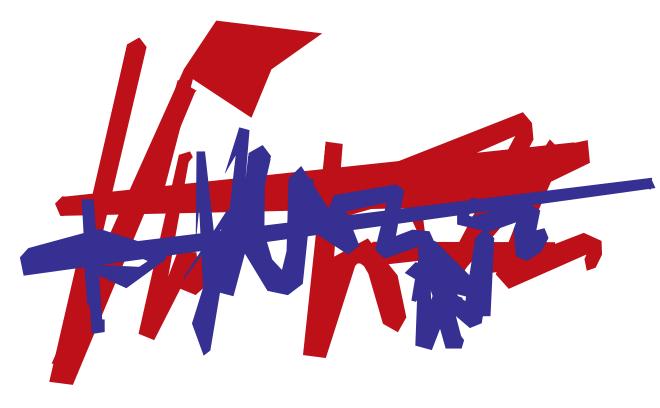
Pour tenter de reprendre la main face au Front national, l'objectif est de faire revenir les électeurs vers l'UMP en reprenant les thématiques sur lesquelles prend appui le vote FN.

Ainsi les discours et les actes se déclinent dans trois directions.

- Stigmatiser de manière la plus médiatique « les autres », il faut que cela se sache, les Roms « toujours coupables », les musulmans assimilés à « la menace », les pauvres « fraudeurs du RSA », les jeunes « qui se droguent ».
- Donner l'impression de protéger. C'est le caractère systématique du discours sécuritaire, avec une prolifération de caméras de vidéosurveillance (1 pour 450 habitants à Nice, contre 1 pour 2050 à Paris, 1850 à Lyon...). Une politique dont l'efficacité n'est pas égale au coût...
- Il y a les gestes en direction des communautés très sensibles au discours du Front national, en particulier les pieds noirs. Le 50° anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie a donné lieu à une glorification de la colonisation.

Quel effet de ce discours sur l'électorat ? Force est de constater qu'il y a une dynamique des idées d'extrême droite qui dépasse la droite, tentée de surenchérir. Loin de « limiter » le FN, l'attitude de la droite les crédibilise et les banalise. La forte implantation de l'UMP dans ce département, le haut niveau du développement du clientélisme vont sans doute « endiguer » le score du FN aux municipales qui, à deux ou trois exceptions près, n'a pas de personnalités implantées. Il en sera probablement autrement aux européennes.

Par **Robert Injey**, membre du Comité exécutif national du PCF et membre de la direction du PCF des Alpes-Maritimes.



RAPPROCHEMENTS À DROITE, DE FÂCHEUX PRÉCÉDENTS

Révélateurs du programme idéologique profond de la droite, ces rapprochements sont le fruit d'un opportunisme électoral qui doit être resitué dans les règles de fonctionnement du champ politique. Ils ne sont pas le signe d'une dérive à droite de l'ensemble de la société française.

PAR IGOR MARTINACHE*

ace aux déboires de leur parti, et sans doute surtout dans l'espoir de profiter de l'image « anti-système » que le Front national cultive en dépit de toutes les évidences, de nombreux responsables de l'UMP ont entrepris des rapprochements avec la formation d'extrême droite, pouvant aller jusqu'à la conclusion d'alliances électorales. Et les menaces d'exclusion prises à leur égard ne suffisent pas à couper court à la tentation, surtout quand les dirigeants du parti dit « gaulliste » ne sont pas les derniers à y succomber. Il ne s'agit surtout pas de banaliser la chose, mais celle-ci ne doit pas masquer des enjeux politiques plus profonds, notamment sur le plan économique et social.

DES RAPPROCHEMENTS EN 1983, 1986, 1988...

Il importe ainsi de se souvenir de la

fusion de la liste RPR-UDF – ancêtres des actuels UMP et MODEM – avec celle du Front national au deuxième tour des élections municipales à Dreux en 1983 afin d'éviter une trian-

Plus structurellement, les partis de droite et du centre n'ont jamais rechigné à accueillir dans leurs rangs d'anciens notables du FN. »

gulaire avec l'approbation des appareils partisans et un Jacques Chirac déclarant alors qu'il n'aurait « pas du tout été gêné de voter pour la liste RPR-FN au second tour. Cela n'a aucune espèce d'importance d'avoir quatre pèlerins du FN à Dreux comparé aux quatre ministres communistes au conseil des ministres ». L'Union de la gauche sert alors en effet de justification aux caciques de la droite de gouvernement, qui n'hésitent pas à former de nouveaux accords électoraux lors des élections régionales de 1986 afin de constituer des majorités dans certains conseils, ou encore en appelant au report des voix lors des élections de 1988. Cette même année, comme il l'a avoué récemment dans ses mémoires, Jacques Chirac rencontre secrètement Jean-Marie Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle, mais aucun accord n'en ressort finalement. Et lors des élections municipales de mars 1989, le RPR accueille des membres du FN sur ses listes dans au moins 28 villes de plus 9 000 habitants. Plus structurellement, les partis de droite et du centre n'ont jamais rechigné à accueillir dans leurs rangs d'anciens notables du FN, comme Yann Piat hier ou Guillaume Peltier aujourd'hui – les passerelles marchant d'ailleurs dans les deux sens...

LA STIGMATISATION DES IMMIGRÉS

À ces rapprochements électoraux et personnels, il faut ajouter le plan idéologique et programmatique. Il n'a pas fallu attendre les « dérapages » très contrôlés de Jean-François Copé, François Fillon ou Christian Estrosi, entre bien d'autres, pour voir le principal parti de droite puiser dans le vieux fonds de commerce du Front national, à savoir la stigmatisation des immigrés et étrangers ou la promotion d'une intransigeance sécuritaire

à l'égard des classes populaires - mais surtout pas des délinquants en col blanc. On se contentera de rappeler le discours prononcé par Jacques Chirac à Orléans le 19 juin 1991 où celui-ci explique que : « notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose. C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre, mais ce n'est pas les mêmes et ça fait une différence [...] Comment voulez-vous que le travailleur français qui habite à la Goutted'or où je me promenais avec Alain Juppé il y a trois ou quatre jours, qui travaille avec sa femme et qui, ensemble, gagnent environ 15 000 francs, et qui voit sur le palier à côté de son HLM, entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses, et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales, sans naturellement travailler! [applaudissements] si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur [rires], eh bien le travailleur français sur le palier devient fou ». Difficile d'imaginer que le même apparaît aujourd'hui comme un repère des républicains et modérés de l'UMP.

*Igor Martinache est politiste. Il est professeur agrégé de sciences économiques et sociales.

LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE DANS LE VAUCLUSE

Où en est l'union des droites dans ton département ?

Avant de parler d'union des droites dans le Vaucluse, il convient de parler de l'état de l'UMP dont les principaux dirigeants, ces dernières années, avaient fait le choix de la droite populaire pour contrer la progression de l'extrême droite. Des options politiques qui n'ont fait que déporter un peu plus le débat à l'extrême droite au lieu de la combattre. 2012 c'est la concrétisation électorale de cette dérive avec l'élection de Marion Maréchal Le Pen et de Jacques Bompard à l'assemblée nationale.

L'UMP n'a plus de dirigeants, Thierry Mariani a changé de circonscription pour ne pas perdre, la carrière de Jean-Michel Ferrand est derrière lui quant à Marie-José Roig, la maire d'Avignon, elle aurait sans doute préféré une fin de règne plus honorable. Pour ces prochaines élections, officiellement, l'UMP ne pactise pas avec l'extrême droite, certes! Mais lorsque 67% des sympathisants de l'UMP nationalement considèrent le FN comme un parti utile, on imagine bien que dans un département comme le Vaucluse, l'union des droites dans les urnes est consommée depuis longtemps.

Quelle est la stratégie de l'extrême droite?

La stratégie du FN est complémentaire de celle de la Ligue du Sud, la formation d'extrême droite de Jacques Bompard : celuici, maire d'Orange depuis 1995, est le pion avancé de la dédiabolisation et de l'union des droites, ce qu'on a qualifié en 2012 de droite mutante. Le député-maire d'Orange ne s'était-il pas présenté comme le candidat de l'union de la droite et du centre en annonçant le soutien à sa candidature de Rolland Roticci (MODEM) et de Christophe Lombard (Nouveau Centre) qui avait fait liste commune avec le Parti socialiste aux municipales de Cavaillon en 2008 ?

À ces élections municipales, le FN opère le rassemblement bleu marine non pas avec des formations politiques mais avec des individus, des personnes de droite qui ont pu être à l'UMP ou d'autres qui s'apprêtent à la quitter, il a conclu également des accords avec la Ligue du Sud.

Le positionnement du PS est-il efficace face au FN ?

Face à ces évolutions, les stratégies à gauche de front républicain et de larges alliances sont inopérantes car elles appellent à des rassemblements déconnectés des contenus poli-

tiques. C'est d'autant plus inefficace qu'une partie de la gauche peut aussi dériver, polluée idéologiquement par l'extrême droitisation des esprits.

En privilégiant des alliances au centre droit avec le MODEM et l'UDI, le PS non seulement confirme son recentrage libéral mais entretient la confusion politique, le ni droite ni gauche, terrain de prédilection de l'extrême droite.

Lorsqu'un responsable socialiste déclare: « Ce n'est pas être raciste ou démagogique de dire que dans certains endroits de Bollène la drogue est reine, le chômage est une règle, l'incivilité un modèle... », on glisse sur le terrain de l'extrême droite. Les causes de la délinquance ne sont plus sociales mais ethniques.

Quelle est la réponse à cette droitisation?

Quand une élue socialiste (30 ans de parti) d'opposition à Orange passe dans le camp adverse en acceptant de partir derrière le député-maire d'Orange et en déclarant partager sa vision de la laïcité et de la menace que fait peser le communautarisme, on voit bien que la pollution idéologique dépasse le clivage droite gauche.

C'est la preuve que la droite a gagné le combat de l'hégémonie culturelle, l'idéologie néoconservatiste et occidentaliste domine le débat.

La réponse pour faire reculer l'extrême droite ne sera pas que sociale et économique. Nous ne pourrons pas faire l'économie d'un débat sur les valeurs auxquelles on doit identifier notre combat aujourd'hui, sur la nécessité de reconstruire un imaginaire alternatif sociétal. Nous devons oser le débat sur la menace qui pèserait sur l'identité de la France, parlons laïcité, parlons vivre ensemble.

La France est un vieux pays d'immigration pluriel, multiconfessionnel, multiculturel mais qui ne s'assume pas comme tel. Soyons à l'offensive pour faire reculer les idées reçues sur les pauvres, les fonctionnaires, les chômeurs, les immigrés, les musulmans. Agissons pour recréer de l'unité de classe et pour vivre dans une France qui s'assume.

> FABIENNE HALOUI, tional du PCF et

est membre du Comité exécutif national du PCF et secrétaire fédérale du PCF du Vaucluse.

Propos recueillis par Alain Vermeersch.

UNE DROITISATION D'ABORD DE L'OFFRE POLITIQUE

Le discours sur la « droitisation » donne un sens commode à certaines réalités politiques et sociales : il est d'autant mieux reçu qu'il exonère les organisations de la gauche de leur responsabilité idéologique dans l'affaiblissement culturel des valeurs associées au progrès social et qu'elle justifie un « recentrage » de leur discours leur permettant d'être plus en phase avec « l'opinion ».

Par **Rémi Lefebvre***

n France comme ailleurs, la gauche a échoué à concrétiser la remise en cause du libéralisme économique que la crise financière semblait appeler. On voit au contraire ses représentants au pouvoir, François Hollande en tête, se faire les chantres de la rigueur, et même confier les clés de la reprise aux chefs d'entreprise au nom d'un « socialisme de l'offre » de plus en plus assumé. À l'inverse, le tournant sécuritaire pris par le PS il y a une quinzaine d'années semble totalement assumé, comme l'illustre l'action « décomplexée » d'un Manuel Valls vis-à-vis des « Roms ». Mêmes glissements à l'UMP où le Front national apparaît cette fois comme l'adversaire à imiter plus qu'à abattre, semant la confusion jusque dans les rangs des élus et candidats qui passent d'un parti à l'autre et espèrent capitaliser sur le « succès » médiatique du mouvement disparate de la « Manif pour tous ». Ces divers repositionnements stratégiques et reclassements idéologiques prennent appui sur un même discours de justification : celui d'une

remment tellement évident qu'il n'a pas besoin d'être démontré, et dont on retrouve des formes plus ou moins savantes, comme l'ouvrage du philosophe italien Raffaele Simone, Le Monstre doux, paru en 2010 et largement commenté en France et dans les cercles intellectuels du PS. Le « monstre doux » qui lui donne son titre désigne une culture de la modernité que Simone juge irrésistible et qui précipiterait le déclin inéluctable des valeurs traditionnelles de la gauche, au profit d'un individualisme consumériste et d'un repli hédoniste sur la sphère privée. Cet essai soulève de réelles questions : la domination idéologique du libéralisme économique associé à un relent sécuritaire pour garantir la propriété privée s'ancre bien dans un substrat culturel et prend appui sur des transformations sociétales profondes que la gauche a sans doute insuffisamment pris en compte, voire qu'elle a alimentées.

PROFESSIONNALISATION DE LA VIE POLITIQUE

Les différentes enquêtes sur les valeurs des Français montrent pourtant un paysage bien plus complexe en la matière, où la tolérance vis-à-

« Ces divers repositionnements stratégiques et reclassements idéologiques prennent appui sur un même discours de justification : celui d'une société qui aurait elle-même évolué vers la droite et dont l'offre politique devrait donc accompagner le mouvement. »

société qui aurait elle-même évolué vers la droite et dont l'offre politique devrait donc accompagner le mouvement. La thèse d'une droitisation de la société fait ainsi florès, notamment à gauche où elle tient lieu de diagnostic de société. Constat appavis des mœurs ou des étrangers tend plutôt à monter, tandis que l'intervention de l'État dans l'économie, la protection du marché du travail ou la redistribution rencontrent encore une large approbation, autrement dit que les valeurs d'égalité et de solidarité restent puissamment enracinées. La représentation politique a, en revanche, évolué beaucoup plus rapidement, avec un Parti socialiste qui s'est non seulement coupé sociologiquement de sa base militante, mais aussi et surtout démobilisé sur le plan organisationnel et symbolique. La figure du militant a ainsi été dévalorisée, exclue progressivement au profit de l'adhérent, et même aujourd'hui du sympathisant. C'est ce nouveau stade dans la professionnalisation de la vie politique et de la dépossession de leur parti pour les militants dont la généralisation de « primaires » pour désigner les candidats depuis l'élection présidentielle de 2007 a été le

« Si le contact avec les électeurs des milieux populaires doit être réévalué, leur reconquête passe avant tout par des mutations idéologiques. Or la réflexion idéologique est largement en déshérence au PS »

symptôme, bien plus que la marque d'une supposée démocratisation du Parti. Dans cette logique, les campagnes électorales s'apparentent de plus en plus aux yeux de l'état-major socialiste à une opération marketing où il s'agirait de cibler les électeurs potentiels à coups de sondages et de messages personnalisés. La réinvention du porte-à-porte totalement rationalisé, sur le modèle de la première campagne victorieuse d'Obama aux États-Unis en constitue un exemple patent. Si le contact avec les électeurs des milieux populaires doit être réévalué, leur reconquête passe avant tout par des mutations idéologiques. Or la réflexion idéologique est largement en déshérence au PS: coller le plus possible à ce que l'on prend pour l'air du temps tient de plus en plus lieu de doctrine. Les valeurs consuméristes et libérales prospèrent ainsi d'autant plus qu'une certaine partie de la gauche y semble elle-même convertie. Cette gauche « allégée », oublieuse de son identité, donne prise

à la critique d'une droite décomplexée. Face à une droite qui cherche à diviser les salariés, à monter les diverses catégories les unes contre les autres, la gauche peine à promouvoir de nouveaux intérêts collectifs et construire de nouveaux compromis redistributifs entre les catégories sociales. Le discours sur la « droitisation » donne un sens commode à certaines réalités politiques et sociales : il est d'autant mieux reçu qu'il exonère les organisations de la gauche de leur responsabilité idéologique dans l'affaiblissement culturel des

valeurs associées au progrès social et qu'elle justifie un « recentrage » de leur discours leur permettant d'être plus en phase avec « l'opinion ». Ce discours fataliste nourrit une forme de renoncement et renforce le désarmement intellectuel de la gauche. Pourtant, la société n'est ni « à gauche » ni « à droite ». La politique est avant tout une question de rapports de forces. Il ne faut pas oublier que la gauche s'est historiquement fondée sur un travail de politisation de la société, un effort continuellement recommencé pour arracher les

citoyens à ce qu'ils prennent et qu'on leur fait prendre pour des évidences « naturelles », à commencer par les inégalités sociales. Si la droitisation a une réalité, c'est d'abord celle de l'oubli de ce combat culturel par une certaine frange de la gauche.

*Rémi Lefebvre est politiste. Il est professeur de science politique à l'université Lille-2.

QUELLE DROITISATION DU VOTE?

Même si la droite perd depuis le début du siècle des positions électives, on observe une domination relativement constante du vote de droite et d'extrême droite.

PAR YANN LE POLLOTEC*

epuis le début du siècle, la droite a connu un recul important de ses positions électives. Elle a perdu la majorité des grandes villes des conseils généraux, des régions, du sénat et de l'assemblée nationale. La droite ne contrôle plus que 30% des villes de plus 100.000 habitants. 41% des conseils généraux de France métropolitaine ont un président de droite. En métropole, la droite ne dirige que l'Alsace. Mais, si l'on ajoute les voix du FN aux voix se portant sur l'UMP et les autres partis de droite, cette hémorragie de positions électives ne se double pas d'un effondrement électoral.

En effet, si l'on compare depuis 2001, toutes élections confondues, la courbe des votes de droite et d'extrême droite en % par rapport aux inscrits et la courbe des votes de l'ensemble de la gauche, on observe que la courbe du total des droites a tendance à dominer celle de la gauche. Les périodes de recul de l'abstention profitent plus au vote pour les droites qu'au vote pour les formations de gauche. Si on élargit la focale à l'ensemble des élections législatives et présidentielles depuis 1958, on constate le même phénomène.

Cette domination du vote de droite et d'extrême droite est donc relativement constante depuis le début de la V° République, tout en étant régulée par des moments d'abstention de l'électorat de droite et d'extrême droite. Après l'installation du FN dans le paysage électoral, l'essentiel des pertes de position élective de la droite coïncide avec son incapacité à rasremarque une porosité de plus en plus forte entre les électorats de droite et d'extrême droite en particulier sur les questions de l'immigration, de l'insécurité, de la justice, de l'Islam, et de l'assistanat.

« Il n'existe pas de mouvement général vers une droitisation de l'ensemble du corps électoral français, mais on peut cependant constater une droitisation des milieux populaires ayant perdu leurs repères de classe et une droitisation des électorats de droite, au profit du FN. »

sembler au deuxième tour l'ensemble des électorats de toutes les droites, des centristes à l'extrême droite. Depuis 1984, la part de l'extrême droite dans l'ensemble de l'électorat total des droites oscille entre 16 % et 35 % avec une exception lors des présidentielles de 2007 où cette part est réduite à 8 %.

POROSITÉ DE PLUS EN PLUS FORTE ENTRE LES ÉLECTORATS DE DROITE ET D'EXTRÊME DROITE

Depuis juin 2012, les électeurs de l'UMP sont de plus en plus nombreux à souhaiter une alliance entre leur parti et le FN aux élections locales. Du point de vue des opinions on

Mais quatre sujets importants clivent ces électorats: l'Europe, la mondia-lisation, le libéralisme économique et l'intervention de l'État. Ces clivages renvoient à un électorat FN plus populaire et plus ouvrier que celui de l'UMP. Ils révèlent aussi les contradictions de ces ouvriers qui votent FN; qui disent n'appartenir à aucune classe sociale si ce n'est la classe moyenne et qui vivent dans l'angoisse du déclassement.

Lors des élections partielles, la droite, sans véritablement progresser en matière de vote, reconquiert des élus, souvent dans le cadre de duel de deuxième tour avec le FN. Elle profite à peu de frais de l'effondrement du PS au profit de l'abstention. Le FN



▶ est le seul parti à véritablement progresser lors de ces élections partielles.

La droite aborde les échéances municipales en déployant une stratégie à deux niveaux. Au niveau national elle appelle au vote sanction du gouvernement en mettant l'accent sur la fiscalité, ce qui correspond à l'état d'esprit de son électorat. Au niveau local elle dépolitise le débat, ses candidats déployant une stratégie de service clientéliste.

Le FN appelle lui aussi à la sanction mais en élargissant son champ à l'UMP-PS, à l'Europe et au système

(sic). Cette posture entre, elle aussi, en résonance avec l'attente de son électorat. Le FN est sur une ligne de politisation nationale des élections municipales. Ses axes programmatiques mélangent le fonds de commerce xénophobe traditionnel du FN modernisé aux couleurs d'une « laïcité musulmanophobe » (sic), des thèmes classiques de droite sur la fiscalité et l'assistanat et des couper-coller de certaines mesures économiques et sociales du Front de Gauche. L'objectif du FN étant d'assurer son hégémonie sur l'électorat le plus populaire de la droite.

Certes, il n'existe pas de mouvement général vers une droitisation de l'ensemble du corps électoral français, mais on peut cependant constater une droitisation des milieux populaires ayant perdu leurs repères de classe et une droitisation des électorats de droite, au profit du FN.

*Yann Le Pollotec est responsable adjoint du secteur Élections du Conseil national du PCF.

MOBILISER LES MOBILISABLES

Radicalisation à droite, démobilisation à gauche ne signifient pas droitisation populaire généralisée. La résistance au chacun pour soi est vivante, elle a besoin d'espoir et d'une perspective.

PAR MICHEL LAURENT*

et article sur les évolutions de la droite et de l'extrême droite s'appuie sur le travail mené depuis deux ans et demi au Lieu d'étude sur le mouvement des connaissances et des idées (LEM) en commun avec de nombreux chercheurs. À force d'auditions et de réflexions approfondies nous commençons, ensemble, à dégager quelques enseignements forts.

Le Front national de Marine Le Pen poursuit le combat du père, Jean-Marie, à deux différences notables près: une entreprise de dédiabolisation par la communication et son corollaire politique, la recherche déterminée de l'accession aux pouvoirs, au pouvoir.

DÉDIABOLISATION DU FN PAR LA COMMUNICATION

L'entreprise de communication ne change pas le fond du programme dont la préférence nationale reste l'axe structurant. Elle vise à mettre en avant des mots-clés qui brouillent ce choix: social, services publics, revendications populaires, nation... et à éviter les dérapages médiatiques dont Jean-Marie Le Pen avait fait sa spécialité.

Quand on regarde de plus près son programme, le social y est réservé aux « Français de souche » et encore en rejetant, au-delà des étrangers, tous les « assistés ». Les services publics doivent être réservés aux mêmes et les fonctionnaires sont vus par le FN comme des profiteurs. Les revendications populaires sont portées par des « syndicats libres »... patronaux. La nation selon Marine Le Pen reste une France repliée sur elle-même, xénophobe, anti-européenne, ne s'occupant pas des affaires du monde et laissant faire les dictateurs chez eux. On pourrait allonger la liste. Marine Le Pen se laisse parfois aller à distiller la haine ordinaire de son père, par exemple en critiquant la présentation des otages de retour en France. Devant le tollé, elle doit s'en excuser maintenir image. son Dédiabolisation oblige!

RECHERCHE DU POUVOIR

Le deuxième objectif de ce « nouveau » FN est sa volonté d'accéder aux pouvoirs. Le FN veut des députés, des maires et plus tard beaucoup d'autres élus afin de mettre effectivement en œuvre ses politiques ségrégationnistes, du local au national, et de coordonner l'extrême droite à l'échelle de l'Europe. Il s'agit alors de construire des passerelles avec une droite droitisée, extrémisée autant pour la diviser que pour permettre les rapprochements avec une partie d'entre elle. Cette ambition n'est malheureusement pas sans perspective. La droite de Sarkozy a, depuis une décennie, rejoint sur bien des sujets les thèses du FN. En portant la concurrence comme un modèle de rapport entre les humains, en justifiant les inégalités au nom du mérite, en combattant de fait la solidarité en l'assimilant à de l'assistanat, en se servant de la notion de sécurité pour opposer les gens, les peuples entre eux, ils font cause commune. Ces choix détruisent le vivre ensemble, la politique, la démocratie et jusqu'à la société ellemême. L'objectif était, paraît-il, d'assécher l'extrême droite. La conséquence concrète, assumée par des dirigeants de droite de plus en plus nombreux, a été de l'alimenter.

C'électorat populaire de droite a toujours existé. Aujourd'hui il se radicalise. »

Les électeurs préfèrent, en définitive, toujours l'original à la copie, ils se sont donc, à droite, radicalisés, décomplexés. Les dirigeants de droite ont rompu les digues et maintenant le constat est sans appel, il y a peu de différence de contenu entre leurs propositions et celles du Front national et nombre d'entre eux appellent à l'alliance ou à un rapprochement, à leurs yeux aujourd'hui, nécessaire.

Les électeurs font de même. Et le fait d'être ouvrier ou employé ou retraité ne change rien à l'affaire. Tous les Français n'ont pas été résistants pendant l'occupation allemande, et l'électorat populaire de droite a toujours existé. Aujourd'hui il se radicalise.

FAIRE RECULER LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE

La colère, le mécontentement ne sont pas toujours bons conseillers. La crise n'aidant pas, quand on ne veut pas ou quand on pense ne pas pouvoir s'attaquer aux puissants, quand on confond assistanat et solidarité, quand on préfère, souvent par sentiment d'impuissance, se battre pour travailler le dimanche ou pour faire des heures supplémentaires plutôt que pour augmenter son salaire, quand la peur du déclassement gagne, on peut être tenté de se retourner vers plus faible, plus fragile que soi et penser ainsi s'en sortir.

La condamnation de tels comportements ne suffit pas. Faire reculer la droite et l'extrême droite demande plus que de la résistance, elle nécessite surtout et d'abord d'assumer et de promouvoir haut et fort un projet et des valeurs d'une gauche décomplexée. C'est le choix inverse que le Parti socialiste porte depuis un certain temps maintenant. N'expliquet-il pas lui-même, alimentant les thèses libérales, que « le politique ne peut pas tout face à l'économique » ou que la renégociation du traité européen est impossible. Il soutient, lui aussi, l'égalité des chances au nom du mérite et de nécessaires et justes inégalités. Il reprend dans la bouche de la droite et de l'extrême droite le mot d'assistanat... Abandonnés les notions d'égalité et le combat pour une République des égaux, abandonnée la solidarité comme cœur battant du vivre ensemble, de la promotion d'une humanité humaine chère à Jean Jaurès. On peut croire, à gauche, que la critique de cette dérive suffit à la prise de conscience, que la désespérance mène à la lutte, ou plus grave encore, en ne retenant que les symptômes inquiétants de la société penser qu'elle se droitise et l'on justifie ainsi, même à son corps défendant, les pires renoncements de la gauche. Déçus, nos concitoyens sont déboussolés, le « ni gauche, ni droite » pro-

ensemble et qu'ils sont lucides sur les causes de la dégradation : la montée des inégalités et la crise économique et sociale. Ils résistent au chacun pour soi, dans leur grande majorité.

À une question posée dans un débat où un interlocuteur me demandait si l'ambition de « décrotter les indécrottables » n'était pas trop haute dans la

La désespérance, la description de la catastrophe annoncée sans les moyens de la conjurer, la critique sans perspective ne peuvent qu'alimenter nos adversaires, l'extrême droite la première. »

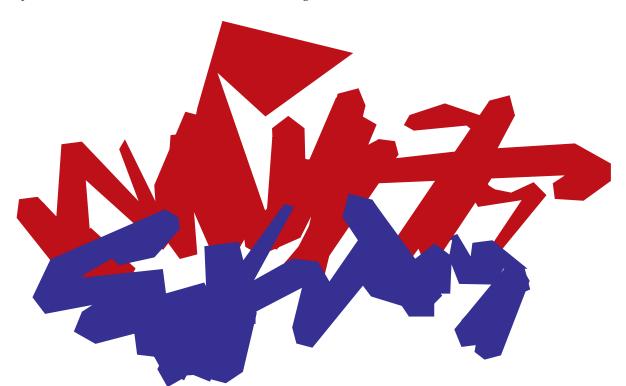
gresse, surtout à gauche. Comment s'en étonner ? Et le résultat est malheureusement là : radicalisation à droite, démobilisation à gauche. À ne pas confondre avec droitisation populaire généralisée.

MOBILISER SUR UNE PERSPECTIVE POSITIVE

À y regarder de plus près face à la droitisation bien réelle celle-là, des étatsmajors de droite et du Parti socialiste, on devrait s'étonner et se réjouir. Malgré tout, la société résiste. Elle se cherche certes mais ceux qui ont voté pour le changement en 2012 sont déçus, mécontents de Hollande non pas parce qu'il est trop à gauche mais parce qu'il ne l'est pas assez. « Nous n'avons pas voté pour cela » disentils. Et ils ont raison. Une enquête publiée par le journal Le Monde daté du 13 décembre 2013, montre, une nouvelle fois, que nos concitoyens sont attachés à l'égalité, au vivre situation actuelle, j'ai répondu « mobilisons déjà les mobilisables ». Et ils sont très nombreux! Tel est mon credo aujourd'hui, en étant convaincu que cette mobilisation se construira sur l'espoir et une perspective positive. La désespérance, la description de la catastrophe annoncée sans les moyens de la conjurer, la critique sans perspective ne peuvent qu'alimenter nos adversaires, l'extrême droite la première.

En 1955, au cœur de l'apartheid, Mandela et ses camarades pensaient une société de l'égalité et du vivre ensemble. Ce choix est aujourd'hui encensé par le monde entier. N'a-ton pas à en tirer enseignements pour notre combat ici et maintenant?

*Michel Laurent est responsable du LEM.



LA DROITE SUR UNE MAUVAISE PENTE

La droite démagogique et xénophobes est certes en progrès sur le Vieux continent. Mais elle reste marginalisée dans les différents pays, sans plus aucune position dans les exécutifs nationaux. Plus inquiétante est la dérive de la droite traditionnelle, qui use, elle aussi du registre démagogique, voire réactionnaire et xénophobe.

PAR GAËL DE SANTIS*

droite toute! Alors que les élections européennes se tiendront du 22 au 25 mai prochain selon les pays, les mouvements démagogiques sont à la manœuvre. S'ils siègent, on les trouvera à droite de l'hémicycle de Strasbourg, dans le groupe Europe libertés démocraties (ELD) qui compte aujourd'hui 31 élus, dans le groupe des conservateurs et réformistes européens (ECR, 57 élus) dominé par le Parti conservateur, britannique et enfin dans le groupe des non-inscrits dont 28 des 32 membres sont eurosceptiques ou d'extrêmedroite.

LES DROITES EUROSCEPTIQUES, RÉACTIONNAIRES, XÉNOPHOBES ET DÉMAGOGIQUES EN EUROPE

Très diverses et parfois sans possibilité de travail entre elles, les droites eurosceptiques, réactionnaires, xénophobes et démagogiques comptent 116 parlementaires, soit 15,14 % de l'assemblée élue selon un scrutin proportionnel avec des modalités différentes selon le pays. C'est loin derrière la droite du Parti populaire européen (274 élus), les socialistes et démocrates (194 élus).

Il reste qu'ils pourraient progresser au mois de mai. Dans certains pays, on observe qu'ils ont le vent en poupe aux élections nationales, à l'image du Front national (FN) français. Les dernières élections législatives autrichiennes le 29 septembre 2013 ont vu l'affirmation du Parti libéral (FPÖ), avec 20,51 % des suffrages, soit une hausse de trois points sur 2008. L'autre formation d'extrême-droite, le BZÖ est en baisse de 4 points. Mais une autre formation de droite, toute nouvelle, l'Équipe Stromach a recueilli 5,73 % avec un discours anti-euro. Au Royaume-Uni, on prédit une progression de du Parti de l'Indépendance (Ukip), mais aussi du Parti national britannique (BNP) aux accents ouvertement xénophobes. En Suède, jusqu'ici épargnée, l'extrême droite des démocrates suédois a fait son entrée en septembre 2010 au Riksdag, le parlement national, et espère dépasser, lors du scrutin européen les 5,7 % obtenus alors. En Allemagne, le petit parti anti-euro, proche de certains milieux patronaux, l'Alliance pour l'Allemagne a obtenu 4,7 % lors du renouvellement du Bundestag en septembre dernier.

Cette hausse est loin d'être généralisée. Ainsi, aux Pays-Bas, le Parti de la liberté de Geert Wilders a enregistré une baisse de 5,3 % en septembre 2012, mais reste à un niveau élevé (10,1 %). Même chose pour le Parti populaire danois (DF), qui en septembre 2011 a recueilli 12,3 %, en baisse d'1,6 points par rapport à 2007. En Italie, les séparatistes et xénophobes de la Ligue du Nord ont divisé leur score par deux entre 2008 et 2013. Une démagogie nouvelle apparaît, parfois issue de la gauche. C'est le cas du Mouvement cinq étoiles de Beppe Grillo, dont nombre des cadres et électeurs sont issus de la gauche. En février 2013, la formation du comique Beppe Grillo a recueilli le quart des suffrages, s'imposant comme premier parti du pays. Le comique génois surfe sur le rejet de la « caste » politique,

Le danger le plus important est la conversion des partis de droite traditionnels aux thèses des droites antifiscalistes, xénophobes ou souverainistes.»

pleine de privilèges (parfois inventés) et entachée par les affaires de corruption (bien réelles parfois), sur un rejet de l'euro, ainsi que sur le fait de ne soigneusement pas prendre position sur la question migratoire pour ne s'aliéner aucun électeur.

Existe également une droite « managériale » qui use des méthodes de l'entreprise (marketing, discours sur l'efficacité) pour trouver sa légitimité politique. Là sont classés Silvio Berlusconi, et dans une moindre mesure Nicolas Sarkozy. En octobre, en République tchèque, le très libéral et deuxième homme le plus riche du pays, Andrej Babis, leader d'Action des citoyens mécontents (ANO) a obtenu 18.65 %, ce qui devait faire de lui le ministre des Finances du cabinet à majorité sociale-démocrate en ce début d'année. Toutes ces droites subvertissent les sociétés démocratiques, mais restent contenues. Hormis l'ANO tchèque ou la Ligue du Nord italienne, ils ne parviennent pas à rentrer dans les exécutifs. Certains, tels le PVV néerlandais ou le DF

L'ÉMERGENCE DE PARTIS OUVERTEMENT FASCISTES

Si la majeure partie des formations démagogique ou souverainiste respectent les institutions démocratiques, on voit poindre, dans l'UE au moins deux partis ouvertement fascistes. Il s'agit du JOBBIK en Hongrie, qui a obtenu 16% lors des législatives de 2010 contre 14% lors des européennes un an plus tôt. Son organisation paramilitaire, la Garde magyare, qui intimidait les Roms et les juifs, a été dissoute par le gouvernement Orban. En Grèce, la participation du parti d'extrême-droite LAOS au gouvernement de grande coalition de Lucas Papademos (novembre 2011-mai 2012) a laissé la porte ouverte à Aube dorée, parti néonazi, qui organise des raids contre les syndicalistes et les immigrés. Malgré l'assassinat d'un chanteur et l'incarcération d'une partie de ses dirigeants, il pèse encore un peu plus de 5% dans les sondages.

danois ont pu soutenir par le passé des exécutifs de droite.

LA CONVERSION DES PARTIS DE DROITE TRADITIONNELS

Le danger le plus important est la conversion des partis de droite traditionnels aux thèses des droites antifiscalistes, xénophobes ou souverainistes. En Europe du Nord, si les droites ont longtemps soutenu une économie sociale de marché dans l'espoir de tailler des croupières aux puissants partis sociaux-démocrates, elles se sont converties à la fin des années 1990 et au début des années 2000 aux thèses anti-fiscalité du Parti du progrès (Norvège) ou du DF danois, qui ont été les fers de lance de la bataille contre l'État providence, avant d'entonner un nouveau registre, xénophobe et pseudo-social.

En Italie, en France, le Front national et la Ligue du Nord sont parvenus à imposer leurs thèmes dans le débat, au point de marquer de leur empreinte les partis de droite traditionnels que sont l'UMP ou le Peuple de la liberté de Silvio Berlusconi.

L'exemple le plus marquant de ces évolutions est le Royaume-Uni avec son Parti conservateur. Celui de l'actuel premier ministre David Cameron. Le chef de gouvernement a musclé son discours anti-immigrés, avec en fin d'année 2013, des attaques verbales contre les travailleurs roumains et bulgares qui profiteraient des allocations britanniques et la revendication d'une fermeture des frontières. Par ailleurs, le Parti conservateur est artisan d'une réorganisation de la droite libérale européenne. Après les européennes de 2009, il a fondé un nouveau groupe parlementaire à Strasbourg, ECR, aux accents anti-UE, mais sur une base libérale et souverainiste. Cela permet de rassembler la droite nationaliste et libérale des pays de l'Est, notamment l'ODS de l'ancien président tchèque l'ultra libéral Vaklav Klaus.

Face à l'instauration de grandes coalitions entre centre-gauche et centredroit un peu partout en Europe et au mécontentement auquel elles font face, une partie de la droite pourrait être tentée par la carte souverainiste et démagogique. Silvio Berlusconi, qui a rompu avec le gouvernement d'union nationale d'Enrico Letta, avec ses accents anti-Merkel, anti-euro et anti-bureaucratie, joue cette carte-là. En Hongrie, Viktor Orban qui provient de la dissidence au régime socialiste de Janos Kadar, a été libéral et centriste dans les années 1990. Il a désormais négocié un tournant ultraconservateur (criminalisation des SDF, attaques contre les medias, etc.) Ces deux sinistres sires pourraient ne pas être les seuls à s'aventurer dans cette voie dans les années à venir.

*Gaël De Santis est journaliste à l'Humanité.

REPÈRES

Groupe Europe libertés démocratie (ELD): Il comprend la Ligue du Nord italienne, le Parti populaire danois, le Rassemblement orthodoxe populaire (LAOS) grec ou encore de Parti de l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), ou le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers, etc.

Groupe Conservateurs et réformistes européens (ECR): Le groupe ECR lui est formé par des parlementaires de formations souverainistes de droite est-européennes et surtout par les élus du Parti conservateur britannique, qui refuse le fédéralisme des autres partis conservateurs européens tels la CDU allemande ou l'UMP française. Il comprend l'ODS tchèque, ainsi que des partis polonais et lituaniens.

Non-inscrits: On y trouve outre une poignée d'élus de gauche ou régionalistes non affiliés, les élus de la droite « non fréquentable » : le Front national français, le Parti de la liberté (PVV) néerlandais de Geert Wilders, le Vlaams Belang des flamands belges ou encore les néofascistes hongrois du Jobbik. Une poignée d'élus de ce groupe sont de gauche ou régionalistes, mais n'ont trouvé de place dans les autres groupes.



Soucieuse de mettre en œuvre une véritable élaboration collective du projet communiste, notre Revue donne naissance à une nouvelle rubrique des lecteurs. À chaque numéro, des lecteurs nous livrerons leurs réflexions sur les dossiers thématiques que nous réalisons.

Ce mois-ci, le philosophe ANDRÉ TOSEL* réagit au dossier du N° 34 consacré à la peur.

QUELLES PEURS? LES PEURS DE QUI?

Le dossier consacré à la Peur vient à son heure et il y vient de belle manière. Il part d'un constat : la peur est à la fois le thème infiniment ressassé des discours des politiciens de l'UMP-FN et du PS et un sentiment ou affect commun aux aspects protéiformes, éprouvé par des masses de citoyens et de sujets subalternes, privés à divers degrés de leur puissance singulière et collective d'agir social par le capitalisme et ses mécanismes d'aliénation propres. Le constat ne conduit pas à faire de la peur un affect passe-partout : la peur serait principe d'explication de l'obsession sécuritaire dans les villes dévastées par un urbanisme prédateur, par la misère et la délinquance; elle causerait la montée d'un populisme raciste, nationaliste et pro capitaliste; elle se constituerait en instrument de gestion et de soumission des salariés craignant pour leur emploi et redoutant la détérioration de leurs conditions de vie et de travail; elle deviendrait un facteur permanent de défiance à l'égard des jeunes stigmatisés comme barbares. Le dossier fait de la peur non un principe d'explication, mais un objet à expliquer, redoutable en raison de ses effets: puissance de déliaison sociale, obstacles aux solidarités permettant les convergences indispensables pour un changement réel, destruction de la pensée rationnelle. Les coordonnateurs du dossier, Florian Gulli et Jean Quétier, écrivent justement : « L'explication par la peur a quelque chose de mécanique, d'un peu trop facile parfois, qui la rend suspecte. L'enjeu n'est pas de se passer de cette catégorie, mais simplement de l'utiliser avec plus de circonspection, d'être attentif aux zones d'ombre que crée nécessairement toute grille d'analyse. À voir la peur partout, on risque de laisser s'échapper le réel luimême ».

« La peur existentielle qui frappe nos sociétés est celle de la catastrophe imminente d'une civilisation, privée pour le moment des moyens de la conjurer. »

La peur n'est pas partout et nulle part comme s'efforcent de l'accréditer avec un cynisme éhonté les média qui, tous les jours, s'exercent à exploiter les violences de notre monde pour épouvanter le public, pour mieux l'habituer aux politiques qui tout à la fois engendrent la peur et font semblant de la combattre par un appelà une sécurité - qui est un droit légitime - mais passent sous silence les causes systémiques de cette insécurité. Celle-ci n'est pas simplement physique, sociale, elle est historiquement existentielle; elle est reproduite sous des formes nouvelles par un système socio-historique qui rend les masses d'hommes sans puissance causale d'agir, les domine en se constituant en puissance sociale incontrôlable sous la forme du Capital et de la soumission réelle des classes populaires, des groupes frappés d'apartheid dans la vie sociale, en leur ôtant sans prévenir les moyens de reproduction et de production de vivre une existence digne et sensée. Quand les signes de catastrophe réelle se multiplient et que les dominants de cette société, pour mieux en profiter, s'enfoncent dans la production de l'existence comme catastrophe (villes invivables, conditions écologiques devenant intolérables, inégalités injustifiables, violences racistes insupportables), il n'est pas étonnant que la peur devienne un affect en voie

d'expansion mystifiant l'enquête différenciée sur ses causes et le moment de la catastrophe.

Spinoza pourrait être un guide utile en la matière. Il traite la peur comme un des affects anthropologiques et politiques inscrits dans ce qu'il nomme la fluctuation de l'esprit, oscillation pendulaire indéfinie entre deux affects opposés modulants soit la joie soit la tristesse, ces deux modes primaires du désir d'exister en régime d'imagination: la joie est sentiment d'augmentation de notre puissance d'agir et de penser, la tristesse sentiment de diminution de la même puissance. Ainsi la peur en général s'opposet-elle à l'espérance dont elle est inséparable et avec qui elle covarie en sens inverse. Qui a peur espère aussi ne plus avoir peur de ce qu'il redoute advenir dans le futur ou imagine être advenu dans le passé. Qui espère en quelque chose à venir augmentant sa puissance de penser a secrètement peur que cette espérance soit détrompée et imagine que des objets et des situations redoutables ne se présentent pas. Ces deux affects sont des affects de l'imagination et ils se manifestent temporellement ou comme un état de doute relatif à ce qui advient, ou comme manque de certitude quant à l'objet ou la situation redoutés ou espérés. « L'espérance n'est rien d'autre qu'une joie inconstante née de l'image d'une chose future ou passée dont nous doutons de l'événement. La crainte (metus) au contraire est une tristesse inconstante également née de l'image d'une chose douteuse » (Éthique III, p. XVII et scolie). Si espérance et crainte sont des affects qui ont nourri la production d'événements heureux ou malheureux, si pendant longtemps ces deux affects étaient à la base de la superstition en tant que croyance en des êtres divins qui gouvernaient dans un imaginaire efficace nos vies en nous choisissant pour le bonheur ou le malheur, aujourd'hui c'est la puissance de la société capitaliste aliénée comme système anonyme, impersonnel et incontrôlable qui domine effectivement nos actions vouant les uns à la richesse de l'accumulation et les autres à la misère de l'exploitation, tout en condamnant les uns et les autres à l'incertitude quant aux effets de son pouvoir de vie ou de mort sociale. La peur existentielle qui frappe nos sociétés est celle de la catastrophe imminente d'une civilisation, privée pour le moment des moyens de la conjurer. Se constitue ainsi une sorte d'accumulation primitive d'un capital fluctuant de peur dans une société dominée par l'abstraction du capital.

LA PRODUCTION DU CAPITAL PHOBIQUE COMME PUISSANCE ANONYME ET ALIÉNÉE DU CAPITAL

Ce capital phobique se reproduit tant que la société demeure cette puissance abstraite et impersonnelle dont les mécanismes transforment les sujets qui s'objectivent en elle - et y demeurent sujets - en sujets-objets, sujets de peur et objets de peur. Cette peur socioexistentielle est un affect triste qui comme tel est mauvais en ce qu'il signifie une diminution de la puissance d'agir, notamment de la part des producteurs et des subalternes qui craignent les aléas des crises économiques et sociales, aiguisés en crises politiques. Cette peur peut même se radicaliser en désespoir (desperatio) si le doute est levé quant à l'incertitude de l'événement phobique. Elle peut de même s'inverser en espérance devenant sécurité (securitas) si naît la certitude d'obtenir la situation espérée. « Les affects d'espérance et de crainte ne peuvent être bons par eux-mêmes » (Éthique IV, p. XLVII) parce qu'ils sont imprégnés de tristesse. Ils peuvent être bons seulement s'ils peuvent être contrariés par la joie: c'est le cas lorsqu'on échappe au danger redouté, la peur jouant alors un rôle de signal. C'est aussi le cas, lorsque chacun redoutant le danger émané d'un autre considéré comme rival ou ennemi, constitue avec chacun par accord réciproque une puissance collective chargée de trancher les différends, d'émaner des lois d'intérêt public et de sanctionner les infractions. En ce cas, la peur de chacun à l'égard de tous se transforme en obéissance à une puissance publique que chacun et tous redoutent et qui en s'imposant à chacun évite que chacun et tous vivent dans la peur permanente et réciproque les uns des autres. Une peur de la loi est donc politiquement utile, mais elle ne fait que suppléer l'affect positif par excellence, l'amour joyeux d'une loi réellement commune inscrite dans une socialisation par coopération.

L'espérance et la crainte présentent de ce point de vue un avantage relatif. « Car si les hommes dont l'âme est impuissante étaient tous d'un égal orgueil, également dépourvus de honte et de crainte, comment pourrait-on les réunir par des liens et les enchaîner. La foule est terrible quand elle est sans crainte. [...] En vérité on peut beaucoup plus facilement conduire ceux qui sont sujets à ces affects que les autres à vivre enfin sous la conduite de la raison » (Éthique IV, p. LIV, scolie). Il demeure que « Qui est mené par la crainte et fait le bien pour éviter le mal, n'est pas mené par la raison » (Éthique IV, p. LXIII).

« La lutte contre ces peurs est lutte pour une civilisation délivrée du capital et des conflits identitaires d'altérités ennemies. »

Ce cas est en fait significatif de la socialisation opérée par la peur politique; il est celui du contrat social tel que l'anglais Hobbes, le grand philosophe bourgeois de la dictature étatique «rationnelle», l'expose. Le pacte public de Hobbes est le fruit de la peur de chacun et de tous face à leur propre socialité asociale qui est celle de l'existence en régime capitaliste et en même temps le pacte est l'antidote de la peur universelle en ce qu'il produit une socialisation propre à réguler cette socialité asociale. Ce cas est en fait partiellement fictif, car il concerne la situation d'un territoire donné et son organisation politique telle que la peur que les masses éprouvent face à l'État neutralise la peur qui meut l'État face aux masses. La raison prescrit de vivre sans peur face à la puissance sociale, anonyme, mais la puissance du capital reproduit cette peur en ce qu'elle est étrangère et aliénée. La fin de cette peur serait seule rationnelle, mais cela suppose que la puissance commune universelle soit à même de résorber et de contrôler la puissance anonyme et impersonnelle du capital, source du capital phobique existentiel.

Mais ce capital phobique n'est pas identifié ni compris avec assez de précision par les individus de cette société. La peur ou crainte et l'espérance empêchent l'esprit de connaître les raisons qui les produisent et leur donnent leur efficacité. « Ces affects indiquent un défaut de connaissance et une impuissance de l'esprit » (Éthique IV, p. XLVII, scolie). Il ne suffit pas, en effet, de connaître les causes de production du capital phobique fluctuant qui est propre à la société impersonnelle, constituée en puissance étrangère. Il s'agit en quelque sorte d'examiner les formes multiples, transformées ou dérivées de cette peur universelle.

Comme il faut un grand effort de connaissance pour expliquer la production du capital phobique comme puissance anonyme et aliénée du capital, il suit que peu d'hommes parviennent à cette connaissance ; ils en ont une représentation confuse et mutilée. Pire, à cette peur se surimpose une pluralité de peurs possibles qui ont pour objet d'autres objets que l'on peut dire transitionnels, voire substitutifs. « N'importe quelle chose peut être par accident cause d'espérance et de crainte » (Éthique III, p. L). Cela tient au fait que la logique pure du capital est toujours accompagnée de logiques liées aux différences anthropologiques – sexe, âge, appartenances à des entités comme les nations, les communautés ethniques, religieuses. Les individus porteurs de ces

différences peuvent se considérer les uns les autres comme des autres, comme concurrents, comme adversaires ou ennemis. Ils peuvent nourrir des sentiments de peur les uns envers les autres, en tant que membres de telle ou telle entité. Si un individu auquel nous sommes liés comme à un semblable éprouve en certaines occasions de la peur face à d'autres individus qualifiés comme des non semblables en fonction de ces différences, l'imitation des affects nous conduit à éprouver la même peur que lui et nous dispose à faire disparaître l'objet de cette peur en le rangeant sous la catégorie générale de cette non semblance (Éthique, III, p. 16 et 45-46). Le capital phobique inclut cette différenciation de peurs différentes entre semblables dissemblables : les étrangers, les arabes, les non occidentaux. La peur peut devenir haine sans que le capital phobique soit mis en question ; il change d'objets.

VIVRE SANS PEUR

On a l'embryon des mécanismes producteurs des peurs identitaires qui sont à la base des nationalismes, des racismes, des luttes religieuses, des imputations de terrorisme. Ces mécanismes phobiques produisent une différentiation de capitaux phobiques. Ce sont ces divers « autres » qui figurent par déplacement la puissance sociale anonyme et aliénée de la société du capital et qui doivent être combattus. Ces luttes attestent la permanence et l'aggravation de la paradoxale socialité asociale de notre monde. Ainsi les travailleurs malmenés par la logique capitaliste ne forment pas spontanément des collectifs unissant des individus porteurs de différenciations anthropologiques et ils peuvent voir en d'autres nationaux, en d'autres hommes marqués par des différences, des objets de peur, des rivaux, des concurrents et des ennemis. De même, des majorités de citoyens nationaux peuvent redouter des minorités qui organisées sur le même territoire sont perçues comme des forces d'invasion et de corruption à éliminer ou comme des parasites vivant sur le dos d'une nation appelée à les expulser pour se concentrer sur sa pureté d'essence. Les majorités démocratiques apeurées peuvent se faire prédatrices de minorités inquiètes qui peuvent à leur tour entrer dans le cercle infernal de la peur et de la haine, de la violence réactive.

Vivre sans peur est depuis Épicure l'intention de la philosophie : sans peur des autres, sans peur de la puissance sociale aliénée, sans peur des dieux, sans peur de la mort. Vivre sans peur depuis Marx, c'est vivre sans la peur de l'asociale socialité qu'inspire la puissance impersonnelle du capital et sans les peurs inscrites dans la différenciation anthropologique des autres qui accompagnent le capital. La lutte contre ces peurs est lutte pour une civilisation délivrée du capital et des conflits identitaires d'altérités ennemies. Cette lutte se mène au quotidien et a pour horizon la promotion des affects qui augmentent la puissance d'agir et de penser, singulière et collective, donc d'affects de la raison en tant que détermination du commun. Il ne suffit pas de connaître le lien qui articule ces deux logiques. Il s'agit d'éradiquer à la racine les causes de ces peurs et de rendre impossible tout à la fois le capital phobique universel engendré par le capital et les capitaux phobiques des peurs multiples qui sont liés aux différenciations anthropologiques. Cela exige une culture permanente de ce qu'il faut nommer un affect de la raison, le sens du commun, et une culture du courage. Une politique antiphobique implique comme condition de sa réalisation à plus long terme une éthique qui doit intervenir en chaque expérience phobique. « Aussi longtemps que nous n'avons pas la connaissance parfaite de nos affects, le mieux que nous pouvons faire, c'est de concevoir une règle de vie correcte, autrement dit des principes de vie précis, de les graver dans notre mémoire et de les appliquersans cesse aux choses particulières qui se rencontrent couramment dans la vie afin qu'ainsi notre imagination s'en trouve largement affectée et que nous les ayons toujours sous la main » (Éthique, V, p. X, scolie).

*André Tosel est philosophe. Il est professeur émérite de philosophie à l'université de Nice Sophia-Antipolis.

LA REVUE DU PROJET BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL (À L'ORDRE DE LA REVUE DU PROJET. REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS). Durée 1 an/10 numéros BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL □ Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du Projet» □ Standard : 56 € □ Chômeurs/étudiants : 40 € □ Souscription : 72 € SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr À envoyer à l'adresse ci-dessus.						
Nom & prénom						
Adresse						
Code postalVille						
Adresse électroniqueMobile(*)						
(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement Date :						
X						
RÈGLEMENT par prélèvement automatique (remplir formulaire ci-dessous).						
BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an)						
LA REVUE DU PROJET REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF ☐ Je coche le prélèvement souhaité et remplis les cases ci-dessous à l'aide d'un RIB ☐ Standard : 4 X 14 € = 56 € ☐ Chômeurs/étudiants : 4 X 10 € = 40 € ☐ Souscription : 4 X 18 € = 72 € Les prélèvements seront effectués le mois suivant le renouvellement de l'abonnement. L'abonnement est renouvelé automatiquement, sauf avis contraire de l'abonné. Remplir et signer la demande et l'autorisation de prélèvement, renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de caisse d'épargne (RICE). DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT La présente demande est valable jusqu'à l'annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier. DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR						
Nom :				DU COMPTE À DÉBITER		
			Adresse:			
Code établissement	Code guichet	Numéro du compte	Clé RIB			
Date :						
J'autorise l'Établiss	sement tene rélèvements	PRÉLÈVEMENT sur de mon compte à prélever sur ce dernie s ordonnés par le créancier ci-dessous. En	N° national d'émetteur : 530622			
		e suspendre l'exécution par simple deman plerai le différend directement avec le créar	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER Association Paul-Langevin 6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 PARIS CEDEX 19			
Nom :						
Code établissement	Code guichet	Numéro du compte	Clé RIB	Nom: Adresse:		

Date :..... Signature :

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) postal (RIP) ou de caisse d'épargne (RICE).

LA REVUE DU PROJET

CHAQUE MOIS UN THÈME QUI VOUS CONCERNE POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE UN PROJET D'ÉMANCIPATION HUMAINE

























En ligne sur : http://projet.pcf.fr

CITOYENNES, CITOYENS... PARTICIPEZ!

«BEAUCOUP METTENT DE L'ÉNERGIE À RÉSISTER, IL EN FAUT TOUT AUTANT QUI SE MÊLENT DU DÉBAT POLITIQUE!»

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a invité ainsi l'ensemble des forces sociales, syndicales, associatives, à investir le débat d'idées et à participer à la construction d'une véritable alternative politique à gauche.

Nous voulons nous appuyer sur l'expérience professionnelle, citoyenne et sociale de chacune et chacun, en mettant à contribution toutes les intelligences et les compétences. *La Revue du projet* est un outil au service de cette ambition. Vous souhaitez apporter votre contribution ? Vous avez des idées, des suggestions, des critiques ? Vous voulez participer à un groupe de travail en partageant votre savoir et vos capacités avec d'autres ?

LAISSEZ-NOUS VOS COORDONNÉES, NOUS PRENDRONS CONTACT AVEC VOUS. OU ÉCRIVEZ-NOUS PAR COURRIEL À : revue@pcf.fr

Nom:	. Prénom :
Adresse postale :	
Portable :	. Adresse électronique :
Profession :	
Centre d'intérêt et/ou compétences :	

La Revue du projet - 2, place du Colonel-Fabien - 75019 Paris

La Revue du Projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Patrice Bessac

Rédacteur en chef: Guillaume Roubaud-Quashie • Secrétariat de rédaction: Noëlle Mansoux • Comité de rédaction: Caroline Bardot, Hélène Bidard, Davy Castel, Igor Martinache, Nicolas Dutent, Amar Bellal, Marine Roussillon, Côme Simien, Renaud Boissac, Étienne Chosson, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette, Michaël Orand, Pierre Crépel, Florian Gulli, Jean Quétier, Séverine Charret, Vincent Bordas, Nina Léger, Franck Delorieux, Francis Combes • Direction artistique et illustrations: Frédo Coyère • Mise en page: Sébastien Thomassey Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) Imprimerie: Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal: mars 2014 - N°35.

ISSN 2265-4585 - Numéro de commission paritaire : 1014 G 91533.

LE GRAND ENTRETIEN

L'oppression de classe est sexuée

Tandis que le droit à l'IVG est attaqué en Espagne et que les droits des femmes sont contestés dans un nombre croissant de pays, les féministes du monde entier se préparent à un 8 mars de lutte. **Laurence Cohen**, responsable nationale Droits des femmes/Féminisme du PCF et sénatrice du Val-de-Marne, livre son analyse de l'actualité et situe le féminisme au cœur des combats pour l'émancipation humaine.

l'attaque de la droite espagnole contre le droit à l'IVG?
La droite espagnole au pouvoir est des plus conservatrices, le projet de loi Ruiz-Gallardon remettant en cause le droit à l'avortement pour toutes les femmes en est la confirmation. Alors qu'en 2010 les luttes des femmes finissent par payer – légalisation de l'IVG pendant les 14 premières semaines – le gouvernement du Parti populaire concède en décembre der-

nier aux ultraconservateurs et à l'Église,

un projet de loi intitulé « protection de

la vie du concu », n'accordant le droit à

omment analysez-vous

reculer le gouvernement espagnol.

Il n'y a pas qu'en Espagne où la situation est grave. En Europe, les conservateurs politiques et religieux s'organisent, le rejet par le parlement européen, en décembre dernier, du rapport Estrela sur les droits sexuels et génésiques en est l'illustration criante.

Le droit à l'avortement est menacé partout : la Pologne a aboli ce droit, Malte, Chypre, la Hongrie et l'Irlande ont des législations terriblement restrictives en la matière.

En France, depuis dix ans, les économies sur le budget de la santé se sont notamment traduites par la fermeture de 130 centres IVG, ce qui conduit de plus en proposer une approche « intégrée ». Malheureusement le texte initial est encore plus en recul après son passage à l'Assemblée Nationale. La deuxième lecture au Sénat (mi-avril) sera donc l'occasion à nouveau de porter nos exigences.

Rien sur la précarité et le développement du temps partiel, qui auraient mérité qu'on s'y attaque avec détermination, tant ils amplifient les inégalités et la pauvreté des femmes. Des mesures de dissuasion telles que le relèvement des cotisations patronales à un niveau équivalent à celui d'un temps de travail plein, ou encore l'application de sanctions en cas de non-respect de ces obligations de négociation, de réalisation d'un rapport de situation comparée, ou des mesures permettant de réduire les inégalités auraient été possibles. Tous les amendements dans ce sens proposés par notre groupe au Sénat ont été retoqués sous le prétexte que l'accord national interprofessionnel (ANI) sur la sécurisation des parcours professionnels fait loi. Le seul article censé réduire la précarité concerne la garantie de paiement de la pension alimentaire par la caisse d'allocations familiales.

Dans le chapitre consacré au congé parental, la loi propose de créer les conditions pour que les deux parents puissent prendre part à l'éducation des enfants, en permettant aux pères de prendre les six derniers mois du congé parental d'éducation. C'est une fausse bonne idée

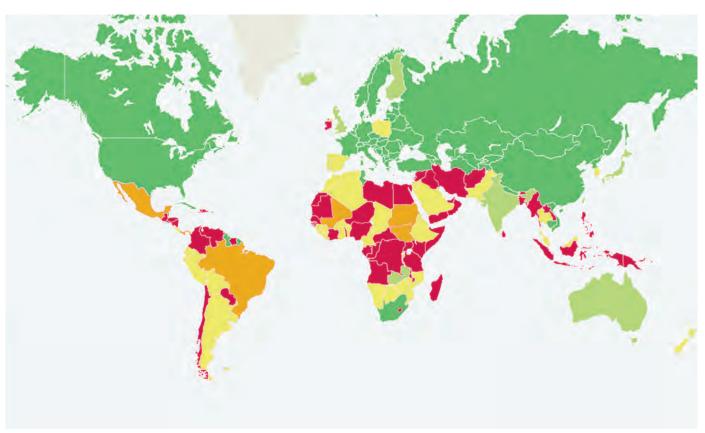
Il n'y a pas qu'en Espagne où la situation est grave. En Europe, les conservateurs politiques et religieux s'organisent »

l'avortement qu'en cas de viol avéré et de mise en danger physique et psychologique de la mère. Le gouvernement espagnol doit maintenant faire approuver ce projet de loi par le parlement, dominé par le Parti populaire. Cependant, les conservateurs espagnols sont, euxmêmes, divisés sur le sujet, tant le projet de loi est restrictif et rétrograde. En outre, les manifestations gigantesques du 1er février en Espagne et celles en solidarité partout en Europe, pourraient faire

plus de femmes à se rendre dans d'autres pays pour avorter (dont l'Espagne!). Et malgré les déclarations et les manifestations de la gauche rassemblée sur cette question, aucun moyen humain ni financier n'a été dégagé pour la réouverture de ces centres.

Quel regard portez-vous sur la loi pour l'égalité femme/homme ?

Les associations féministes attendaient beaucoup de cette loi « cadre », censée



Source: World's Abortion laws 2005, Center for reproductive rights, www.reproductiverights.org

Avortement illégal autorisé uniquement s'il permet de sauver la vie de la mère.

Avortement illégal autorisé uniquement s'il permet de sauver la vie de la mère et en cas de viol.

Avortement autorisé en cas de viol ou si la santé (physique ou psychique) de la mère est menacée. Avortement autorisé en cas de viol pour des raisons de santé, ou en cas de difficultés socioéconomiques. Avortement légal mais parfois restreint de fait par le refus ou le manque de moyens des sevices de santé. Une trentaine d'États des États-Unis prévoient des restrictions à la loi. Données non disponibles

qui bute sur le niveau des salaires et le montant de l'allocation. Les conditions de travail, les bas salaires, le coût de l'accueil des enfants sont les raisons qui conduisent 94 % des femmes à prendre ce congé parental. Les six derniers mois seront perdus si le père ne les prend pas et les femmes continueront d'être dis-

lences, rien pour une juridiction spécifique, peu de moyens à la formation de tous les interlocuteurs (police, justice, médecins, etc.). Enfin, rien concernant les femmes migrantes victimes de violences (nous avions proposé, au Sénat, la prolongation automatique de leur titre de séjour, l'Assemblée a supprimé cette

« La nécessité de voter une loi-cadre contre les violences faites aux femmes reste donc toujours d'actualité. Elle est prête et a été déposée au Sénat comme à l'Assemblée nationale par nos groupes respectifs. »

criminées en raison de ces temps non travaillés.

Dans le volet consacré aux violences, s'il faut se féliciter du renforcement de l'ordonnance de protection et de l'éviction du conjoint violent, la médiation pénale mettant en présence la victime et l'accusé – dont le retrait avait été obtenu par notre groupe au Sénat – a été réintroduite par l'Assemblée. Il n'y a toujours rien concernant le remboursement à 100 % des soins consécutifs aux vio-

disposition). Quant aux associations en charge d'intervenir sur le terrain des violences, leurs subventions diminuent d'année en année.

Enfin, et c'est à déplorer, cette loi ne prévoit pas de campagne publique d'information et de sensibilisation pour faire évoluer les mentalités concernant le partage des tâches.

Beaucoup de bruit pour peu d'avancées dans un moment politique où la croisade des « Pro-Vie », des anti-mariage pour toutes et tous, des détracteurs de l'ABCD de l'égalité proposé dans les écoles, constitue une grave menace contre les droits des femmes.

La nécessité de voter une loi-cadre contre les violences faites aux femmes reste donc toujours d'actualité. Elle est prête et a été déposée au Sénat comme à l'Assemblée nationale par nos groupes respectifs.

Au travail, malgré les lois, l'égalité salariale n'est toujours pas la règle. Comment y parvenir?

Et si l'on commençait par la mise en place de mesures coercitives pour une réelle application des lois existantes! Qui, rappelons-le, devraient déboucher chaque année sur des négociations favorisant l'égalité professionnelle (embauches, salaires, promotions) au niveau des branches et des entreprises. Nous pourrions punir pénalement les atteintes à l'égalité professionnelle considérées comme une discrimination. Créer dans chaque entreprise une commission avec obligation de résultats, chargée de contrôler l'égalité véritable des femmes. Mettre en place un corps d'inspecteurs pour le suivi de la mise en œuvre de l'égalité. Supprimer le temps de travail partiel contraint.

Nombre de femmes sont cantonnées dans des emplois non reconnus comme ceux des services à la personne, ceux de l'hôtellerie, du commerce. Très faiblement rémunérés, ces emplois sont source de précarité, ce qui permet au patronat d'imposer le travail du dimanche. Il est temps aujourd'hui de reconnaître ces emplois comme socialement utiles avec un véritable statut et les rémunérations adéquates.

De même, alors qu'on nous vantait le seuil minimal de 24 heures hebdomadaires pour le temps partiel, introduit dans l'ANI du 11 janvier 2013, le gouvernement tente de revenir sur cette mesure au travers du projet de loi sur la formation professionnelle, en retardant son application.

En décembre, une loi pénalisant les clients de prostituées a été adoptée. Pourquoi y êtes-vous favorables ?

Il s'agit plus exactement d'une proposition de loi dont le processus d'adoption

n'est pas terminé, puisque le Sénat ne l'a pas encore examinée. Ce projet ne se résume pas à la « pénalisation du client », mais il est vrai que les polémiques ont été très fortes autour de cette disposition qui allait reléguer la prostitution dans la clandestinité et les prostituées à des conditions d'exercice dégradées... Il faut clarifier les choses.

La « pénalisation du client » est un des leviers de lutte contre le système prostitutionnel. Il est à inclure dans un ensemble de mesures articulées qui comprend la suppression du délit de racolage - lequel ne pénalisait que les prostituées -, la lutte contre les réseaux mafieux de trafic d'êtres humains et de proxénétisme, et des mesures visant à l'accompagnement et la réinsertion des prostituées. Pénaliser le client, c'est à la fois assécher le très juteux marché qui nourrit le système prostitutionnel, et responsabiliser ceux qui participent de ce système de domination, où le corps est perçu comme une marchandise et la démarche de l'acheter considérée comme légitime. En Suède, où depuis 1998 le client prostitueur est pénalisé par la loi, les résultats sont sans équivoque: la prostitution recule.

Être communiste, c'est se battre pour une société de liberté, d'égalité, d'émancipation humaine.

C'est pourquoi, nous dénonçons toute idée de réglementarisme de la prostitution, qui ne peut en aucun cas être considérée comme un métier. Mais nous militons pour l'accompagnement des personnes qui se prostituent, afin qu'elles puissent sortir du système prostitueur. Notre parti s'est distingué comme un parti abolitionniste depuis de nombreuses années. Ainsi en 2002, nous organisions avec les associations un colloque intitulé: « Agir ensemble contre la traite des personnes et la prostitution » dont les actes ont été publiés sous forme de brochure.

Ne pas remettre en cause la prostitu-

BRÈVES DE SECTEUR

« Théorie du genre », la scandaleuse déscolarisation des enfants

Un appel lancé par un collectif proche des mouvements nationalistes invite depuis plusieurs jours les parents à déscolariser leurs enfants pour protester contre les « ABCD de l'égalité ».

Ce programme, qui vise à transmettre « les valeurs d'égalité et de respect entre filles et garçons », inculquerait, selon ce collectif, « la théorie du genre » aux élèves, théorie derrière laquelle se cacherait le « lobby LGBT ».

Ce collectif est en réalité un repaire d'ennemis de l'égalité qui instrumentalisent les enfants pour faire avancer leurs thèses obscurantistes et complotistes. Il est, par ailleurs, totalement irresponsable d'appeler des parents d'élèves à retirer leurs enfants de l'école. Je note avec stupéfaction qu'un certain nombre d'élus de la République dont M. Copé, président de l'UMP, cautionnent une telle initiative.

Au moment où les mouvements de haine s'expriment de manière de plus en plus décomplexée, il est plus que jamais nécessaire de promouvoir avec énergie les valeurs d'égalité et de respect dès le plus jeune âge.

> IAN BROSSAT LGBT

Sombre résultat en Suisse

Avec quelques voix de trop, le référendum, à l'initiative de l'extrême droite suisse qui demandait la « limitation » de l'immigration, a été adopté. Le gouverne-

ment helvétique a désormais trois ans pour proposer une nouvelle législation qui tienne compte de ce résultat. C'est un dimanche noir pour la démocratie helvétique.

Le racisme et la xénophobie distillés par l'UDC depuis des années et la faible réaction des partis de droite et du centre à cette offensive réactionnaire n'a pas aidé à éclairer le débat. Avec 3 % de chômeurs et des centaines de milliers de travailleurs frontaliers qui viennent parce que les ressortissants suisses ne peuvent occuper tous les emplois disponibles, on aurait pu croire que la tolérance légendaire des suisses serait un antidote puissant aux thèses xénophobes. Mais le discours anti-système et le bruyant soutien du patronat suisse au « non » de peur de l'isolement et de la réduction des débouchés aux produits suisses ont pu aussi avoir un effet repoussoir. La Suisse est dure pour l'immigration des salariés mais elle reste très ouverte aux capitaux et aux dépôts des résidents étrangers milliardaires dans ses banques.

La mobilisation des suisses contre le racisme et contre les thèses xénophobes de l'UDC doit monter d'un cran. Nous soutenons l'appel de nos camarades du Parti suisse du travail à ne pas laisser passer une nouvelle loi sur l'immigration encore plus restrictive. La majorité du peuple suisse n'est pas tout le peuple suisse et faisons confiance à celles et ceux qui continuent d'expliquer que l'étranger n'est pas l'ennemi intérieur. Ce sont bien celles et ceux qui se servent des banques suisses pour cacher leur magot douteux, qui pillent jour après jour le monde, qui sont à blâmer. N'oublions jamais que l'immense majorité des Suisses ne profitent pas de cette richesse.

GILLES GARNIER EUROPE tion, c'est rejeter pour des décennies l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le gouvernement, malgré ses promesses, a renoncé à l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de femmes. Quelle est votre réaction?

Pas uniquement sur la PMA! C'est la loi globale sur la famille qui tombe aux oubliettes! Il recule devant les « pressions » de quelques centaines de milliers de personnes, tenants d'une vision traditionaliste de la famille. Ce mouvement instrumentalisé par la droite qui, n'ayant rien à dire contre la politique d'austérité du gouvernement, et pour cause, envahit la rue pour structurer un projet de société réactionnaire. Cet énième renoncement du gouvernement est consternant.

Selon le Parti socialiste, la société française ne serait « pas prête ». Mais quand le gouvernement Mauroy a voté l'abolition de la peine de mort en septembre 1981, où en était la société?

Revenons-en à cette loi qui devait également autoriser la PMA aux couples de femmes. La PMA est une technique de procréation ouverte aux couples infertiles. Les femmes lesbiennes devraient la réforme du mode de scrutin pour les élections départementales destinées à garantir la parité. Ainsi, en mars 2015, les conseillers départementaux seront élus au scrutin majoritaire binominal mixte. Rejeté en vain par le Sénat, ce nouveau mode de scrutin nécessite un redécoupage des cantons dont le nombre sera divisé par deux.

Passer par l'élection d'un binôme paritaire, n'est-ce pas un constat d'échec? Le refus de faire bouger les mentalités sur des stéréotypes qui assignent aux femmes et aux hommes un rôle bien déterminé? Au fond, c'est admettre que les femmes ne peuvent être élues seules! Mais ce binôme, c'est aussi une instrumentalisation de la parité pour tuer le pluralisme. Là, où il pouvait y avoir deux élus de sensibilités politiques différentes sur deux cantons distincts, il y aura une femme et un homme de même sensibilité politique.

L'égalité en politique, comme dans tous les domaines, est un combat qu'un gouvernement de gauche devrait avoir l'objectif de mener!

Si des évolutions se sont produites grâce aux lois imposant l'obligation de parité, le monde politique se caractérise toujours et encore par un sexisme ordinaire.

L'égalité en politique, comme dans tous les domaines, est un combat qu'un gouvernement de gauche devrait avoir l'objectif de mener »

à toutes les femmes qui le souhaitent d'être mères et protéger sur le plan juridique les enfants issus de ces unions. Par contre, nous sommes totalement opposés à la gestation pour autrui (GPA) qui institue la marchandisation du corps des femmes, porte ouverte à des trafics honteux. Louer le ventre d'une femme pour répondre à un désir d'avoir un enfant à tout prix, c'est bâtir une société où tout est marchandise, sans aucune limite. S'il est légitime de vouloir fonder une famille, explorons les pistes qui le permettent dans le respect des enfants et de la dignité de chacune et chacun. Ainsi, l'adoption doit être facilitée pour les couples de même sexe, notamment par le biais d'interventions diplomatiques de la France en direction des pays d'origine de nombreux enfants adoptés.

pouvoir y avoir accès. Il faut permettre

Au nom de la parité, un scrutin majoritaire binominal a été mis en place pour les élections cantonales. Qu'en pensez-vous?

En effet, l'Assemblée nationale a adopté

Il s'exprime de différentes manières, notamment par la désignation de candidates dans des circonscriptions « difficiles », voire « ingagnables », mais aussi par le fait qu'elles sont souvent choisies pour la « valeur ajoutée » dont elles sont porteuses (origine, âge, engagement associatif, disponibilité réelle ou supposée...). Il s'exprime également par une sous représentation des femmes dans bon nombre de fonctions électives, par une majorité de tête de liste masculine, y compris dans nos rangs.

En 2014, 70 ans après la conquête du droit de vote, il est temps de créer les conditions pour que les deux chambres soient paritaires et que les femmes accèdent aux fonctions de maires, de présidentes de région, ou de conseils généraux, et pas à dose homéopathique! Partager le pouvoir, c'est accepter le fait que la société est plurielle, sexuée, et qu'aucun individu n'a de prédispositions pour exercer une responsabilité. La société s'est construite à partir de normes masculines, les institutions, les lieux de décisions, le pouvoir ont été

réfléchis et organisés à partir de ces normes et donc par les hommes. Partager ce pouvoir, c'est bousculer les mentalités, c'est renverser cet ordre établi. Ce sont toutes les sphères décisionnelles de la société qui sont concernées par la parité et il est positif qu'un des articles de la loi-cadre sur l'égalité Femmes/Hommes propose la parité dans les conseils d'administration et dans les fédérations sportives, mais il faut aller plus loin.

Nous revendiquons l'égalité politique, ce qui passe notamment par la proportionnelle à toutes les élections et l'instauration d'un statut de l'élu.

Quelle place l'émancipation des femmes trouve-t-elle dans la construction du projet communiste de nouvelle génération?

Le projet communiste est aujourd'hui fondé sur l'idée que le féminisme est vecteur de toute émancipation humaine. Une analyse erronée a longtemps prévalu au sein de notre parti : on pensait qu'il fallait d'abord changer la société pour, automatiquement, voir changer les rapports sociaux et évoluer les mentalités. Les luttes féministes étaient déconsidérées, « partielles », « bourgeoises ». C'était un aveuglement.

Le patriarcat précède et traverse les structures de classe. Aujourd'hui, on a pris conscience de l'indispensable articulation des luttes, contre toutes formes de domination, de discrimination, d'exploitation. C'est le combat fondamental du PCF. Mais nous ne sommes pas au bout, ni dans la société, ni dans notre organisation politique. Tout ce que nous venons d'exposer en témoigne.

L'oppression de classe est sexuée, et les plus exploités sont des femmes, parmi lesquelles de nombreuses immigrées. D'ailleurs ce sont par elles, le plus souvent, que surviennent les transformations, et c'est la remise en cause de leurs droits qui est le prélude à tous les obscurantismes.

La mobilisation des femmes est majeure, le changement à gauche reposant tout à la fois sur la crédibilité des propositions alternatives et la force du rassemblement pour les incarner. Le féminisme conditionne la visée communiste, il en constitue sa colonne vertébrale.

Réagissez aux articles, exposez votre point de vue.

Écrivez à revue@pcf.fr



L'égalité, c'est bon pour la santé

La vulgate libérale pilonne le thème de l'égalité; inversement, elle chante les vertus de l'inégalité, qui serait sinon « naturelle » du moins un mal nécessaire. Or, l'essai *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous* montre au contraire que le bien-être des sociétés a d'abord à voir avec le niveau d'égalité qui y règne.

PAR GÉRARD STREIFF

ichard Wilkinson et Kate Picket sont deux épidémiologistes britanniques. Ils sont partis d'une question toute simple: pourquoi les riches sont en meilleure santé que les pauvres? Puis, au fil des années, à force de tirer la pelote, leurs analyses ont porté aussi bien sur l'état de santé que sur l'espérance de vie (pourquoi les riches vivent plus vieux ?), l'obésité (pourquoi les pauvres sont plus obèses?) ou la santé mentale, les taux d'incarcération ou d'homicide, la toxicomanie ou les grossesses précoces, les succès et les échecs scolaires, le bilan carbone et le recyclage des déchets également, etc. Et tout ce travail, réalisé à partir d'une batterie statistique impressionnante, a tendu vers un même enseignement: l'inégalité, à commencer par l'inégalité des revenus, nuit gravement au bien-être de tous. Les chercheurs en ont conclu que c'est l'égalité des conditions qui fait le bonheur des sociétés et ils ont consigné en 2009 cette thèse dans un essai Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Dans une Grande-Bretagne ravagée par des décennies de thatcherisme puis de blairisme, où on rabâchait que plus le riche était riche, plus le pauvre vivrait mieux, ce retour en grâce de l'idée d'égalité a connu un vif succès; le livre, réédité en livre de poche, s'est vendu à 150 000 exemplaires. The New Statesman, la revue intellectuelle de la gauche britannique, l'a classé parmi les dix ouvrages les plus importants de la décennie. Il a été traduit dans plus de quinze langues et vient d'être publié en français. On pourrait dire qu'il est devenu une référence, au même titre que l'essai de Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'écono-

le nombre de brevets par habitant est plus faible aux États-Unis qu'au Japon, par exemple, société innovante sur le plan technique et plus égalitaire (selon leurs caractéristiques) que la société américaine. L'esprit d'initiative, affirmentils, n'a pas « besoin » d'un terreau inégalitaire pour prospérer. Ils insistent aussi

« Les sociétés les plus égalitaires sont les plus sûres car ce sont celles où le taux de criminalité est le plus faible, celles où l'état de santé est le meilleur, où la mobilité sociale est la plus forte. »

mie, Le prix de l'inégalité (Actes Sud, 2014), qui montre que l'inégalité est néfaste à l'économie et dangereuse pour la vie sociale. L'argumentaire des deux chercheurs britanniques, chiffres à l'appui, bat en brèche le catéchisme libéral, à commencer par l'idée selon laquelle l'opulence des riches profiterait aux pauvres. Les auteurs démontrent au contraire que les sociétés les plus égalitaires sont les plus sûres car ce sont celles où le taux de criminalité est le plus faible, celles où l'état de santé est le meilleur, où la mobilité sociale est la plus forte. Autre argument réactionnaire combattu ici : l'inégalité serait le prix à payer pour entretenir l'esprit d'entreprise. Voir Google et autre Twitter aux USA. Dit autrement, là où l'égalité l'emporterait, on innoverait moins. Faux, assurent les deux épidémiologistes:

sur une autre idée: bien des inégalités sont acceptées tout simplement parce qu'elles sont cachées. Comme on peut le lire dans la préface, « les inégalités sont beaucoup plus fortes qu'on ne le croit généralement. Paradoxalement, plus elles sont fortes, moins elles se voient: en effet, plus la société est inégalitaire, plus elle est fragmentée et moins les personnes de niveaux sociaux différents se croisent dans l'espace public comme privé. »

POUR UNE ENTREPRISE DÉTENUE PAR SES EMPLOYÉS

Dans la dernière partie de l'essai, « Construire l'avenir », ou reconstruire l'égalité, les auteurs mettent en avant les modèles d'entreprises coopératives et plaident vivement pour une meilleure représentation des salariés dans les ins-

« L'HEURE DE L'ÉGALITÉ A SONNÉ.

Le succès de notre livre n'est pas dû seulement au moment opportun de sa publication. Nous avons donné plus de 350 conférences à travers le monde depuis 2009. Nous avons parlé avec des fonctionnaires, des responsables de la santé publique, des universitaires, des organisations caritatives, des groupes confessionnels, des groupes de réflexion (*think tank*), des associations professionnelles, des festivals artistiques et littéraires, des syndicats, des hommes d'affaires réputés, des associations locales, des sociétés royales, des organismes internationaux et des partis politiques de toutes tendances. C'est vrai, nous avons souvent été invités à nous exprimer devant des publics qui avaient un *a priori* positif à l'égard de cette notion d'égalité accrue, mais ce n'était pas systématique pour autant. Nos auditeurs étaient tous si admiratifs et élogieux que nous avons eu le sentiment d'être en présence d'un vide intellectuel. C'était un peu comme si les gens avaient dévoré les éléments de preuve que nous leur présentions, comme si le monde, sous la surface, était peuplé d'une foule d'égalitaristes inavoués. »

Richard Wilkinson et Kate Pickett *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous,* Les petits matins-Institut Veblen, pp. 405-406.

tances de contrôle des entreprises. « Nous devons nous attaquer aux concentrations de pouvoir qui sont au cœur de la vie économique. La participation démocratique des salariés aux décisions de leurs entreprises est une solution qui résoudrait certains de nos problèmes. Lorsque les travailleurs sont les propriétaires de leur entreprise, non seulement le pouvoir ne peut être concentré dans les mains de l'État mais des travaux d'évaluation laissent entendre que cette formule comporte d'importants avantages économiques et sociaux par rapport aux organisations détenues et contrôlées par des investisseurs extérieurs et qui fonctionnent dans l'intérêt de ces acteurs extérieurs ». Autre citation: « Au fond, les employés ne devraient-ils pas contrôler pleinement leur travail et la distribution de leurs bénéfices? Quant aux actionnaires extérieurs, doivent-ils vraiment recevoir des revenus du capital - donc non professionnels – au-delà d'un intérêt convenu sur ce capital? Nous pourrions maximiser la participation, l'engagement, le contrôle et le partage des bénéfices si les entreprises étaient détenues à 100 % par leurs employés. [...] À l'heure actuelle, seule une infime partie des montants misés en bourse aide vraiment les entreprises à acquérir des actifs de production; le versement des dividendes aux actionnaires extérieurs grève lourdement les bénéfices des entreprises alors que ces sommes auraient pu être investies pour améliorer leur technologie ou leurs équipements. » Ils partagent la conception du spécialiste britannique de l'intéressement, Robert Oakeshott, selon lequel l'entreprise ne doit plus être perçue comme une propriété mais

C'esprit d'initiative, affirment-ils, n'a pas « besoin » d'un terreau inégalitaire pour prospérer. » comme une « communauté de travailleurs ». Les auteurs se montrent partisans de sociétés coopératives et des rachats de société par les salariés, ces nouvelles formes de propriété engendrant moins de stress et étant moins liés à des stratifications hiérarchiques. « L'intéressement des employés comporte un avantage bien précis, c'est-àdire qu'il améliore l'égalité en laissant se

Seule une infime partie des montants misés en bourse aide vraiment les entreprises à acquérir des actifs de production. »

développer la liberté et la démocratie. [...] C'est [...] un mode de fonctionnement qui se révèle compatible avec divers systèmes de gestion et d'organisation du travail. Il ne fait qu'une seule chose: mettre entre les mains des travailleurs le pouvoir ultime de développer les systèmes qui, de leur avis, fonctionnent le mieux. Les systèmes peuvent donc évoluer pour s'adapter à n'importe quelle situation. Les équipes de travail, l'élection des directeurs pour des mandats d'une durée plus ou moins longue, les représentants des départements, la composition du conseil d'administration, les fréquences des assemblées générales, tous ces éléments pourraient être testés un peu partout. » Les thèses de Wilkinson et Pickett sont parfois discutables, lorsqu'ils prônent par exemple une politique de « décroissance ». Reste, en ces temps de sauvagerie libérale, que cet essai est remarquablement stimulant et fourmille d'arguments dont le lecteur averti pourra faire son miel.

« La richesse permet d'obliger des amis et de sauver, par la dépense, le corps tombé dans les maladies. Mais, pour le manger de chaque jour, elle importe peu: car, aussitôt rassasié, tout homme, qu'il soit riche ou pauvre, emporte le même bonheur ».

Euripide, Electre

Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - L'Idéologie allemande.

Les trois vies de Georges Politzer (2)*

Georges Politzer fut durant sa trop brève existence (1903-1942): un professeur de philosophie, un écrivain, auteur de deux livres retentissants, un militant, fidèle jusqu'à la mort dans son engagement au sein du Parti communiste français.

PAR ROGER BRUYERON*

LE PAMPHLET CONTRE BERGSON

Toujours dans la même « vie », Politzer

s'attaque cette fois, sous le nom de François Arouet (Voltaire), à une des gloires de la philosophie française, à la pensée d'Henri Bergson. La fin d'une parade philosophique: le bergsonisme est un pamphlet écrit en 1929, publié dans la collection « Les Revues ». C'est encore de liberté qu'il s'agit. Ce pamphlet attaque Bergson sur deux fronts : sur le front théorique il lui reproche de n'avoir rien apporté de vraiment nouveau, d'avoir en quelque sorte jeté de la poudre aux yeux à ses lecteurs, et à ses auditeurs lorsqu'il enseignait au Collège de France, avec des concepts généraux et creux comme ceux de «vécu», de «concret», «d'intuition», « d'élan vital » etc. Bergson n'a pas une pensée vraiment révolutionnaire; avec quelques mots nouveaux il a repris des idées académiques, celles mêmes que Politzer et certains de ses amis n'ont cessé de combattre. Illusionniste, en réalité penseur bourgeois qui ne vise certainement pas à renverser le « désordre établi »! Sa compréhension de la liberté s'infiltrant à travers « les mailles du déterminisme » lui semble calamiteuse. Ainsi sur le front pratique, au moment de la grande guerre, Bergson, faisant usage de ses concepts, s'est rendu ridicule et odieux dans son jugement sur les Allemands. Du moins aux yeux de cette génération qui est aussi celle des Surréalistes, génération qui reproche à la précédente de n'avoir fait preuve, vis-à-vis de la guerre, ni de luci-

dité ni de courage. Et ce qui est reproché à Bergson vaut aussi pour la plupart des universitaires, y compris les maîtres que jusqu'ici Politzer avait épargnés. Le pamphlet contre Bergson est à bien des égards un règlement de compte avec l'université elle-même, avec ceux que quelques années plus tard, l'ami de Politzer, Paul Nizan, nommera « Les chiens de garde ». Cette université est prisonnière de son spiritualisme qui trahit son engagement auprès des forces conservatrices de la société. De grands philosophes ne sont pas étudiés, ainsi Hegel, Feuerbach, Marx, Engels; le matérialisme français est quasiment ignoré et c'est de cette époque que Politzer va s'efforcer de les faire mieux connaître; Descartes continue à être honoré à l'université certes, mais ses hériétroit et la philosophie de l'affectivité plutôt que celle de l'intelligence et de l'action. Sa pensée ne nous prépare pas à affronter le pire, ce qui vient. Cette attaque ira en s'accentuant et en se précisant tout long des années trente.

LE COMBAT CONTRE L'OBSCURANTISME

Justement avec ces années commence « la troisième vie » de Politzer: en 1930 sa demande d'adhérer au Parti communiste est acceptée. À une condition, il doit abandonner ses études de psychologie et sa tentative de fonder une psychologie concrète qui soit vraiment scientifique, pour consacrer son temps de militant à l'économie et à la finance. Voilà Politzer qui doit rendre compte régulièrement,

Selon Politzer, Bergson œuvre, qu'il le veuille ou non, au retour de l'obscurantisme dans la pensée française. »

tiers du XVIII^e siècle sont passés sous silence, justement parce qu'ils ont su pousser le mécanisme cartésien dans ses conséquences radicales, c'est-à-dire, selon eux, matérialistes. Tels sont du moins les griefs que Politzer, mais aussi Lefebvre, Friedmann, Nizan et bien d'autres font à l'enseignement de la philosophie à l'université. Un point mérite d'être souligné: selon Politzer, Bergson œuvre, qu'il le veuille ou non, au retour de l'obscurantisme dans la pensée française. En privilégiant l'intuition contre la pensée discursive, en éloignant, toujours selon Politzer, la philosophie de la science, Bergson se range parmi les auteurs qui ramènent sur le devant de la scène philosophique la pensée religieuse, le subjectivisme le plus souvent avec l'aide de Gabriel Péri, des articles parus dans le Wall Street Journal, le Financial Times etc.! En plus de son travail de professeur, à Évreux à partir de ce moment-là. Et son action militante va bien au-delà de ce travail fastidieux, il enseignera aussi à l'école du Parti, à l'université ouvrière, où il s'illustrera par son francparler, son humour et, toujours, sa passion, ses colères. Il relit les quelques textes qu'il connaissait déjà, mais mal, ceux de Marx en particulier, ou des textes de Marx qu'il ne connaissait pas encore ; il lit Lénine dont vient de paraître Matérialisme et empiriocriticisme; il entreprend vers la fin de ces années-là une traduction de La dialectique de la nature de Friedrich Engels, avec l'aide du physicien et militant

Jacques Solomon. Il participe aux côtés de Paul Langevin et Marcel Prenant à la création de *La Pensée, revue du rationalisme moderne*. Et sans cesse il publie des articles dans différentes revues, par exemple dans *Commune* à propos des célébrations du tricentenaire du *Discours de la méthode* de Descartes (1937). Outre

XX° siècle ». Pendant cette période il poursuivra la lutte en éditant aussi une feuille ronéotypée *L'université libre* et en participant avec Jacques Decour à l'élaboration de ce qui deviendra sous l'autorité d'Aragon et de Jean Paulhan, *Les Lettres françaises*. Il fallait une force exceptionnelle pour attaquer de front l'idéologue française en janvier 42, remis à la Gestapo quelques semaines plus tard et fusillé au Mont Valérien en mai 42. ■

En liant étroitement la libération du pays à un changement profond dans son organisation sociale, la construction du socialisme : l'émancipation sociale ouvrira la libération nationale. »

son action proprement politique, il revient constamment, au nom du rationalisme précisément, à son combat contre ce qu'il nomme l'obscurantisme, et plus particulièrement contre celui de l'idéologue nazi Alfred Rosenberg. Mais à ce moment le décor a changé: lorsque Politzer attaque de front et avec détermination Alfred Rosenberg et tout ce qu'il représente, le pays est occupé, Politzer vit dans la clandestinité avec quelques camarades dont son épouse. Et La Pensée libre dans laquelle il publie « L'obscurantisme au XXº siècle » est devenue une revue clandestine. C'est sous le nom de Rameau qu'il publiera le texte cité ainsi que le suivant « Révolution et contre-révolution au du Parti nazi, venu à Paris prendre la parole à la Chambre des députés pour fustiger la Révolution française et lui opposer la Révolution du national-socialisme! Et lancer un appel à la collaboration, au nom du sang et de la race!

Il fallait répondre par un engagement encore plus radical auprès de ceux qui combattent contre le nazisme, avec l'Union soviétique et son Armée rouge. En liant étroitement la libération du pays à un changement profond dans son organisation sociale, la construction du socialisme: l'émancipation sociale ouvrira la libération nationale. Ce sont quasiment les derniers mots écrits par le philosophe. Georges Politzer fut arrêté par la police

Bibliographie

- GEORGES POLITZER, Critique des fondements de la psychologie, PUF, 2007
- **GEORGES POLITZER, Contre Bergson et quelques autres,** Flammarion, 2013
- **GEORGES POLITZER**, *Principes élémentaires de philosophie*, Éditions sociales, 1966, 2004.
- **GEORGES POLITZER, Pour les** *Lumières. Ecrits politiques* (en préparation).
- GEORGES POLITZER, Les trois morts de Georges Politzer, Flammarion, 2013.
- BRUYERON ROGER, « Combattre en philosophe : les écrits clandestins de Georges Politzer », Revue philosophique n°3, 2002.
- AUTOUR DE GEORGES POLITZER, textes recueillis par Giuseppe Bianco, Hermann (à paraître).

*Roger Bruyeron est philosophe. Il est professeur en Première supérieure au lycée Condorcet (Paris).

ÉLÉMENTS DE BIOGRAPHIE

3 mai 1903 Naissance de Georges Politzer à Nagyvàrad (Autriche-Hongrie) aujourd'hui Oradéa-Maré (Roumanie).

1920-21 Fin des études secondaires à Budapest, après s'être engagé auprès de Béla Kun.

Août 1921 Arrivée à Paris (naturalisé en 1924).

1922-23 Licence de philosophie. Suit les cours de Léon Brunschvicg. Rencontre avec Pierre Morhange, Henri Lefebvre, Georges Friedmann etc.

1924 Diplôme d'études supérieures de philosophie, mention Bien. Création de la revue *Philosophies*, 6 numéros.

1925 « Le mythe de l'anti psychanalyse » dans *Philosophies* 5/6. Octobre : nomination comme « professeur-délégué » au lycée de Moulins. Traduction de Schelling, *Recherches philosophiques sur l'essence de la liberté humaine*, préface de H. Lefebvre.

1926 Agrégation de philosophie, nomination au lycée de Cherbourg. Article « Introduction » dans la revue *L'Esprit*, 2 numéros.

1928 Critique des fondements de la psychologie, chez Rieder.

1929 La fin d'une parade philosophique : le bergsonisme, sous le pseudonyme de François Arouet. Revue de psychologie concrète, 2 numéros. Octobre, nomination au lycée de Vendôme.

1930 Adhésion au Parti communiste français. Novembre, nomination au lycée d'Évreux jusqu'en septembre 1939. Au Parti, travaille avec G. Péri sur les questions économiques.

1931 Mariage avec Maï (Marie-Mathilde) Larcade, entrée ellemême au Parti l'année précédente. Lecture de Lénine, Matérialisme et empiriocriticisme. 1932 Fondation de l'université ouvrière. Georges Politzer y enseigne, écrit dans La vie ouvrière, Les cahiers du bolchévisme.

1933 « Un faux contre-révolutionnaire : le freudo-marxisme », dans Commune. n°3.

1937 « Le tricentenaire du Discours de la méthode » dans *La Correspondance internationale*, n°23. Réaffirmation de la force du rationalisme cartésien et de son héritier, le matérialisme du XVIII° siècle.

1938 Traduction avec Jacques Solomon de *La Dialectique de la nature* de F. Engels.

1939 Création de *La Pensée, revue du rationalisme moderne,* avec Langevin, Prenant, Wallon. Octobre, nomination au lycée Marcelin Berthelot de Saint-Maur. Fin octobre, mobilisation, École militaire.

Septembre 1940 Entrée dans la clandestinité. Réseau avec Jacques Decour, Jacques Solomon, Georges Dudach, Danièle Casanova, Maï Politzer. Novembre, L'Université libre, après l'arrestation de Paul Langevin.

Février 1941 La Pensée libre n°1 et brochure « Révolution et contre-révolution au XX° siècle ». Juillet, rencontre, chez le peintre Ernest Pignon, de Louis Aragon avec J. Decour : projet de création des Lettres françaises.

Février 1942 Lα Pensée libre n°2. 15 février, arrestation du réseau par la Brigade spéciale. 20 mars tous et toutes sont remis aux autorités allemandes. 23 mai Georges Politzer est fusillé au Mont-Valérien. Le 27, Georges Dudach et Jacques Solomon. Le 30, Jacques Decour. Maï et Danielle sont emprisonnées au fort de Romainville.

24 janvier 1943 Déportation depuis Compiègne de Maï Politzer, Danièle Casanova, Charlotte Delbo, M. C. Vaillant-Couturier... (230 prisonnières), au camp d'Auschwitz. Mars 43, mort de Maï Politzer, puis de Danièle Casanova début mai.

Abolition de l'esclavage, racisme et citoyenneté au Brésil (XIX°-XXI° siècles)

Le contexte particulier de la période qui précède et suit l'abolition de l'esclavage et les évolutions de la population brésilienne appellent aujourd'hui des changements structurels pour combattre des inégalités qui persistent entre Noirs, Métis et Blancs.

PAR SILVIA CAPANEMA*

près le retour du Brésil à la démocratie, la nouvelle Constitution de 1988, suite aux demandes du mouvement noir et des secteurs progressistes, établissait le droit à la propriété des terres occupées par les populations originaires des quilombos (les villages ou communautés constituées, à l'époque de l'esclavage, d'esclaves marrons). L'accession du Parti des travailleurs au pouvoir en 2002 fut aussi accompagnée d'autres mesures entreprises par l'État brésilien dans le sens de la réparation des droits et de la mémoire des Afrodescendants: l'obligation notamment des quotas raciaux et sociaux dans les universités publiques - qui sont, au Brésil, accessibles par concours - et de l'enseignement de l'histoire et de la culture d'origine africaine dans les programmes de l'éducation nationale. Mais pour mieux comprendre ce tournant et ce besoin de réparation, il nous faut remonter au contexte particulier de la période qui précède et suit l'abolition de l'esclavage.

L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Le processus menant à l'abolition au Brésil ne peut pas se résumer à la Loi signée par la princesse Isabel le 13 mai 1888, qui fit du Brésil le dernier pays à abolir l'esclavage aux Amériques. D'une part, de nombreuses familles de Noirs et *Pard*os (Métis) vivaient déjà en liberté avant l'abolition définitive, qui, selon l'historiographie, profita à 700 000 esclaves, soit environ 5 % de la population brésilienne. Des facteurs

comme la reconnaissance, les liens personnels et familiaux et surtout les achats ont permis un grand nombre d'affranchissements et une augmentation du nombre de Noirs et Métis vivant en dehors de l'esclavage, notamment dans le milieu urbain. Cette augmentation de la population noire libre est encore alimentée par les nombreuses fuites et quilombos, soutenus par la population favorable à l'abolition, en particulier à partir des années 1870. Une personne noire ou un parda, dans ce contexte, pouvait être esclave, mais aussi libre ou affranchie, comme l'indiquent les recensements de l'époque. D'autre part, il ne faut pas non plus voir dans l'abolition l'accès plein à la citoyenneté. Même si, à partir de cette date, les codes, la législation ou les règlements institutionnels en général ne mentionnent pas de différence entre la population de couleur et les autres, la position sociale du Noir et de ses descendants marqués par l'esclavage ne voit pas d'amélioration sur plusieurs générations. En l'absence de mesures d'intégration de cette population pauvre et pratiquement analphabète, la plupart des citoyens noirs et leurs descendants restent exclus de l'accès aux biens matériels et culturels.

Après le 13 mai 1888, plusieurs familles continuent à travailler comme main-d'œuvre dans les propriétés où elles avaient été esclaves. D'autres migrent vers les grands centres urbains, venant souvent grossir le nombre de sous-employés ou « désoccupés », pour utiliser un terme de l'époque, aggravant le phénomène des taudis et favelas formés dans ces villes. Cette liberté de mouvement est toutefois, pour les anciens captifs, un des premiers acquis de l'abolition définitive de l'esclavage.

D'autres encore acquièrent une certaine conscience de leur situation et s'associent pour protester et réclamer de meilleures conditions de vie. Ainsi, assiste-t-on à la création de la Garde Noire, sorte de milice composée de noirs censée protéger l'intégrité de la princesse Isabel, mais aussi à la constitution d'une presse d'identité noire, fonctionnant à la fois comme outil de dénonciation et espace de sociabilité pour cette population.

Malgré la réticence de certains acteurs, notamment les grands propriétaires qui attendaient une indemnisation de la part de l'État et cherchaient à gagner du temps en utilisant l'argument du droit à la propriété, la fin de l'esclavage peut sembler inéluctable. Différents facteurs ont en effet contribué à l'abolition définitive de l'esclavage: les pressions internationales, la consolidation du capitalisme industriel, qui impliquait le besoin d'une main-d'œuvre libre et consommatrice, la diffusion des idées égalitaires issues des Lumières, l'action des esclaves eux-mêmes qui ont réagi de diverses façons, notamment en organisant des fuites, en formant des quilombos et en se rebellant au Brésil et partout dans le monde au cours du XIX^e siècle. La révolte de Saint-Domingue, actuel Haïti, en 1804, sema la terreur parmi les propriétaires brésiliens, ainsi que la révolte des esclaves en grande partie musulmans (connus sous le nom de malês) à Salvador de Bahia, en 1835. Enfin, mettre un terme à l'esclavage était une exigence du monde « civilisé » et une donnée essentielle pour placer le Brésil sur le chemin du progrès, selon les idéaux de l'époque.

Les tensions entre les différents intérêts en présence expliquent pourquoi l'abolition brésilienne peut être considérée comme un processus. Une loi interdisant la traite a été signée en 1831, suite aux pressions britanniques, mais elle n'a pas été appliquée de manière catégorique et elle a bientôt été connue comme, littéralement, la « loi pour montrer aux Anglais ». La traite n'est abolie de façon définitive qu'en 1850. La fin du commerce d'esclaves avec l'Afrique entraîne alors l'amplification de la traite intérieure (le commerce entre les provinces), les ventes et transferts d'esclaves des propriétés du Nord-Est vers le Sud-Est devenant plus importantes. Ce nouveau flux accompagne le déplacement de l'axe économique du pays vers cette région, où se situent notamment les plantations de café. En 1871, la promulgation de la loi dite du « Ventre Libre » - qui prévoit la liberté des descendants d'esclaves nés à compter de ce jour... lorsqu'ils atteindront leur vingt et unième anniversaire - malgré son caractère conservateur, rend évident que les jours de l'esclavage sont comptés. Pour autant, le « problème » de l'intégration des Noirs dans la société brésilienne ne fait que com-

LE « PROBLÈME » DU BRÉSIL NOIR ET MÉTISSÉ

Le Brésil sera-t-il amené à devenir un pays de Noirs et de Métis ? Serait-ce l'idéal pour un pays civilisé ? Voici quelques questions autour de l'identité brésilienne que les intellectuels, médecins et scientifiques se posent à la fin du XIX° et au début du XX° siècle. Les notions d'infériorité et de supériorité raciales, en cours d'élaboration dans le monde durant la deuxième moitié du XIX° siècle et mobilisées par les puissances coloniales pour justifier leur impérialisme, orientent les débats au Brésil au moment même où le système esclavagiste commence à décliner

Pour le darwinisme social à la mode à cette époque, non seulement le Noir est vu comme un être inférieur, mais le Métis représente aussi un problème en soi. Certains théoriciens insinuent même que le Métis serait stérile, d'où le mot « Mulâtre », terme originaire de la mule, animal hybride, non fertile, né du croisement du cheval et de l'âne. Idéologiquement, on essayait d'inhiber les rapports interraciaux. Mais, dans le cadre brésilien, le métissage était inévitable. Comme l'historiographie le démontre, le nombre de femmes blanches immigrées au Brésil était toujours inférieur à celui des hommes. Il fallait donc trouver un autre modèle applicable au Brésil.

Dans ce contexte, un des premiers à essayer d'identifier, de qualifier et d'examiner l'élément afro-brésilien fut l'écrivain, sociologue et juriste Sílvio Romero, qui estimait que le destin du peuple brésilien était de devenir blanc, dans la mesure où, d'après lui, dans le métissage, le type racial le plus nombreux a tendance à s'imposer. Ainsi, il croyait que la population blanche serait favorisée par la fin de la traite

et l'augmentation de l'immigration des travailleurs européens. Un autre Brésilien à s'être penché sur cette question (dans ce contexte) est le médecin et anthropologue Raimundo Nina Rodrigues, qui conteste la thèse de Sílvio Romero. Selon lui, il est impossible de construire au Brésil une civilisation née du mélange entre le Blanc, l'Indien et le Noir. En effet, dans la mesure où ces deux derniers sont considérés comme inférieurs, ils ne peuvent pas contribuer à cet idéal de civilisation. Nina Rodrigues croit que le mélange entre les races donnera naissance à des individus faibles, qui ne pourront plus s'identifier à la façon de vivre d'aucune des trois «races». Ce penseur, qui est aussi juriste,

importante. Dans son classique Maître et Esclaves (1933), celui-ci compose une histoire sociale et culturelle du Nord-Est agraire et esclavagiste pendant la période coloniale, caractérisé par la production de sucre. Dans ce cadre, le petit nombre de femmes et le caractère conciliant du colonisateur portugais auraient favorisé le développement du métissage, ce qui aurait diminué l'écart entre la maison des maîtres et celle des esclaves. Le Mulâtre serait donc l'élément de conciliation entre les deux extrêmes et le métissage serait, de même, le principal trait de l'identité brésilienne, dans cette lecture positive de l'hybridation. On trouve là les bases des mythes de la « démocratie raciale » et du

Certains théoriciens insinuent même que le Métis serait stérile, d'où le mot « Mulâtre », terme originaire de la mule, animal hybride, non fertile, né du croisement du cheval et de l'âne. »

considère que l'État devrait légitimer les différences, afin de traiter de manière plus adaptée les « supérieurs » et les « inférieurs »

Ces propositions n'ont pas été utilisées par la République de 1889 et n'ont été inscrites ni dans la Constitution de 1891, ni dans les Codes pénaux de l'époque, qui ont choisi de ne pas faire de distinction entre les couleurs. Tous étaient, selon la loi, des citoyens. Toutefois, l'exclusion prenait un autre visage : la pauvreté, le vagabondage, la mendicité et la pratique de la capoeira, infractions punies par les Articles 391 à 404 du Code pénal de 1890. Pour le droit brésilien, il fallait lutter contre la présence d'une population sans travail, sans argent et sans domicile. Les individus se trouvant dans ces conditions pouvaient être dirigés vers différentes institutions, comme les colonies correctionnelles ou même vers l'Armée de Terre et la Marine. Ce ne sont pas les courants du darwinisme social qui ont inspiré cette législation, même si la pensée hygiéniste et une volonté de mise en ordre ont pu influer lors de la rédaction de ces lois. On observe, cependant, que l'incitation à l'immigration de travailleurs européens (Allemands, Italiens, Espagnols et Portugais en majorité) à cette époque s'explique en grande partie par l'idéologie du « blanchissement » de la population.

Dans les années 1930, tandis que les idées raciales reviennent sur le devant de la scène en Europe, au Brésil, une nouvelle vision de la société voit le jour : l'approche culturaliste. Plusieurs courants mettant en valeur le métissage existaient depuis les années 1870, mais ce n'est qu'avec le sociologue Gilberto Freyre que cette grille d'interprétation gagne une dimension plus

« Brésil des trois races », qui font aussi partie du mythe fondateur de la société brésilienne, bien accueillis aussi bien par l'État Nouveau de Getúlio Vargas (1937-1945) que par la dictature militaire, dans les années 1960-1970. Il s'agit aussi d'une des images que le Brésil présente à l'étranger, même si elle est dénoncée, par les chercheurs et le mouvement noir notamment, comme fausse et cachant des violences et des inégalités depuis des décennies à l'intérieur du pays.

Des études récentes publiées par le «Bureau de promotion de l'égalité raciale» (SEPPIR) montrent que les salaires des Noirs et des Métis restent inférieurs de 36% à ceux des Blancs. La différence aux dépens des femmes noires pouvant atteindre 53,2 % par rapport à l'homme blanc (données de 2013). Le taux d'analphabétisme s'établissait, en 2009, à 5,94 % pour les Blancs et à 13,42% pour les Noirs, alors que le nombre d'homicides chez les jeunes Noirs entre 18 et 25 ans était de 136 % plus important. La question raciale se combine donc à la question sociale. Si les inégalités restent encore très importantes, nous pouvons souhaiter que les mesures actuelles, fruit des luttes des mouvements sociaux, ne soient qu'un premier pas vers des changements structurels et qu'elles ne gardent pas uniquement une dimension «symbolique» ou cherchent à constituer à terme une élite noire se conformant au vieil ordre inégalitaire brésilien.

PRODUCTION DE TERRITOIRES

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Réflexions sur la géographie

À l'occasion du vingtième anniversaire de la mort du grand géographe Jean Dresch (1905-1994), *La Revue du projet* publie les extraits d'un de ses articles importants.

PAR JEAN DRESCH*

a géographie est une science
—peu importe pour le moment
le sens que l'on attache à ce
terme — à la fois très ancienne
et toute récente. Depuis l'antiquité, des savants se sont
attachés à décrire, et plus ou moins à
expliquer, la surface de la terre, les phénomènes physiques et humains qui la
caractérisent, leurs influences réciproques toujours complexes, et leur
répartition. [...]

UNE SCIENCE QUI S'EST CONSTRUITE TARDIVEMENT

Pour que la géographie prenne conscience d'elle-même, il a fallu, depuis la Renaissance, les grandes découvertes, l'exploration progressive du monde, sa pénétration par les formes diverses de l'économie capitaliste et par les populations européennes; son partage enfin en empires coloniaux ou zones d'influences par les grands États impérialistes; il a fallu que se multiplient et se perfectionnent les sciences que les géographes qualifient, non sans quelque dédain, de sciences annexes, sciences physiques (astronomie, météorologie, géologie, biologie végétale et animale), sciences humaines (ethnographie, sociologie, démographie, économie politique,

Aussi n'a-t-elle progressé et n'a-t-elle été définie que tardivement [...]. Le conquistador en quête d'or, le commerçant en quête de denrées précieuses, le missionnaire en quête d'âmes à convertir ne se souciaient guère d'explorer scientifiquement les contrées nouvellement découvertes [...]. Le mercanti-

lisme n'a jamais été favorable à la recherche scientifique. C'est pourquoi la géographie n'a guère suivi non plus aux XVII° et XVIII° siècles les progrès des autres sciences physiques et humaines. Elle est en retard sur les sciences physiques et naturelles dont les progrès accompagnent la révolution industrielle, elle est en retard sur l'histoire et l'économie politique dont les progrès accompagnent l'essor de la bourgeoisie et du capitalisme libéral.

Elle ne date, en tant que science moderne, que du XIX^e siècle, et même de la seconde moitié du siècle plutôt que de la première. Hunmboldt et Ritter en sont considérés comme les fondateurs. Ils sont morts tous deux en 1859. Le premier a jeté les bases de la géographie physique; mais le second, historien et philosophe, bien que sa valeur scientifique ait été bien moindre, a exercé une influence beaucoup plus profonde. [...] La géographie aura désormais des ambitions démesurées ; elle englobe toutes les sciences de la nature et de l'homme, et elle aboutit à l'homme. [...] Née non pas pendant l'essor, mais au cours du triomphe de la bourgeoisie, elle a été, dès ses débuts, une philosophie autant qu'une science, philosophie que les géographes allemands, comme les historiens, ont utilisée à des fins politiques. Elle fut trop souvent utilisée comme un moyen de propagande nationale ou internationale, une arme de combat entre États et entre empires, plus encore, peutêtre, que l'histoire. [...] Faute d'avoir ses méthodes propres, elle a, plus qu'aucune autre science, subie l'influence des idéologies en cours, la géographie humaine naturellement, plus encore que la géographie physique.

Elle est toujours conçue comme une discipline universelle, englobant toutes les sciences de la terre et toutes les sciences

JEAN DRESCH

Jean Dresch (1905-1994), géographe et résistant français, membre du PCF, vice-président de l'Union géographique internationale (UGI) de 1968 à 1990, il aura durant toute sa carrière universitaire associé la recherche scientifique à la compréhension des grands enjeux du monde, économiques, géopolitiques notamment. Militant anti-colonialiste dès son travail de thèse dans l'Atlas Marocain, il devient un soutien à la lutte du peuple palestinien jusqu'à la fin de sa vie.

humaines, toutes les sciences concrètes de l'espace. La géographie physique est également géographie mathématique, géophysique, météorologie et climatologie, hydrologie, géologie, biogéographie ; la géographie humaine utilise les données de l'histoire, de l'économie politique, de l'ethnographie, de la sociologie, de la linguistique ; et l'on pourrait allonger la liste indéfiniment. La géographie est ainsi moins une science particulière qu'une sorte de synthèse de sciences multiples, un point de vue... Le géographe devrait être suprêmement intelligent, riche de vastes connaissances non délimitées, au courant de tout. [...]

L'ABOUTISSEMENT DE LA GÉOGRAPHIE : L'HOMME

Faut-il ranger la géographie côté sciences ou côté lettres ? Est-elle une science ou un art? Elle est une science parce qu'elle emprunte ses méthodes aux autres sciences sur lesquelles elle s'appuie, qu'elle se plaît, surtout en géographie physique il est vrai, à des démonstrations rigoureuses, qu'elle peut essayer d'exprimer en formules mathématiques, et parvient à des lois. Mais elle est aussi un art parce qu'elle se dégage des techniques particulières, recherche les descriptions vivantes et imagées, les rapprochements et les idées générales qui sont à la limite de la philosophie. Elle établit la transition entre les sciences naturelles et les sciences humaines. Mais, en France, elle est côté lettres [...] Et la géographie française, un temps réduite à la géographie historique, s'est dégagée lentement de l'histoire. C'est qu'en France plus qu'ailleurs, mais conformément aux principes établis par Ritter, l'aboutissement de l'œuvre géographique est l'homme. Le géographe peut étudier la

structure d'une montagne, des pénéplaines, des terrasses fluviales ou des formes glaciaires ; il ne s'agit là que d'une introduction à la géographie humaine, que de l'étude d'un milieu dans lequel on s'apprête à placer l'homme. [...] Il n'y a qu'une géographie humaine, liée à l'histoire, à l'économie, à la sociologie, à toutes les autres sciences humaines dont elle est, en effet, une sorte de synthèse, limitée toutefois aux phénomènes actuels et concrets. Description totale de la vie des groupes humains, elle est aussi uns explication et c'est pourquoi elle est liée aux autres sciences humaines: une explication en profondeur. [...]

COMPRENDRE LA TRANSFORMATION DES PAYS

Comment comprendre la transformation de nos pays, comment comprendre la vie humaine des pays dépendants, coloniaux ou semi-coloniaux, si l'on n'analyse pas les conditions et la forme de cette dépendance ? Comment comprendre l'Algérie et la Tunisie sans Rotschild, Mirabaud et Mallet, le Maroc sans la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'Indochine sans la Banque d'Indochine, l'Afrique occidentale sans les sociétés de commerce, les vieilles colonies, sans les sociétés sucrières, pour ne prendre que quelques exemples ? On décrit l'indigène; on décrit même son évolution; comme le paysan de chez nous, il est assez facile à observer pour peu qu'on s'en donne la peine. Mais l'œuvre coloniale, au sens large, se réduit à une énumération de produits et de voies ferrées. Les capitaux investis, la façon dont ils sont investis, il n'en est généralement pas question. Ce n'est pas de la géographie ? Comme s'ils ne déterminaient pas, en dernière analyse, la vie du pays, à la politique. Elle étudie les reliques du passé, sans être tournée vers lui, comme l'histoire; elle doit permettre de comprendre le présent et le sens de ses transformations.

Pareil programme est difficile à réaliser pour deux raisons. L'une qui provient toujours de l'étendue des connaissances exigées du géographe, l'autre de la nécessité de se débarrasser des méthodes et des idéologies en cours à l'université. [...] Comment comprendre les formes de production et de rapports de production, les structures des sociétés dites traditionnelles et leurs transformations en faisant abstraction des conditions modernes de production et d'échange? C'est se limiter à des descriptions, dont il n'est pas question de relever ici les erreurs de détail, et à des explications qui ne sont établies que sur des apparences. Une interprétation marxiste ne saurait se limiter à l'emploi d'une terminologie formelle et ce n'est pas parce qu'on a qualifié une société de « féodale » qu'on l'a pour autant expliquée. [...] Comment expliquer l'espace agricole actuel sans tenir compte à la fois des facteurs techniques et aussi des facteurs économiques propres à une production de type capitaliste, qui ont déterminé l'occupation agricole du monde, les types de production et le marché des produits agricoles ? Qu'est-ce qu'un paysan et quels sont ses divers types actuels? Comment se maintiennent les traditions dans les vieux pays agricoles et dans quelle mesure sont-elles ébranlées ? Comment s'exerce en pays neuf ou en pays d'agriculture indigène traditionnelle le contrôle du marché, sinon de la production ?[...]

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET GÉOGRAPHIE HUMAINE

Une interprétation marxiste ne saurait se limiter à l'emploi d'une terminologie formelle et ce n'est pas parce qu'on a qualifié une société de « féodale » qu'on l'a pour autant expliquée. »

des indigènes comme des Européens, et son aspect, qu'il convient justement d'expliquer. Comment interpréter autrement les moyens et techniques de production, maintenus dans leur état ancien, ou profondément transformés, et les rapports de production, le maintien d'anciennes structures sociales ou la formation de nouvelles catégories, pourvues de leur propre idéologie, enfin, les conditions d'évolution de ces groupes sociaux et de la vie politique ? La géographie humaine doit conduire à la sociologie et

La géographie est quasi universelle ; c'est là sa raison d'être. Il ne s'agit ni de la limiter ni de la couper en morceaux. Mais il faut bien reconnaître que, s'il existe une coupure dans la géographie, c'est bien entre la géographie physique et la géographie humaine. On les met d'ordinaire bout à bout, avec l'homme comme fin. Ce n'est là ni une complète erreur ni, non plus, la vérité. C'est relativement une erreur en géographie générale, c'est relativement une vérité en géographie régionale. La géographie physique est un

aspect, un point de vue des sciences naturelles. Elle a leurs méthodes et suppose la même formation. L'homme peut être un facteur de l'évolution du relief, des transformations de la couverture végétale ou de la géographie des animaux. Mais il n'est alors qu'un facteur non une fin. [...] Ce qui importe pour lui, c'est la forme actuelle du relief, une haute montagne, plus ou moins aérée, un plateau, une plaine d'érosion ou alluviale dont le sol et le sous-sol sont plus ou moins riches; ce n'est pas leur genèse. Doit-on pour autant séparer géographie physique et géographie humaine ? [...] En tout cas, ce serait accepter trop docilement nos classifications universitaires. Là encore, il faut se méfier des définitions formelles. Du moins convient-il de spécialiser des chercheurs en géographie physique et d'autres en géographie humaine, sans quoi c'est se résigner à une géographie médiocre et superficielle. La coupure doit se faire, non pas au sein de la géographie, mais au sein de la recherche. Quant à la géographie humaine, elle ne saurait s'isoler de l'histoire, de la sociologie, ou de l'économie. Pourquoi un géographe ne ferait-il pas de l'histoire à l'occasion d'une recherche géographique ? Pourquoi un historien n'adopterait-il pas, à l'occasion, un point de vue géographique ? Dès qu'il s'agit d'étudier des groupes humains, les méthodes de travail sont les mêmes, la documentation est identique. Méfionsnous des terminologies limitatives et, toujours, des définitions abstraites et

Mais, au-delà de la géographie générale physique et de la géographie générale humaine, la géographie régionale est une synthèse où les deux géographies se prêtent un mutuel appui et sont inséparables. Et si cette synthèse est difficile à réaliser par un seul homme, du moins peut-elle être l'œuvre de groupes spécialisés de chercheurs, travaillant côte à côte, en équipes, car, en géographie comme dans les autres sciences, le progrès de moins en moins, ne saurait résulter de l'effort inorganisé de chercheurs isolés. ■

^{*}Extraits de «Réflexions sur la géographie», *La Pensée*, 1948, publiés avec l'aimable autorisation de *La Pensée*.

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une actualité scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et conscience sans science n'est souvent qu'une impasse.

Modéliser-simuler (2)

Dans le n° 30-31 (octobre 2013), nous avions abordé la « modélisation » et la « simulation » avec une philosophe des sciences. Nous en débattons aujourd'hui avec un informaticien travaillant sur la modélisation de systèmes biologiques complexes.

Entretien avec Guillaume Beslon*

> a-t-il un seul type de modèle en science et qu'est-ce que la modélisation apporte aux sciences ?

Il existe une très grande variété de modèles mais on peut les distinguer suivant leur usage: il y a ceux qui servent à comprendre et ceux qui servent à prédire. Dans le premier cas, j'ai un phénomène et je veux construire une théorie; dans le second, j'ai déjà une théorie mais je veux prédire ce qui va se passer sous certaines conditions. Grossièrement, toute activité scientifique comporte deux phases : la « découverte » et la « justification ». Les modèles explicatifs sont intéressants pour la première phase car ils permettent de créer des situations artificielles, pour développer l'imaginaire ou raisonner. Ce sont des béquilles mentales, grâce auxquelles on peut entrevoir « ce qui se passerait si...», par exemple en poussant le modèle vers ses cas limites. L'objectif du modèle explicatif c'est donc d'aider à énoncer des théories qui vont ensuite de se passer de lui...

Et les modèles prédictifs ? Est-il possible de prédire sans comprendre ?

Heureusement! On a su prédire les éclipses bien avant de connaître les lois de Newton. Mais les modèles prédictifs peuvent se révéler dangereux, être sur ou sous-interprétés par des gens qui n'en connaissent pas les limites, surtout lorsqu'ils circulent hors du champ scientifique. Prenons l'exemple du climat, il y

a des polémiques sur la qualité des modèles produits par le GIEC pour prévoir le réchauffement climatique. Pourtant, dans ce cas, il y a peu de risques parce que ces modèles sont interprétés par ceux-là mêmes qui les ont élaborés. En revanche, lorsque les modèles sont montrés au grand public, c'est souvent de façon séduisante, ils ont alors un côté magique, lié à l'amélioration des techniques de visualisation, comme dans la publicité. Pourtant, la beauté des images n'a strictement rien à voir avec la vérité! Cela dit, l'affectif, l'émotionnel ne sont pas toujours à rejeter, ils sont même nécessaires au scientifique dans le cadre de sa recherche. Simplement ils doivent être pris avec précaution.

La modélisation et la simulation forment-elles une révolution dans les sciences ?

Je ne le pense pas. Remplacer une vraie soufflerie par des simulations sur ordinateur, c'est du prédictif, on est dans le cadre d'une théorie sous-jacente, cela coûte moins cher et ca ne change pas beaucoup la science : une soufflerie, c'est déjà un modèle! Ce qui change c'est l'apport de l'ordinateur qui décuple les possibilités. Il y a là un nouvel outil qui peut déboucher sur une nouvelle façon de faire des sciences et provoquer à terme une révolution, mais la simulation n'est pas une révolution en ellemême. Un peu comme le microscope qui est le résultat de plusieurs siècles de progrès en optique mais qui provoque une rupture en biologie avec, par exemple, la découverte de la cellule... Un progrès linéaire d'une science provoque une révolution dans une autre!

Il y a donc un lien avec l'interdisciplinarité ? Y en a-t-il aussi un avec la complexité ?

Oui. Les systèmes complexes compor-

tent beaucoup d'éléments et d'interactions et ont en général des dynamiques très... complexes! Il est facile de se tromper sur leur interprétation et très difficile d'en construire des modèles, sauf si on fait appel à un outil de calcul plus efficace que nous pour gérer cette multitude : l'ordinateur. Là encore, la révolution c'est l'ordinateur qui permet d'étendre le champ d'application de la modélisation et de la simulation à des objets qui s'y prêtaient mal auparavant. L'interdisciplinarité peut certes réclamer des modélisations, mais là où la simulation se développe le plus, c'est quand même à l'intérieur de disciplines bien constituées comme la mécanique des fluides ou la physique nucléaire. Cela dit, il y a un lien indirect avec l'interdisciplinarité, puisqu'on va devoir mêler les disciplines correspondant aux objets modélisés avec les disciplines correspondant aux outils de modélisation.

Donc la nouveauté c'est vraiment l'ordinateur?

Oui, il apporte la capacité de simuler, de mettre le modèle en mouvement, de le faire agir. Il apporte aussi des données totalement inédites sur des objets jusquelà très mal connus, voire ignorés, il permet des analyses exploratoires très ouvertes, il rend possible des démarches qui existaient souvent mais avec une efficacité beaucoup plus limitée. En analysant par ordinateur des millions de mails ou de coups de téléphone, au lieu de quelques milliers de lettres, on peut comprendre des dynamiques sociales qui nous échappaient. Pour ce faire, on réalise des expériences en simulation, qu'on ne pourrait évidemment pas faire à l'échelle de la société humaine. C'est ce qu'on appelle les « sciences computationnelles » : le modèle est utilisé comme un outil expérimental et c'est l'ordinateur qui calcule le résultat des expériences.

Peut-on avoir un exemple?

Prenons les déplacements urbains, deux grandes questions se posent: Existe-til des lois ? Comment améliorer le réseau ? Expliquer et prédire. Un progrès dans l'explication permet un progrès dans la prédiction, l'idéal serait donc d'essayer de comprendre avant de passer à l'action. Mais on peut aussi utiliser des données de terrain pour prédire sans comprendre (quand il pleut il y a souvent des bouchons, il pleut aujourd'hui, il va probablement y avoir un bouchon). Or, si on veut tester des hypothèses nouvelles, on n'a plus de données et on ne peut pas tout tester « en vrai ». C'est là que les modèles sont utiles car ils complètent notre intuition ou notre « expertise », surtout que, dans le cas des systèmes complexes, celles-ci sont souvent prises en défaut. Voici un exemple: on peut penser que, pour éviter qu'un bouchon se forme, il faut conduire plus vite (les voitures s'évacuent plus vite). C'est une « interprétation naturelle ». La modélisation permet de la mettre à l'épreuve en essayant de comprendre, sur un modèle, l'effet de la vitesse maximum sur l'apparition des bouchons. On montre facilement que, plus la vitesse limite est élevée, plus les interactions entre les véhicules sont nombreuses et saccadées, ce qui réduit la vitesse moyenne et augmente le risque de bouchon! La modélisation a ici permis de contredire l'interprétation naturelle: au-delà d'un certain nombre de véhicules, en diminuant la vitesse limite, on augmente la vitesse moyenne!

Et en biologie, dans ton labo?

Dans mon équipe, nous étudions les modèles de l'évolution darwinienne. Simulons des individus, donnons-leur la capacité de se reproduire (avec mutation) et mettons-les en compétition pour les ressources. Ils vont évoluer dans la machine. L'interprétation naturelle est que le meilleur individu gagne (survival of the fittest). Mais c'est plus compliqué, car la variation peut être elle-même sélectionnée. Un individu très bon, qui varie trop, perd devant un individu un peu moins bon qui varie moins : le premier a beaucoup d'enfants, mais peu d'entre eux conservent les qualités de ses parents. D'un autre côté, un peu de

variation est nécessaire pour que les individus s'adaptent continûment à un environnement changeant. Derrière la sélection par le succès reproductif peut donc se cacher une sélection pour la « robustesse » ou pour la « variabilité » (en fait probablement pour un équilibre subtil entre les deux). Même si la théorie de Darwin est vieille de 150 ans, il reste encore beaucoup à comprendre. Mais lorsqu'on étudie l'évolution, on doit faire face à de grosses difficultés expérimentales (c'est long l'évolution!). La modélisation apporte un outil permettant de comprendre l'évolution dans toute sa généricité (et non l'évolution de telle ou telle espèce).

qui les ont construits : chez nous on travaille à trois ou quatre! Pour les modèles prédictifs, c'est différent, mais il n'y a pas de généralité. Il y a en a de petits, très simples et très efficaces, et d'autres qui sont énormes comme ceux du GIEC. Cela pose d'ailleurs une question difficile: face à deux modèles contradictoires A et B, qui croire? Nous avons tendance à penser que le plus gros modèle, celui qui inclut le plus de facteurs, va être le plus juste. Mais alors on va toujours donner raison à celui qui a les moyens de construire le plus gros modèle, donc au plus riche (si l'un des deux est produit par une multinationale, vous aurez compris le vainqueur). Or, rien ne justi-

Un modèle doit toujours être réalisé et analysé indépendamment des enjeux posés par ses résultats. »

Ainsi, nous essayons de voir si l'évolution est capable d'agir sur ses propres mécanismes (nous appelons cela « évolution de l'évolution » ou « EvoEvo »). Pourquoi certains organismes, comme les bactéries, sont-ils capables d'évoluer très très vite ? La modélisation est indispensable pour l'expliquer, car le système réel (les bactéries) est beaucoup trop complexe et on ne peut pas le suivre pendant plusieurs millions d'années ni revenir trois milliards d'années en arrière pour voir comment l'évolution se comportait. En modélisant l'évolution d'organismes virtuels simplifiés, on peut facilement les suivre pendant plusieurs millions de générations (simulées) et regarder, par exemple, si l'évolution accélère. Il y a un enjeu important, par exemple pour comprendre comment les bactéries acquièrent si facilement des résistances aux antibiotiques.

Alors est-ce que la modélisation et la simulation nous entraînent inexorablement vers la *big science*, les grands centres de calcul et une gestion politique de la science, comme dans le cas du GIEC que tu citais ?

Non, les modèles explicatifs doivent rester artisanaux, c'est-à-dire compréhensibles et être analysés par les chercheurs

fie cette tendance! Certes, le nombre de facteurs pris en compte augmente le réalisme, mais il augmente aussi considérablement le nombre de paramètres. Or, la plupart sont souvent inconnus et estimés par les constructeurs du modèle, alors qu'ils sont susceptibles de modifier les conclusions. In fine, la seule chose qui reste c'est de se demander si on fait plus confiance à B qu'à A. Attention, cela ne veut pas dire que la modélisation est inutile; simplement un modèle doit toujours être réalisé et analysé indépendamment des enjeux posés par ses résultats (c'est le cas, par exemple, pour le GIEC qui est de ce strict point de vue une très grande réussite). Avec le développement de la modélisation prédictive, la science se doit donc d'être encore plus indépendante des pouvoirs politiques et financiers. Malheureusement je n'ai pas l'impression qu'on en prenne le chemin...

*Guillaume Beslon est informaticien. Il est professeur à l'Institut national de sciences appliquées (INSA) de Lyon.

Propos recueillis par Pierre Crépel.



Le droit et les Roms: histoire d'une discrimination d'État

À l'heure où la France s'est émue de la disparition de la petite Mélisa, décédée dans l'incendie d'un camp à Bobigny, à l'heure où Manuel Valls poursuit la politique de démantèlement des camps de Roms mise en place par ses prédécesseurs Hortefeux et Guéant, il est utile de revenir sur la violence juridique, institutionnelle, que subissent, en France et en Europe, ces populations, incarnation commode de citoyens que l'on refuse.

PAR RENAUD BOISSAC *

our mémoire, le 1er janvier 2007, l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne est effective. Selon le droit européen primaire - le traité de Rome en l'occurrence - les nouveaux citoyens européens sont bénéficiaires au même titre que les autres de la liberté de circulation et n'ont plus l'obligation de disposer d'un titre de séjour pour résider dans les autres pays adhérents. En outre, les institutions européennes et les États membres ont une responsabilité conjointe en matière d'amélioration de l'intégration et de l'inclusion sociales des Roms. À cette fin, ils sont tenus de faire usage de tous les instruments et de toutes les politiques relevant de leur compétence. À ce sujet, les gouvernements français n'ont pas manqué de zèle... En effet, au pays de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, des dispositions pour pour suivre la politique de reconduite à la frontière des Roumains et des Bulgares sont prises dès le 22 décembre 2006, soit une semaine avant l'adhésion. Ainsi, une circulaire du ministère de l'Intérieur - suivie en mars 2007 d'un décret - précise les modalités d'admission au séjour et d'éloignement des ressortissants roumains et bulgares devenus citoyens européens. La France instaure un régime transitoire qui impose davantage de restrictions à la circulation des travailleurs des deux nouveaux États entrants, comme elle l'avait fait pour la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovénie de 2004 à 2008.

UN RÉGIME TRANSITOIRE POUR LES ROUMAINS ET LES BULGARES

Pour les Roumains et les Bulgares, les nouvelles dispositions sont les suivantes : quand ils sont depuis moins de trois mois en France, le droit de circulation et de séjour peut être limité si les personnes enfreignent la législation sur le droit du travail, constituent une menace pour l'ordre public ou présentent « une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale français ». Au-delà de trois mois de présence, le droit au séjour est subordonné à la condition de détention d'un emploi, d'une carte d'étudiant ou

d'être constamment associés à cette notion de « charge déraisonnable », les Roms vont largement contribuer à la visibilité de cette disposition présente dans le droit communautaire depuis 1990, mais qui n'est transposée dans le droit français que par la loi du 24 juillet 2006. Dans une plainte contre la France adressée au commissaire européen Jacques Barrot, le Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI) va précisément dresser un réquisitoire contre la notion de charge déraisonnable pour le système d'aide sociale. La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE), dans la délibération n° 2009-372 du 26 octobre 2009, rejoint la position du GISTI en estimant que:

« Le droit est davantage du côté des Roms que du côté de ceux qui exercent à leur égard une violence réelle ou symbolique. »

encore d'une assurance maladie et de ressources suffisantes. Or ce sont précisément les conditions d'accès à l'emploi que le dispositif transitoire rend difficiles à satisfaire. Soumis à des règles presque aussi strictes que celles qui valent pour les ressortissants des pays tiers de l'Union, les Roumains et les Bulgares obtiennent rarement l'autorisation de travailler et doivent alors justifier qu'ils disposent de ressources suffisantes et d'une assurance maladie afin de ne pas constituer une « charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale français », faute de quoi ils se trouvent en situation irrégulière. À force

« le gouvernement crée avec ce dernier cas une nouvelle possibilité d'expulsion des communautaires bulgares et roumains séjournant en France depuis moins de trois mois sur le fondement d'un texte contraire au droit communautaire. Dans un premier temps, de nombreuses mesures d'éloignement ont été prises sur la base de ce texte. Mais un avis du Conseil d'État du 26 novembre 2008 a conduit les pouvoirs publics à prendre une nouvelle circulaire interdisant cette fois l'éloignement des personnes séjournant pour moins de trois mois sur le motif de la charge déraisonnable.».

LE MOTIF DE CHARGE DÉRAISONNABLE

Le motif de charge déraisonnable demeure cependant valable pour les séjours de plus de trois mois. Dès lors, il est facile d'y voir une présomption de culpabilité de pauvreté alors qu'il apparaît que les Roms n'ont pas particulièrement recours aux aides sociales. De leur côté, les associations critiquent en particulier l'absence d'une définition précise de la notion de charge déraisonnable et le peu d'attention porté à l'examen des situations individuelles pour en décider. Accusés d'être une charge, les Roms ont pourtant un accès à l'emploi restreint. Les citoyens des nouveaux États entrants ont en principe accès à une liste de 150 « métiers en tension » mais la circulaire soumet l'accès à un emploi à une autorisation de travail qui doit être délivrée au préalable par la préfecture. Pour l'avoir, le candidat doit avoir une promesse d'embauche d'un employeur qui paiera en outre une somme à l'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM), dont le montant minimum est de 893 euros. On procède donc par barrières successives : une dissuasion financière - la somme mise à la charge de l'employeur -, puis la lourdeur administrative, puisque le traitement du dossier par la préfecture dure entre trois et neuf mois, période pendant laquelle l'employeur ne peut pas employer le candidat.

En réponse à la demande d'une ouverture totale du marché de l'emploi à tous les ressortissants européens sans discrimination - demande formulée par le collectif Romeurope reçu le 7 janvier 2008 à l'Élysée -, Maxime Tandonnet, conseiller technique chargé de l'immigration à la présidence de la République, annonce l'intention du gouvernement d'y procéder à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne. Une promesse qui ne sera pas tenue. Le 19 janvier 2010, les syndicats s'associent au réseau Romeurope dans une lettre adressée au premier ministre d'alors, François Fillon, pour expliquer que « seule la fin des mesures transitoires restreignant l'accès à l'emploi des ressortissants roumains et bulgares permettra d'avancer vers la résorption progressive des squats et bidonvilles qui rendent visibles des situations d'exclusion de l'ensemble des droits (à un habitat digne, à la scolarisation, à la santé...) ». La lettre évoque l'exemple de l'Espagne, qui a mis fin au régime transitoire en jan-

« L'Espagne, qui accueille 50 % des immigrés roumains dans l'Union européenne (contre 2 % en France) – soit 730 000 personnes en janvier 2009, fait partie des 15 pays de l'Union qui ont totalement ouvert leur marché du travail aux ressortissants des deux nouveaux États membres. L'argument principal du gouvernement espagnol a été que l'ouverture des frontières sans droit au travail n'avait pour effet que de stimuler l'économie au noir et aggraver la précarité. De fait, il n'y a pas eu d'explosion du nombre de ressortissants roumains en Espagne en 2009 suite à cette décision. Ce sont même davantage des retours vers la Roumanie qui ont été observés concomitamment au chômage croissant en Espagne. »

En France, depuis l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne, leurs ressortissants ne sont considérés ni comme les autres citoyens communautaires ni comme des migrants non communautaires. Depuis 1946, les Roms, qu'ils soient ou non citoyens de l'Union européenne, n'ont jamais connu une telle précarité. En 2009 déjà, à la suite de la mort d'un enfant lors de l'incendie d'un camp rom et de l'expulsion de plusieurs familles qui y vivaient, Médecins

que « selon le ministère chargé de l'Immigration, 90 % des Roumains et Bulgares rapatriés étaient des Roms. Le ministère confirme que 8 470 Roumains ont été rapatriés en 2008 (soit près du tiers des reconduites à la frontière), contre 1600 en 2007, un nombre substantiellement plus important que lorsqu'ils n'étaient pas ressortissants de l'Union européenne». Soucieux d'améliorer leurs statistiques en matière de renvoi des étrangers, les préfets ont également recours à ce qu'ils nomment « retours humanitaires ». Il s'agit en réalité de placer les Roms concernés devant une alternative: soit ils acceptent de rentrer en Roumanie ou en Bulgarie et bénéficient alors d'une petite aide financière (300 euros par adulte et 100 euros par enfant), soit ils reçoivent une mesure d'éloignement et sont directement placés en centre de rétention. Combinés aux « retours volontaires », qui concernent les étrangers extracommunautaires, ces retours humanitaires représentent envi-

« Depuis 1946, les Roms, qu'ils soient ou non citoyens de l'Union européenne, n'ont jamais connu une telle précarité »

du monde a dû dresser en urgence un camp de déplacés européens à Saint-Denis. L'association a aussitôt alerté les média sur les conséquences dramatiques de la multiplication des expulsions de terrains ou de squats depuis le début de l'année 2009 : enfants déscolarisés, impossibilité de suivis médicaux et sociaux et troubles psychologiques.

L'ARBITRAIRE DTE L'INTERPRÉTATION DES TEXTES

Alors que les institutions internationales et européennes produisent sans cesse de nouveaux communiqués, rapports et déclarations officielles en faveur des droits des Roms, la situation peine à évoluer favorablement. En matière de droit, les ingrédients sont présents, mais ne sont pas utilisés. Le droit est davantage du côté des Roms que du côté de ceux qui exercent à leur égard une violence réelle ou symbolique. Mais le droit n'est pas appliqué, et c'est dans l'arbitraire de l'interprétation des textes, dans la profusion des règlements mineurs et parfois contradictoires que doit se situer l'essentiel d'un changement, ce qui rend la tâche particulièrement difficile. Les mesures de contrôle, les mesures d'expulsion et bien d'autres comportements tendent à toucher le groupe dans son ensemble, et non tel ou tel individu suspect pour des raisons précises.

Dans sa délibération, la HALDE rappelle

ron le tiers du nombre total des mesures d'éloignement ces dernières années. Ces populations sont ainsi confrontées à une insécurité juridique quotidienne et une présomption de culpabilité qui ne fait que renforcer une image déjà bien salie par certains média. En outre, cet exemple est tout à fait représentatif de la limite à la liberté de circulation au sein de l'Union. En effet, lorsqu'il s'agit du commerce, des marchandises, des services, des capitaux ou des travailleurs qualifiés alors rien ne doit entraver la sacro-sainte liberté. Toutefois, lorsque l'on parle solidarité entre États, entre peuples, lorsque le droit européen peut servir des hommes plutôt que des marchés, alors les États sont incités par divers biais à le contourner. Construire une Europe qui place les peuples au cœur de son projet plutôt que la finance devient une urgence afin que des drames comme celui de Bobigny ne se reproduisent plus.

^{*}Renaud Boissac est responsable de la rubrique Droit de *La Revue du projet.*

Les média nous mentent

Les média nous disent-ils la vérité? Les Français sont sceptiques... C'est la télé qui reste la source d'information la plus fiable. Mais seulement 58 % des sondés pensent que les choses se sont passées « vraiment ou à peu près » comme elles sont rapportées... Et les sujets choisis par les rédac-

tions laissent trop de place aux mauvaises nouvelles pour 61 % des sondés. Autre aspect : les journalistes ne sont pas indépendants des partis politiques et du pouvoir pour 66 % des Français, ils ne résistent pas aux pressions de l'argent pour 60 % d'entre eux...

	AUX PRESSIONS DES PARTIS POLITIQUES ET DU POUVOIR	AUX PRESSIONS DE L'ARGENT
Résistent aux pressions	25 %	26 %
Ne résistent pas	66 %	60 %
Sans opinion	9 %	14 %

Sondage TNS-Sofres : Baromètre de confiance dans les média 2014 – janvier 2014

Des inégalités sociales face au vote

À l'approche des élections municipales et européennes, il paraît pertinent de se pencher sur la sociologie électorale française. Qui est inscrit sur les listes ? Qui vote ? À quelle fréquence ? L'enquête *Participation électorale 2012* de l'INSEE apporte des réponses éclairantes à ces questions. Les résultats portent, bien sûr, sur les élections présidentielles et législatives où la participation est toujours plus importante que pour les échéances de 2014 (en particulier, l'abstention est traditionnellement très forte pour les européennes), mais ils mettent en évidence une tendance forte de désaffection des scrutins par les classes populaires.

L'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES

L'abstention est régulièrement décortiquée par les commentateurs politiques mais une étape préalable, indispensable au vote, passe régulièrement sous les radars médiatiques : l'inscription sur les listes électorales. En effet, 7 % des Français en âge de voter ne sont pas inscrits sur les listes électorales, ce qui est loin d'être négligeable. Pour certains groupes, le taux d'inscription plonge encore plus : les Français nés à l'étranger ne sont que 75 % à être inscrits ! Globalement, lorsqu'on analyse plus précisément qui sont les non-inscrits, on retrouve les clivages sociaux traditionnels : les non-diplômés, les chômeurs, les ouvriers et les jeunes sont moins souvent inscrits que les autres Français. Par exemple, 15 % des Français n'étant titulaires d'aucun diplôme ne sont pas inscrits sur les listes électorales, contre 4 % seulement des Français ayant un diplôme supérieur au bac.

LES VOTANTS

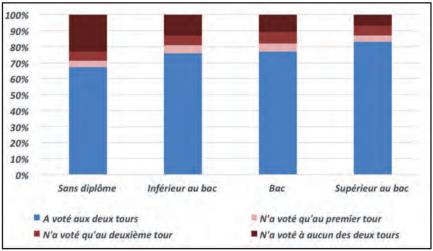
Parmi les inscrits sur les listes électorales, tous ne se rendent pas aux urnes: seuls 77% des inscrits ont voté aux deux tours de l'élection présidentielle, soit finalement 72% des Français en âge de voter. 13% des inscrits n'ont voté à aucun des deux tours, alors que 5% et 6% d'entre eux n'ont voté qu'au premier et au second tour respectivement.

Comme pour l'inscription sur les listes, la participation au scrutin diffère très largement selon les caractéristiques socioprofessionnelles traditionnelles: les abstentionnistes sont plus souvent inactifs, vivant seuls et moins diplômés. Les chômeurs et les habitants des pôles urbains votent également moins souvent que les autres. Finalement, à l'exception des Français nés à l'étranger, qui une fois inscrits sur les listes électorales ont une participation très proche des Français nés en France, on retrouve peu ou prou les mêmes tendances que pour l'inscription sur les listes électorales, avec une sousreprésentation des classes les plus populaires. En combinant les deux phénomènes, on comprend vite que leur représentativité dans le corps électoral s'affaiblit fortement. Comparons par exemple les Français sans diplômes et ceux titulaires d'un diplôme d'un niveau supérieur au bac (voir graphique). Les premiers sont 85 % à être inscrits sur les listes et 23 % de ceuxci n'ont voté à aucun des deux tours de la présidentielle : au total, près d'un tiers des Français sans diplôme n'a donc pas du tout participé au scrutin présidentiel. Les seconds, quant à eux, sont inscrits sur les listes à 96 % et seulement 7 % des

inscrits n'ont voté à aucun des deux tours: seuls 10 % d'entre eux ne se sont donc pas exprimés lors des élections présidentielles de 2012.

En guise de conclusion, la quasisimultanéité des élections présidentielles et législatives depuis l'introduction du quinquennat a au moins ceci de positif qu'elle permet de prouver de manière éclatante la place à part des présidentielles dans le paysage politique français. En effet, 20 % des inscrits n'ont voté que pour la présidentielle, alors que seulement 1 % n'a voté que pour les législatives.

PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2012 EN FONCTION DU NIVEAU DE DIPLÔME



Source : INSEE, enquête participation électorale 2012 Lecture : 67 % des Français sans diplôme inscrits sur le

Lecture : 67 % des Français sans diplôme inscrits sur les listes électorales ont voté aux deux tours de l'élection présidentielle de 2012. 4 % n'ont voté qu'au premier tour, 6 % n'ont voté qu'au second tour, et 23 % n'ont voté à aucun des deux tours.

Les manifs de droite(s): du monde partout, personne nulle part

PAR CAMILLE MARIGAUX

e « Jour de colère » du 26 janvier à Paris a surpris et choqué: en brisant les lignes, en franchissant les opportunismes militants qui jusqu'alors avaient le mérite d'isoler les mouvements extrémistes, il a réuni en son sein des individus aux propos xénophobes, anti-mariage pour tous ou antisémites. On explique, comme Henri Vernet, que les propos tenus à l'encontre de la société dans son ensemble ont débordé des cadres du « réseau des réseaux », ceux d'Internet (Le Parisien 29/01). Youtube et Facebook n'ont pas le monopole de la parole publique : c'est toujours la rue qui gagne. Si les milliers de manifestants ont « surpris par la violence de leurs slogans », ils fragilisent aussi les contre-discours: la diversité dans leurs rangs allant des musulmanophobes et des musulmans, aux « Hommen » ou même au «camping pour tous». Si Le Parisien relativise ainsi la force et la portée du mouvement, il n'en reste pas moins vrai que ces protestations de colère sont un signal d'alarme, annonciateur du « virage » à droite du gouvernement et, plus encore, de la radicalisation décomplexée de toutes les droites

Les attaques en règle contre la volonté du gouvernement de briser les tabous du genre, le fantasme islamiste, la multiplication – brouillée – des boucs émissaires, l'implication d'enfants dans un microcosme de fureur désinhibé: la

semaine suivant « le Jour de colère », Farida Belghoul, ancienne pionnière de « la Marche des Beurs », décrétait l'instauration des « Jours de retrait de l'école », visant à priver les enfants d'un droit, mais aussi d'un devoir inscrit dans le code de l'éducation. Et comme il ne fallait rien lâcher, c'est « la Manif pour Tous » qui a renchéri le 2 février, pour agiter l'épouvantail de la « familiophobie » du gouvernement. Cette seconde édition a donc remis le couvert, en dénonçant la « politique fiscale défavorable aux familles », la « réduction du congé parental », la peur d'un « retour de la PMA dans la loi famille », la reconnaissance de la gestation pour autrui (GPA), le « statut du beau-parent », ou encore l'instauration de « la prémajorité, qui restreint l'autorité parentale », comme l'explique Marine Turchi dans Mediapart (03/02). Le parallèle est de mise entre cette manifestation et « la Marche pour la vie » du 19 janvier, d'autant plus vigoureuse cette année face à la suppression de la notion de « détresse » par le gouvernement dans la loi sur l'IVG, et à côté de laquelle celle organisée en soutien aux femmes espagnoles et au droit à l'IVG a tristement fait pâle figure au sein des média.

QUAND LA RUE PASSE L'ARME À DROITE

En revanche, il faut ici distinguer l'opposition à la loi Taubira du 17 mai 2013, qui a convaincu le gouvernement d'ajourner le projet de loi sur la famille, de l'hétérogénéité, de l'incohérence des participants au « Jour de colère » du 26 janvier. Le 14 janvier (Slate.fr), Vincent Glad analysait l'appel fait au « Jour de colère » en comparant ses membres avec le phéno-

sant patrons, syndicalistes, agriculteurs et régionalistes, ont ouvert la voie à une nouvelle forme de mobilisation : [...] faire reculer le gouvernement ». Selon Louis Dumont, l'un de ses organisateurs et interrogé par le site conservateur et libéral « Nouvelles de France », le 22 novembre 2013, le mouvement n'a ni leader, ni porteparole, contrairement à « la Manif pour Tous ». Cette dernière qui aspire à imposer une certaine vision traditionnelle, patriarcale et sexiste de la société, nie et refuse d'accepter les mutations à la fois concrètes et cognitives des mœurs de ses concitoyens. Ironie du sort : les solidarités primaires, elles aussi, souffrent des excès de l'individualisme propre à notre époque. En revanche, « le Jour de Colère », lui, représente « des millions de Français qui ont été méprisés systématiquement par ce gouvernement ainsi que par la plupart des média à chaque fois qu'ils essayaient de faire entendre leurs voix », selon Louis Dumont. La « coagulation » est leur mot d'ordre. Bien triste issue pour une société déjà éclatée, qui n'a pas eu ses indignés, contrairement à l'Espagne ou à la Grèce : Jean Birnbaum, dans Le Monde (01/02), remarquait ainsi que la colère ne faisait pas une politique, qu'elle est l'indignation amputée de son espérance. Le constat d'un peuple français uni autour d'un sentiment si peu constructif est fait. Personne ne nous volera notre Révolution, si elle est tuée dans l'œuf par ces « jours de colère » aveugles à tout espoir, à toute vision de progrès pour la société.

mène des bonnets rouges, « en réunis-

Le 6 février dernier, certains ont rappelé le triste anniversaire des mobilisations anti-gouvernementales formées de grou-



puscules d'extrême droite et d'inspiration fasciste en 1934. Patrick Le Hyarick souligne dans son blog (06/02) que « Paris n'avait pas brui de slogans antisémites aussi violents tels : « dehors les juifs », depuis l'occupation nazie ». Le Huffington Post (27/01) décrit, sous la plume de Geoffroy Clavel, comment Yvan Benedetti, chef de file du groupuscule pétainiste, aujourd'hui dissous, «L'Œuvre française», avait « fièrement défilé en scandant "Travail, famille, patrie" avant de tenter de s'approprier le micro en fin de cortège ». L'article, qui cite le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), souligne ainsi comment cette manifestation « agrégeait dans la même haine antirépublicaine, les chrétiens intégristes homophobes et les nationalistes racistes musulmanophobes ».

« LA PEUR NE FAIT PAS UNE POLITIQUE »

Dans Le Monde (05/02), Jean-Baptiste de Montvalon revient sur certains moments politiques de l'Histoire où les gouvernements se sont risqués au changement, parfois même au progrès social, au risque de s'attirer les ires d'une société qui n'y était pas préparée, voire totalement opposée. Car si la politique est bien une affaire de vision d'un certain idéal commun, elle est aussi le fait de choix. de convictions individuelles voire égoïstes qui font que Machiavel est touiours d'actualité. L'abolition de la peine de mort, dont certains réclament encore aujourd'hui le rétablissement, reste pour de nombreux analystes le symbole à part entière d'un acte politique détaché de l'opinion publique et des ambitions électoralistes. Il faut ici souligner que les revendications formulées clairement par les organisateurs des manifestations extrêmistes ont permis le recul du gouvernement, humiliant la ministre chargée de la famille et démontrant aux électeurs de gauche déçus, qu'à défaut de les écouter, ce pouvoir défait ses propres lois. À l'inverse, comme le répète Serge Halimi dans *Libération* (05/02), « La peur n'est pas une politique ». De même que la colère.

Dominique Reynié, dans Le Figaro (07/02), souligne, au-delà du mutisme socialiste caractéristique des blocages internes au parti, que si « La France a des institutions démocratiques [...] elle manque de culture démocratique ». L'empressement affiché de Manuel Valls à criminaliser, à dénigrer chaque manifestation ou mouvement social avant même qu'il ne se produise (rappelonsnous déjà comment le ministre de l'Intérieur s'était rangé aux côtés des forces de police avant l'organisation de manifestations pro-Dieudonné), fait ainsi de la liberté d'expression - populaire, qui plus est - un marqueur de transgression qui ne doit pas nous laisser indifférents. Sur France 2, dans l'émission « Mots Croisés », Pierre Moscovici lançait à Marine Le Pen: « Vous n'avez pas le monopole du peuple ». Une bien pauvre défense quand on voit à quel point la gauche est en train de le perdre, quand elle finit par se coucher devant l'autel du conservatisme, en enterrant de fait le projet de loi sur la PMA. Jack Dion, dans un article de Marianne (07/02), affirme que « comme Tony Blair ou Gerhard Schröder avant lui. François Hollande est rentré au bercail de la bien-pensance, fermant une boucle ouverte par François Mitterrand dès 1983, avec le tournant de la rigueur. Le candidat Hollande avait pourtant l'avantage d'un diagnostic simple et partagé par la majorité de ses électeurs : « l'ennemi, c'est la finance ». Mais lorsque la crise sociale ne vient pas, comme le précise Dion, de l'inaboutissement de « promesses irresponsables formulées en période électorale et impossibles à appliquer », mais bien « d'un diagnostic juste non suivi d'effets concrets ou de décisions adaptées », on assiste alors au paroxysme d'une politique contre-productive faisant le lit de son propre discrédit. Face aux manifestations « de droite », ce sont les membres de l'UMP comme du PS qui sont mis en difficulté. Les premiers veulent éviter deux écueils, comme l'écrit Isabelle Ficek dans *Les* Échos (06/02): l'ignorance (donc l'abandon d'un électorat potentiel) et la récupération maladroite, pouvant mener à la surenchère, illustration tannée d'une stratégie politique désormais commune aux deux partis majoritaires, désarmés face à la montée du FN.

Le peuple de gauche, lui aussi, a le droit (et le devoir) de s'exprimer et de faire bouger les lignes. À ceux qui abandonnent l'indignation pour la colère ou pire, la résignation, il est temps de prendre conscience que ces manifestations sont à la fois liberticides et dangereuses pour notre avenir à tous. Les plus réfractaires au progrès social, qui semblent être les seuls à recevoir un écho de la part du gouvernement, en viennent à menacer nos droits les plus élémentaires et les plus fondamentaux comme le droit à l'avortement, à l'abolition de la peine de mort ou à s'unir librement. Le droit de vote des femmes lui-même, véritable pierre angulaire de notre passage à la démocratie (selon Cohn-Bendit) ne fut que tardivement adopté à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. N'oublions pas Clément Méric, les femmes espagnoles, ne laissons pas les luttes du passé, et leurs succès, aux mains des conservatismes fondamentalistes et patriarcaux qui menacent nos acquis sociaux.

Lire, rendre compte et critiquer, pour dialoguer avec les penseurs d'hier et d'aujourd'hui, faire connaître leurs idées et construire, dans la confrontation avec d'autres, les analyses et le projet des communistes.

Medef et Cie!

Coïncidence ou illustration des interrogations – nées de la crise – au sujet du rôle joué par les élites et plus particulièrement le patronat, une quantité non négligeable d'ouvrages y consacrent leur contenu. Sans parler (car ce n'est pas le lieu dans cette rubrique) des travaux, des colloques, des groupes de travail, inscriptions en thèse se multiplient en science politique et en sociologie.

PAR PATRICK COULON

Michel Offerlé propose une enquête sociologique dans un monde complexe dont on fantasme la toute puissance autant qu'on en méconnait le fonctionnement. En effet que sait-on du patronat? Que représente-t-il vraiment et comment est-il organisé? Que savons-nous du poids qu'y pèsent les grands groupes en son sein? Est-il la voix de toutes les entreprises? Et surtout quel rôle a-t-il joué dans les grandes décisions politiques récentes?

Si le lecteur de La Revue du Projet a très certainement sa petite idée provenant de son expérience livresque ou militante il n'en reste pas moins que comme le disait Mao : « apprends à connaître ton ennemi tu en sortiras renforcé ». Donc l'ouvrage nous en dit beaucoup sur ce « mille-feuille » patronal composé d'un lacis d'organisations et d'acteurs qui sont en concurrence (sur le marché et dans l'organisation) mais ont un intérêt fondamentalement commun. Celui d'être efficient dans le rôle de diffusion-infusion que la machine patronale (18 055 permanents sur le territoire) doit assurer sur l'environnement économique des entreprises et la gestion du social. On découvre comment l'appareil, ses productions, ses universités ont vocation à travailler des thèmes (y compris par la guerre des mots). Celui de la productivité par exemple y a été particulièrement choyé. On notera également la permanence de la bataille idéologique produite par des think tank patronaux tels l'Institut Montaigne ou l'Institut de l'Entreprise afin de gagner l'hégémonie culturelle. On savait les demandes permanentes du patronat envers le gouvernement. Les passages les plus révélateurs sont donc ceux où des acteurs encore en place expliquent le travail de lobbying, (de capillarité dit-on dans ce milieu), d'interface politique à visées directement législatives.

CEUX D'EN HAUT

En écho au livre précédent, celui d'Hervé Hamon intitulé *Ceux d'en haut* est un livre sur le patronat et le pouvoir concret de gens – des décideurs – qui commandent aux autres. L'auteur a donc rencontré, patrons du CAC 40, patrons du secteur public, banquiers ou entrepreneurs. À tous il a demandé si leur pouvoir est réel, s'il est légitime, ce qui les fait « jouir », ce qui les inquiète, comment ils gèrent leur personnel, ce qu'ils font de leur argent, quels rapports ils entretiennent avec les gouvernants, avec les média. Louis Gallois, Jean-Louis Beffa, Paul Hermelin,

Franck Riboud, les grands patrons sont les plus nombreux . Mais il y a aussi , Rocard, Juppé etc... Ils parlent d'eux, de leur parcours, de la prise de décision, de l'argent.

Qu'en retenir? Ecoutons l'auteur: « Au final, plus encore que l'argent, ce qui m'a frappé, choqué, intéressé, au cours de ce voyage, c'est l'endogamie. C'est la manière dont les décideurs, qu'ils soient politiques ou économiques, sortent des mêmes écoles, avec le même bagage, la même structure de pensée, les mêmes objectifs, les mêmes instruments [...] Pierre Bourdieu parlait de noblesse d'État. Nous y sommes, et depuis longtemps. »

PRODUIRE UN BAIN DÉCISIONNEL

Il y a beaucoup de patrons dans le groupe Bilderberg et à la commission Trilatérale. Mais pas qu'eux! On y rencontre aussi des commissaires européens, des responsables d'institutions internationales telles que l'l'OMC, la Banque mondiale, ou le FMI, des hommes politiques, des directeurs de rédaction de grands média.

L'intérêt de l'ouvrage intitulé Rencontres au sommet. Quand les hommes de pouvoir se réunissent est de révéler au grand public qui sont ces « décideurs » qui se rencontrent périodiquement dans la plus grande discrétion, « à titre privé ». Et de les faire parler. « maîtres du monde », « gouvernement mondial », ces réunions secrètes focalisent les fantasmes de toutes sortes. Mais que s'y passe-t-il réellement, qui en sont les participants. Et surtout dans quel but se retrouvent-ils? La conclusion à laquelle l'auteur aboutit est que contrairement aux théories « conspirationnistes », ce n'est pas lors de ces rencontres plus que discrètes que telles ou telles décisions sont prises pour modifier la marche du monde. Il s'agit plutôt lors de ces moments partagés et qui sont tout à la fois club privé et think tank de créer une sorte de bain décisionnel. Et comme le dit l'auteur : « un point commun à toutes ces élites est le fait de considérer les États comme incompétents et dépassés, tout en sachant pertinemment que ces derniers font partie des vecteurs nécessaires à la transmission de l'ordre établi et des idées perpétuant les schémas dominants. »

RÉPRESSION PATRONALE

La revue *Agone* consacre son n° 50 aux stratégies patronales mises en œuvre pour réprimer et domestiquer. On y pointe les efforts idéologiques de longs termes – relayés par de nombreux média – pour discréditer sous des formes variées le syndicalisme.

La revue n'esquive pas les difficultés rencontrées par les

syndicats. Mais elle démontre qu'on ne peut analyser les transformations ou les obstacles à la syndicalisation sans prendre au sérieux les politiques patronales qui visent à entraver et encadrer l'action collective des salariés. Une action multiforme qui s'avère efficace dans bien des cas puisque selon une enquête menée par la fondation Copernic 40 %, des salariés déclarent ne pas se syndiquer par peur des représailles. Des techniques managériales de contournement et de domestication des syndicats aux usages du droit et des juristes par les directions d'entreprises, en passant par les stratégies pour soutenir un syndicalisme de cogestion quand ce ne sont pas de véritables « syndicats maison », les articles réunis par Agone s'adossent sur des enquêtes récentes. Souvent, ils peuvent s'appuyer - comme le fait remarquer Etienne Pénissat dans sa présentation – sur une observation au plus près des lieux, des acteurs et des interactions entre patrons et syndicalistes. De l'observation participante dans des stages de formation de directeurs de ressources humaines en France et aux États-Unis ou dans les coulisses des lieux de concertation à la participation observante dans un magasin de la grande distribution culturelle, ce sont les différentes techniques de répression, d'entrave, de contournement, de domestication, de contrôle et d'évitement mises en place par le patronat qui sont données à voir.

RAPPEL HISTORIQUE

Un pavé (815 pages) dans la mare pourrait on dire de l'ouvrage *Industriels et Banquiers français sous l'occupation* produit par Annie Lacroix-Riz. – C'est en plongeant dans les archives des années 1930 et 1940 – enfin accessibles et en particulier les fonds français et allemands que l'historienne a pu décortiquer ce qu'elle subodorait dans un précédent ouvrage paru en 1999. Oui il y a eu continuité des pratiques du grand capital financier entre crise et occupation. Il a été vendu au Reich tout ce qui pouvait être vendu, des matières premières aux produits fabriqués. Oui, ont été fondés des cartels européens à direction allemande. Oui, il y a eu cession des titres français, qualifiés de 1940 à 1944 « d'ariens » ou « de juifs », et associations de capitaux etc.

L'ouvrage montre comment industriels, banquiers, hauts fonctionnaires, appliquent avec l'aide de l'occupant un plan drastique de hausse du profit, de concentration du capital et de baisse des salaires dans le cadre d'une économie exclusivement mise au service de la machine de guerre allemande. Le lecteur y retrouvera des noms de sociétés qui poursuivent leur activité aujourd'hui. Il se révoltera en parcourant les pages consacrées aux étapes du passage des élites financières de la collaboration au ralliement général à la Pax Americana. Comme l'écrit Alexandre Jardin dans sa préface : « Ce livre fera date ».

CRITIQUE D'UNE LÉGENDE

De la Seconde Guerre mondiale à la crise financière de 2008-2009, chacun croit plus ou moins connaître l'histoire de l'économie française. Mais derrière l'histoire officielle s'en cache une autre, secrète: elle met en scène les hommes qui ont réellement façonné le capitalisme français. C'est cette saga que racontent dans *Histoire secrète du Patronat de 1945 à nos jours*, cinq journalistes d'investigation.

Du recyclage des anciens cadres de Vichy dans la reconstruction jusqu'aux caisses noires des syndicats patronaux, en passant par le financement secret de certains partis politiques ou les graves dérives du paritarisme, on découvre le rôle central de personnages aussi puissants que discrets, qui ont influencé les choix économiques des présidents successifs de la Ve République. On découvre aussi les efficaces lobbyistes d'un patronat capable de se tailler des

réglementations sur mesure au mépris de la santé des citoyens. Et qui a su s'appuyer sur des intellectuels et des grands média pour convertir les élites politiques aux « mérites » de la finance dérégulée. Cette somme brosse le vrai portrait de nombreux patrons et révèle les origines souvent troubles de la plupart des grandes fortunes françaises. La légende de patrons conquérants, prenant tous les risques pour faire leur fortune à la force du poignet, sort sérieusement écornée de ce magistral livre-enquête.

BESOIN DE CHEFS?

Les définitions du mot patron dans tout bon dictionnaire font référence au mot chef : chef d'entreprise, supérieur hiérarchique, personne qui dirige. Mais au fait où en est on vis à vis de la relation de la société avec « l'autorité » ? Gustave Le Bon, en 1885, affirmait que « les hommes en foule ne sauraient se passer de maître ». Pourquoi « le besoin de chef » a-t-il pris une telle ampleur à partir de la fin du XIXe siècle? Et encore actuellement. Un récent sondage a fait un certain bruit en laissant entendre que 87 % des Français désireraient un chef énergique pour la France. Comment la préoccupation pour le commandement a-telle circulé d'un domaine à l'autre, de la guerre à la politique et de la politique à l'industrie? Comment les formes et le langage du commandement sont-ils devenus transnationaux? Quel rôle ont joué les sciences sociales, en particulier la psychologie et la sociologie, dans l'affirmation du chef? C'est à ce type de questions que s'intéresse Yves Cohen dans Le Siècle des chefs. En étudiant plusieurs pays (France, États-Unis, Russie puis URSS, Allemagne) et dans des domaines divers, l'auteur, Yves Cohen, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) conclut à l'universalité de cette préoccupation, des universités aux entreprises, de l'armée à l'usine, jusqu'aux partis politiques. En articulant une étude des littératures profanes et spécialisées sur le commandement jusqu'à la seconde guerre mondiale et une analyse des pratiques des chefs, l'ouvrage nous invite à suivre à la trace les actions des ingénieurs et directeurs d'usine et l'exercice du commandement par Roosevelt, Hitler et surtout Staline. Le Siècle des chefs offre ainsi une vaste fresque transversale et internationale de la montée de la figure du chef, fondamentale pour comprendre les spécificités de l'histoire du XXe siècle. ■

Bibliographie

- MICHEL OFFERLÉ, Les Patrons des patrons une histoire du Medef, Odile Jacob
- BENOIT COLLOMBAT ET DAVID SERNENAY, Histoire secrète du Patronat de 1945 à nos jours, La Découverte. « Réprimer et domestiquer Stratégies patronales », Revue
- « Réprimer et domestiquer Stratégies patronales », Revue Agone, n° 50
- ANNIE LACROIX-RIZ, Industriels et Banquiers français sous l'occupation, Armand Colin
- YVES COHEN, Le siècle des chefs : une histoire transnationale du commandement et de

l'autorité (1890-1940), Éditions Amsterdam

- HERVÉ HAMON, Ceux d'en haut. Une saison chez les décideurs, Seuil
- MICHAEL GAMA, Rencontres au sommet : Quand les hommes de pouvoir se réunissent, L'Altiplano
- JEAN-CLAUDE DAUMAS (DIR.), Dictionnaire Historique des patrons français, Flammarion
- RENAUD DE ROCHEBRUNE ET JEAN-CLAUDE HAZEZA, Les Patrons sous l'occupation, Odile Jacob



Mario Tolkault Ouvriers malgré tout

Ouvriers malgré tout

Raisons d'Agir éditions, 2013

MARTIN THIBAULT

PAR IGOR MARTINACHE

Représentant encore près d'un quart des actifs, les ouvriers ont davantage reculé sur le plan symbolique que dans

leurs effectifs. Et la dévalorisation dont ils font l'objet jusque dans le langage – où on ne parle plus d'ouvriers, mais d'agents ou d'opérateurs est bien souvent intériorisée par ces derniers, qui cherchent à mettre cette condition devenue honteuse à distance par divers moyens plutôt que de la retourner en fierté de classe. C'est à la manière dont est aujourd'hui vécu le fait « d'être » ouvrier que Martin Thibault a consacré sa thèse de sociologie, thèse dont est issu le présent ouvrage. C'est plus exactement à une frange particulière des ouvriers, en l'occurrence « les jeunes » (moins de 30 ans) travaillant à la maintenance des trains à la RATP. Faute d'avoir eu l'autorisation d'accéder aux ateliers, le chercheur a étudié de manière approfondie une vingtaine de « cas », dont il s'est efforcé, par fréquentation et entretiens, de reconstituer la trajectoire le plus finement possible. Il montre ainsi le rapport complexe que ces derniers entretiennent à l'institution scolaire, et surtout à leur propre père, surtout quand ceux-ci sont immigrés, confirmant des éléments apportés par d'autres travaux antérieurs. Plus encore, il montre l'ambivalence de l'entrée dans la Régie publique : à un premier moment de contentement, une échappatoire vis-à-vis de la précarité et du statut d'ouvrier, succède une phase de désenchantement lorsque les enquêtés sont confrontés à la réalité du travail, et notamment à la pénibilité physique et surtout à la subordination qui la caractérise. Le temps hors travail devient alors l'occasion d'échapper à cette condition ouvrière à laquelle on croyait avoir échappé : les intéressés manifestent alors dans leurs loisirs comme dans leurs relations conjugales une aspiration vers les classes moyennes, un peu à l'image de « la bonne volonté culturelle » que Bourdieu avait identifiée chez ces dernières dans leur souci d'imiter pour les rejoindre les classes « supérieures ». En dépit du caractère circonscrit de l'analyse, cette étude fine apporte de précieux éléments à la réflexion sur les fractures qui traversent les couches populaires aujourd'hui, et entretient parmi elles une conscience de classe érodée.

Jean-Marc COPPOLA mit is additional in Prime plantificus AUX ARMES, CITOYENS? Marseitte n'est pas à acheter

Aux armes citoyens ? Marseille n'est pas à acheter

Éditions du Cherche-Midi, 2014

JEAN-MARC COPPOLA

PAR LÉO PURGUETTE

« Chacun écrit son livre sur Marseille.

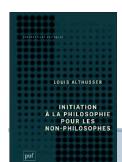
Longtemps j'ai hésité à ajouter mon volume à la bibliothèque », reconnaît Jean-Marc Coppola dès l'incipit de son ouvrage. Ce qui lui a fait franchir le pas ? « Je ne veux pas parler de Marseille, je veux parler à Marseille », écrit-il.

Ce livre, que Jean-Marc Coppola signe en collaboration avec Pierre Dharréville, le secrétaire de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, « se veut un cri, un appel, un manifeste ». La tête de liste du Front de gauche s'explique : « Aux armes citoyens ? C'est de la provocation me dira-t-on. Des armes, il y en a beaucoup trop dans cette ville. Elles continuent de cracher la mort sous nos yeux [...] Ce n'est pas aux soldats que je demande de prendre les armes. Les armes des

citoyens c'est leur voix, c'est leur tête, c'est leurs actes et leur engagement pour sortir de l'isolement et du renoncement. » Très sévère sur le bilan de la droite en matière d'emploi, Jean-Marc Coppola égrène les industries qui ont fermé à Marseille et affirme : « La vérité, c'est que les forces économiques de cette ville ont majoritairement choisi la spéculation plutôt que la production de richesses. » Euroméditerranée ? « Il s'agit de nettoyer Marseille de ses pauvres et de ses industries. » L'Hôtel Dieu ? Un symbole de la vente à la découpe de la ville, « on y soignait autrefois les gens du peuple, il est aujourd'hui bradé et transformé en hôtel cinq étoiles pour les plus grandes fortunes de la planète ». Pour l'élu communiste des quartiers Nord, « Marseille n'est pas une ville pauvre, c'est une ville profondément inégalitaire ». Décidé à changer cet état de fait, Jean-Marc Coppola mise sur l'intervention citoyenne prenant appui sur des élus combatifs. Et pour donner corps à son propos, il cite la question de la prolongation du métro vers l'hôpital Nord évoquée par le Premier ministre lui-même. « Il est éclairant que lorsque l'on veut répondre aux besoins des gens, on vienne piocher dans les propositions des communistes [...] ce n'est pas la victoire d'untel ou d'unetelle mais bien une première victoire de la population qu'elle doit à sa mobilisation », insiste-t-il rappelant les milliers de signatures recueillies.

L'épisode a valeur d'exemple. L'ensemble de son livre reflète cette démarche. Services publics, emploi, formation, équipements, transports : pour Jean-Marc Coppola rien n'est donné, rien n'est acquis, tout doit se gagner collectivement. «Le mouvement du 1er juin, initié par des femmes des quartiers populaires contre la violence, témoigne de cette énergie populaire qui peut se transformer en propositions politiques pertinentes et audacieuses. » Semant de page en page, celles issues des Assises du Front de gauche pour Marseille, il ne manque pas d'égratigner la primaire du PS « une bataille de socialistes entre eux et pour eux ».

À la fin de l'ouvrage de Jean-Marc Coppola, l'interrogation un peu timide de son titre devient une exclamation : « Aux armes citoyens! » Une façon d'affirmer qu'il ne cherche pas la conquête de la mairie pour lui-même et que bien des Bastilles restent à prendre.



Initiation à la philosophie pour les non-philosophes

PUF, 2014

LOUIS ALTHUSSER

PAR JEAN QUÉTIER

Rédigé entre 1976 et 1978, ce manuscrit, inédit du vivant de l'auteur et

publié aujourd'hui pour la première fois, fait suite à un projet qui a occupé Althusser pendant plusieurs années : rédiger un manuel de philosophie. Loin d'être cependant un véritable ouvrage de vulgarisation, cette initiation part du présupposé, formulé notamment par Gramsci, selon lequel « tout homme est philosophe ». Or, pour Althusser, cette thèse implique également que tout homme se fait une idée spontanée de la philosophie, le plus souvent comme d'une discipline abstraite dont le monopole est détenu par les professeurs de philosophie. Liée à la religion et à l'idéalisme, la philosophie est ainsi perçue comme un vecteur de résignation, à travers la figure de l'homme qui « prend les choses avec philosophie ». Avant de proposer sa propre définition de la philosophie, Althusser va donc opérer ce qu'il nomme un « grand détour » par la non-philosophie, par tous les domaines que la philosophie laisse

LA REVUE DU PROJET FÉVRIER 2014 de côté et où l'abstraction se glisse toujours, non pas sous la forme de l'abstraction en général, mais sous la forme des rapports sociaux. La réflexion qu'il mène sur les différentes abstractions conduit Althusser à examiner les différentes pratiques qui les accompagnent. Ce « grand détour », qui constitue la majeure partie de l'ouvrage, est donc l'occasion pour lui d'exposer son interprétation du marxisme et de revenir sur les principales catégories qu'il avait introduites dans ses travaux précédents, du « procès sans sujet » aux « appareils idéologiques d'État ». Marqué par les débats sur l'abandon de la dictature du prolétariat et sur l'union de la gauche qui traversent le Parti communiste français à la même époque, l'Initiation d'Althusser est donc aussi un texte d'intervention politique. Cet ouvrage qui s'achève sur la célèbre définition de la philosophie comme « lutte de classe dans la théorie » constitue une synthèse claire et accessible de la pensée d'Althusser.



Histoire du Front national

Tallandier, 2013

DOMINIQUE ALBERTINI ET DAVID DOUCET

PAR PATRICK COULON

Encore un livre sur le FN ? Oui, mais

non! Loin des éternels portraits d'électeurs, de dirigeants du FN, de réfutations de son programme, les deux auteurs, journalistes à *Libération* et aux *Inrockuptibles* ont choisi un angle plutôt original. Il s'agit d'analyser sur la longue durée la stratégie de « dédiabolisation » d'une partie de l'extrême droite dans le paysage politique et idéologique français.

Cette « dédiabolisation » mise en scène avec l'accession de Marine Le Pen à la tête du FN pour s'approcher du pouvoir, beaucoup s'en alarment. Mais celle-ci n'a rien d'une nouveauté. Ce pouvoir il y a vingt-cinq ans déjà, le FN en semblait proche s'il n'avait été stoppé par l'affaire du « détail », puis par le départ des troupes de Bruno Mégret en 1998. Né en 1972 pour résoudre le problème de l'échec de l'activisme et de l'électoralisme de l'extrême droite morcelée d'alors, le FN ne cesse de se métamorphoser. C'est ce que met en exergue son histoire plus mouvementée qu'il n'y paraît. Nicolas Lebourg, historien et spécialiste de l'extrême droite, dans sa préface, souligne que l'extrême droite a changé. « Prenant un virage néopopuliste il y a une dizaine d'années, Marine Le Pen a républicanisé son discours. Elle s'est fait un étendard de la « laïcité », face à des arabo-musulmans accusés de corrompre le marché de l'emploi et la culture européenne. Sa dénonciation du mondialisme n'est plus une critique du métissage ethnique et culturel, mais de l'effacement des souverainetés nationales. Ces importantes transformations expriment les nouvelles hantises de notre société, frappée par de multiples formes de désintégration. » Plongeant dans les arcanes du parti, interrogeant lors d'une enquête de trois ans des témoins, des sympathisants, des dirigeants du FN, sans oublier leurs adversaires (au total 72 interviews), les deux auteurs retracent ainsi guarante ans de la vie politique française. On y croise les tenants « d'Ordre Nouveau », de « l'Œuvre Française » et de bien d'autres mouvements, officines, clubs de réflexions et leurs stratégies de noyautage ou de jeu d'influence. On y découvre surtout que la porosité entre la droite et son extrême ne date pas d'auiourd'hui.

Bref 350 pages, conclues par une roborative bibliographie, qui se lisent d'un trait et qui permettent de mieux se situer dans les évolutions en cours à droite et à son extrême.



Face au FN — La contreoffensive

Arcane 17

ALAIN HAYOT

PAR FLORAIN GULLI

Le livre d'Alain Hayot commence par tordre le cou à un certain nombre de fausses évidences à propos du Front

national. Le Front national n'est pas un parti à part, hors système. Il s'inscrit dans une vielle tradition: la droite légitimiste, monarchiste et antirépublicaine. À l'intérieur de ce courant il s'identifie au national populisme apparu fin du XIXe siècle. La stratégie du front républicain, en même temps qu'elle donnait corps à l'idée que gauche et droite ne se distinguaient plus, a sans doute contribué à accréditer la thèse d'un FN au-delà des clivages traditionnels. Ensuite, le vote Front national n'est plus un vote protestataire, un refus radical du politique; « c'est majoritairement un vote d'adhésion à une vision de la société, à une conception des rapports sociaux ». Enfin, « le vote FN n'est pas le vote de la désespérance sociale, c'est le vote de la peur de la désespérance sociale et de la peur du déclassement ».

Comment le combattre ? D'abord en ayant bien à l'esprit que la crise économique et sociale n'explique pas à elle seule la montée du national populisme. « Il ne suffira pas de faire reculer le chômage pour couper l'herbe sous les pieds du FN ». Le parti d'extrême droite est porté par trois grandes crises. La crise économique bien sûr, mais aussi une crise de sens et une crise politique. La crise de sens est la conséquence de l'exposition des individus à une foule de « processus déstabilisateurs » générant peurs et angoisses quotidiennes. En l'absence d'une alternative transformatrice, le FN s'appuie sur ces dernières et propose des « solutions ». La crise de la politique est la défiance désormais bien installée à l'égard de la « classe politique » et des « élites ». Mais c'est aussi et plus profondément notre conception de l'État, de la République et de la démocratie qui est en crise.

Le combat contre le FN, même s'il a une dimension théorique, doit commencer sur le terrain, en renouant des «liens de solidarité » dans les entreprises, dans les quartiers urbains, comme dans les espaces néoruraux. C'est sur la base de ces solidarités que le travail de politisation pourra s'opérer. Parallèlement, il faudra œuvrer à la démocratisation de notre démocratie fatiguée en imaginant de nouvelles formes institutionnelles.

Ces combats ne pourront se déployer que dans le cadre d'un « projet d'une société d'émancipation humaine » croisant « l'espérance communiste » et les aspirations des nouveaux mouvements sociaux.





Pierre Laurent Secrétaire national du PCF **Responsable national** du projet



Isabelle De Almeida Responsable nationale adjointe du projet



Marc Brynhole



Olivier Dartigolles



Jean-Luc Gibelin



Isabelle Lorand



Alain Obadia



Véronique Sandoval

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT



Xavier Compain xcompain@pcf.fr



Marine Roussillon marine.roussillon@wanadoo.fr



Pierre Dharréville pdharreville@bdr13.pcf.f

CULTURE

Alain Hayot ahayot@wanadoo.fr



Anne Mesliand amesliand@orange.fr

ÉDUCATION



SANTÉ, PROTECTION SOCIALE Jean-Luc Gibelin

jean-luc.gibelin@orange.fr

DROITS ET LIBERTÉS



Fabienne Haloui fabienne.haloui@wanadoo.fr



JEUNESSE

Isabelle De Almeida idealmeida@pcf.fr

MOUVEMENT DU MONDE

Jacques Fath

jfath@pcf.fr



SPORT **Nicolas Bonnet**





nbonnet@pcf.fr



TRAVAIL, EMPLOI Véronique Sandoval sandoval_ve@yahoo.fr

DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME

ÉCOLOGIE

Hervé Bramy



Laurence Cohen cohenperdrix@gmail.com

hbramycg93@wanadoo.fr





Alain Nhadia alain.obadia@orange.fr



Isabelle Lorand ilorand@pcf.fr



ÉCONOMIE ET FINANCES Yves Dimicoli ydimicoli@pcf.fr



PROJET EUROPÉEN Patrick Le Hyaric plehyaric@humanite.fr



Frédéric Rauch frauch@pcf.fr



Progressistes Amar Bellal bellal.amar@gmail.com



Guillaume Roubaud-Quashie gquashie@pcf.fr



Patrice Cohen-Seat pcohen-seat@pcf.fr



lem Michel Laurent

Lieu d'études sur le mouvement des idées et des connaissances mlaurent@pcf.fr



Guillau Roubaud-Quashie Rédacteur en chef



Gérard Streiff Combat d'idées



Mouvement réel



Caroline Bardot Rédactrice en chef adjointe



Roussillon Critiques



Amar Bellal Sciences



Davy Castel Rédacteur en chef adjoint



Florian Gulli Mouvement réel



Sciences



Igor Martinache Rédacteur en chef



Nicolas Dutent



Sondages



Noëlle Mansoux Secrétaire de rédaction



Franck Combes Delorieux Poésies Poésies



Frédo Coyère

Mise en page/

Léo Purguette Travail de secteurs



Sébastien Thomassey Mise en page



Luxembourg Production de territoires



Alain Vermeersch



Chosson Regard



Revue des média Production de territoires





Renaud Boissac Droit



Hélène Bidard

Rédactrice en chef

Côme Histoire







Michael Orand Statistiques